



ERRATUM

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de gravier et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, de Limbourg et du Brabant flamand

CCT n° 151586/CO/102.06
du 01/04/2019

Correction dans les deux langues :

- L'article 2, 2.2. doit être corrigé comme suit : « La Sous-commission paritaire **de l'industrie** des carrières de gravier et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces... ».

Correction du texte français :

- Dans l'annexe 1ère, définitions, « Capital décès sous risque », le texte doit être corrigé comme suit : « Le capital décès sous risque est constitué par la différence entre le capital décès défini et **le montant la somme** de la réserve vie ... ».
- Dans l'annexe 1ère, l'article 20 doit être corrigé comme suit : « ... qui au moment de la conversion est égal au taux d'intérêt adopté conformément à la disposition de la LPC **sur la garantie de garantie de rendement légale**. La conversion de capital en rente ... ».
- Dans l'annexe 1ère, l'article 21, premier alinéa doit être corrigé comme suit : « Le droit de **l'achat rachat** ne peut être exercé par ... ».

ERRATUM

Paritair Subcomité voor het bedrijf der grint- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg en Vlaams-Brabant

CAO nr. 151586/CO/102.06
van 01/04/2019

Verbetering in beide talen :

- Artikel 2, 2.2 moet als volgt verbeterd worden : « Het Paritair Subcomité voor **het bedrijf der grint-** ~~grind~~ en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies ... ».

Verbetering van de Franstalige tekst :

- In bijlage 1, begrippenlijst, « Risicokapitaal overlijden », moet de tekst als volgt verbeterd worden : « Le capital décès sous risque est constitué par la différence entre le capital décès défini et **le montant la somme** de la réserve vie ... ».
- In bijlage 1 moet artikel 20 als volgt verbeterd worden : « ... qui au moment de la conversion est égal au taux d'intérêt adopté conformément à la disposition de la LPC **sur la garantie de garantie de rendement lé- gale**. La conversion de capital en rente ... ».
- In bijlage 1 moet artikel 21, eerste alinea als volgt verbeterd worden : « Le droit de **l'achat rachat** ne peut être exercé par ... ».

- Dans l'annexe 1ère, l'article 23, B., deuxième tiret doit être corrigé comme suit : « une pièce attestant le NISS ~~de l'affilié du bénéficiaire~~; ».
- Dans l'annexe 1ère, l'article 24, dernier alinéa doit être corrigé comme suit : « ..., les prestations sont attribuées aux remplaçant(s) **des bénéficiaires**. ».
- Dans l'annexe 1ère, l'article 32, troisième alinéa doit être corrigé comme suit : « ... Si l'affilié prouve que, conformément aux dispositions légales en la matière, il était effectivement actif jusqu'à 65 ans ~~ou jusqu'au moment auquel il a accompli une carrière complète~~, une réduction du taux d'imposition distinct (à 10 %) est possible. ... ».
- Dans l'annexe 1ère, l'article 33, a. doit être corrigé comme suit : « ... Lorsque des frais exceptionnels sont provoqués par l'organisateur ou l'(ancien) affilié (*), l'organisme de pension peut mettre ... ».
- Dans l'annexe 1ère, l'article 33, a., (*) doit être corrigé comme suit : « ... la rédaction et la ~~transmise transmission~~ de copies ou pièces qui ne font pas partie des tâches (...) ».
- Dans l'annexe 2, 6., le premier tiret doit être corrigé comme suit : « au premier jour du mois coïncidant avec ou suivant le jour où l'affilié ~~est pensionné ne satisfait plus à la définition d'ouvrier(e) et où ses réserves acquises sont sorties de l'engagement de pension~~; ».
- Dans l'annexe 2, 11.3., le deuxième alinéa doit être corrigé comme suit : « ... sont libérés de leurs obligations vis-à-vis de l'affilié (ou de son bénéficiaire) visant les ~~réserves acquises prestation~~ dans ce règlement de pension. ».
- Dans l'annexe 3, la note au ² doit être corrigé comme suit : « ... à condition que ~~la partie affiliée l'affilié~~ ne parte pas en préretraite au cours du trimestre en question, décède ou atteigne l'âge terme et que le déclaration DmfA pour le trimestre en question comporte au moins un jour sous le code de **prestation performance** 1, 2, 3, 5, 60, 70, 71 ou 72. ».
- In bijlage 1 moet artikel 23, B., tweede streepje als volgt verbeterd worden : « une pièce attestant le NISS ~~de l'affilié du bénéficiaire~~; ».
- In bijlage 1 moet artikel 24, laatste alinea als volgt verbeterd worden : « ..., les prestations sont attribuées aux remplaçant(s) **des bénéficiaires**. ».
- In bijlage 1 moet artikel 32, derde alinea als volgt verbeterd worden : « ... Si l'affilié prouve que, conformément aux dispositions légales en la matière, il était effectivement actif jusqu'à 65 ans ~~ou jusqu'au moment auquel il a accompli une carrière complète~~, une réduction du taux d'imposition distinct (à 10 %) est possible. ... ».
- In bijlage 1 moet artikel 33, a. als volgt verbeterd worden : « ... Lorsque des frais exceptionnels sont provoqués par l'organisateur ou l'(ancien) affilié (*), l'organisme de pension peut mettre ... ».
- In bijlage 1 moet artikel 33, a., (*) als volgt verbeterd worden : « ... la rédaction et la ~~transmise transmission~~ de copies ou pièces qui ne font pas partie des tâches (...) ».
- In bijlage 2, 6., moet het eerste streepje als volgt verbeterd worden : « au premier jour du mois coïncidant avec ou suivant le jour où l'affilié ~~est pensionné ne satisfait plus à la définition d'ouvrier(e) et où ses réserves acquises sont sorties de l'engagement de pension~~; ».
- In bijlage 2, 11.3, moet tweede alinea als volgt verbeterd worden : « ... sont libérés de leurs obligations vis-à-vis de l'affilié (ou de son bénéficiaire) visant les ~~réserves acquises prestation~~ dans ce règlement de pension. ».
- In bijlage 3, moet de nota ² als volgt verbeterd worden : « ... à condition que ~~la partie affiliée l'affilié~~ ne parte pas en préretraite au cours du trimestre en question, décède ou atteigne l'âge terme et que le déclaration DmfA pour le trimestre en question comporte au moins un jour sous le code de **prestation performance** 1, 2, 3, 5, 60, 70, 71 ou 72. ».

Correction du texte néerlandais :

- Dans l'annexe 1ère, article 11, 2., le deuxième * doit être corrigé comme suit : « 6 maanden voor het gedeelte tussen 1.250.000 (*) EUR en 2.500.000 (*) EUR; ».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In bijlage 1 moet artikel 11, 2., tweede * als volgt verbeterd worden : « 6 maanden voor het gedeelte tussen 1.250.000 (*) EUR en 2.500.000 (*) EUR; ».

Décision du

Beslissing van

15 -04- 2021



| | |
|--|--|
| <p>PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET BEDRIJF DER GRIND- EN ZANDGROEVEN WELKE IN OPEN-LUCHT GEEXPLOITEERD WORDEN IN DE PROVINCIES ANTWERPEN, WEST-VLAANDEREN, OOST-VLAANDEREN, LIMBURG EN VLAAMS-BRABANT</p> | <p>SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES CARRIÈRES DE GRAVIER ET DE SABLE EXPLOITÉES À CIEL OUVERT DANS LES PROVINCES D'ANVERS, DE FLANDRE OCCIDENTALE, DE FLANDRE ORIENTALE, DE LIMBOURG ET DU BRABANT FLAMAND</p> |
| <p>COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 1 APRIL 2019 tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel</p> | <p>CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 1 AVRIL 2019 instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel</p> |
| <p>HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGEBIED</p> | <p>CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION</p> |
| <p>Artikel 1.</p> | <p>Article 1.</p> |
| <p>Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeid(st)ers van de grind- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg en Vlaams-Brabant, de witzandexploitaties uitgezonderd die behoren tot het PSC 102.06.</p> | <p>La présente convention collective s'applique aux employeurs et aux ouvriers des carrières de gravier et de sable ouvertes au public dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, du Limbourg et du Brabant flamand, à l'exception des carrières de sable blanc du PSC 102.06.</p> |
| <p>De begrippen 'arbeider', 'hij', 'zijn'... verwijzen naar arbeiders en arbeidsters.</p> | <p>Les termes "ouvrier", "il", "son" ... réfèrent aux ouvriers et ouvrières.</p> |
| <p>HOOFDSTUK II – BEGRIPPEN EN DEFINITIES</p> | <p>CHAPITRE II – NOTIONS ET DÉFINITIONS</p> |
| <p>Artikel 2.</p> | <p>Article 2.</p> |
| <p>Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt verstaan onder:</p> | <p>Pour l'application de la présente convention collective de travail, il est entendu par :</p> |
| <p>2.1. WAP</p> | <p>2.1. LPC</p> |
| <p>De wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.</p> | <p>La loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.</p> |
| <p>2.2. Paritair Comité Het Paritair Subcomité voor de grind- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg en Vlaams-Brabant, de witzandexploitaties uitgezonderd of ook PSC 102.06.</p> | <p>2.2. Commission paritaire La Sous-commission paritaire des carrières de gravier et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, du Limbourg et du Brabant flamand, exceptées les exploitations de sable blanc ou également SCP 102.06.</p> |
| <p>2.3. de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 juni 2014 tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel (overeenkomst geregistreerd op 19/08/2014 onder het nummer 123032/CO/102.06), evenals de bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.</p> | <p>2.3. la convention collective de travail du 20 juin 2014 instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel (convention enregistrée le 19/08/2014 sous le numéro 123032/CO/102.06), ainsi que l'annexe à la présente convention collective de travail.</p> |

2.4. De CAO van 3 juli 2013

CAO van 3 juli 2013 betreffende de arbeidsvoorwaarden (overeenkomst geregistreerd op 13/09/2013 onder het nummer 116942/co/102.06) voor de periode van 1 januari 2013 tot 31 december 2014.

HOOFDSTUK III – VOORWERP EN DOELSTELLING

Artikel 3.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als enig voorwerp het sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de arbeid(st)ers van het Paritaire Comité, dat met ingang van 1 juli 2014 werd ingevoerd in uitvoering van het artikel 22 van de CAO van 3 juli 2013, aan te passen aan de diverse wijzigingen die werden doorgevoerd in de WAP.

Meer specifiek wordt deze collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in uitvoering van de volgende bepalingen die de WAP hebben gewijzigd:

- 1) De wet van 15 mei 2014 houdende diverse bepalingen (BS 19 juni 2014);
- 2) De wet van 18 december 2015 tot waarborging van de duurzaamheid en het sociale karakter van aanvullende pensioenen en tot versterking van het aanvullende karakter ten opzichte van de rustpensioenen (BS 24 december 2015);
- 3) Wet van 27 juni 2018 inzake de omzetting van richtlijn 2014/50/EU van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende minimumvereisten voor de vergroting van de mobiliteit van werknemers tussen de lidstaten door het verbeteren van de verwerving en het behoud van aanvullende pensioenrechten (BS 5 juli 2018).

Artikel 4.

Het doel van dit sectoraal aanvullend pensioenstelsel is het garanderen, buiten de wettelijke verplichtingen inzake pensioenen en ter verhoging ervan:

- aan de aangeslotene zelf, een kapitaal bij pensionering ;
- aan de begunstigde zoals bepaald in het pensioenreglement, een kapitaal in geval van overlijden van de aangeslotene vóór de eindleeftijd

2.4. La CCT du 3 juillet 2013

CCT du 3 juillet 2013 concernant les conditions de travail (convention enregistrée le 13/09/2013 sous le numéro 116942/CO/102.06), pour la période du 1 janvier 2013 au 31 décembre 2014.

CHAPITRE III – OBJET ET OBJECTIF

Article 3.

La présente convention collective de travail a pour unique objet d'adapter le régime de pension complémentaire sectoriel pour les ouvrière(s) de la Commission paritaire, qui a été introduit à compter du 1^{er} juillet 2014 en application de l'article 22 de la CCT du 3 juillet 2013, aux diverses modifications qui ont été apportées à la LPC.

Plus spécifiquement, cette convention collective de travail a été conclue en exécution des dispositions suivantes qui ont modifié la LPC :

- 1) La loi du 15 mai 2014 portant des dispositions diverses (MB 19 juin 2014) ;
- 2) La loi du 18 décembre 2015 visant à garantir la pérennité et le caractère social des pensions complémentaires et visant à renforcer le caractère complémentaire par rapport aux pensions de retraite (MB 24 décembre 2015) ;
- 3) La loi du 27 juin 2018 relative à la transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les Etats membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire (MB 5 juillet 2018).

Article 4.

L'objectif de ce régime de pension complémentaire sectoriel est d'assurer, outre les obligations légales en matière de pensions et de leur augmentation:

- à l'affilié même, un capital au moment de la pension ;
- au bénéficiaire comme stipulé au règlement de pension, un capital en cas de décès de

| | |
|--|---|
| <p>die bepaald is in het pensioenreglement.</p> <p>Het als bijlage opgenomen pensioenreglement maakt integraal deel uit van deze collectieve arbeidsovereenkomst.</p> | <p>l'affilié avant l'âge terme défini dans le règlement de pension.</p> <p>Le règlement de pension complémentaire repris en annexe fait partie intégrante de la présente convention collective de travail.</p> |
| <p>Artikel 5.</p> <p>Van de mogelijkheid voorzien in artikel 9 van de WAP waardoor werkgevers de mogelijkheid zouden hebben om de uitvoering van het pensioenstelsel zelf te organiseren via een pensioenstelsel op het niveau van de onderneming ("opting out"), wordt geen gebruik gemaakt door het Paritair Comité.</p> | <p>Article 5.</p> <p>La Commission paritaire ne fait pas usage de la possibilité prévue dans l'article 9 de la LPC selon laquelle les employeurs pourraient organiser eux-mêmes un régime de pension au niveau de l'entreprise ("opting out").</p> |
| <p>HOOFDSTUK IV – INRICHTER</p> | <p>CHAPITRE IV – ORGANISATEUR</p> |
| <p>Artikel 6.</p> <p>De inrichter van het sectoraal pensioenstelsel is het Sociaal Fonds voor de grind- en zandgroeven (hierna het Fonds), Mgr. Broekxplein 6, 3500 HASSELT.</p> | <p>Article 6.</p> <p>L'organisateur du régime de pension sectoriel est le Fonds Social des carrières de gravier et du sable (ci-après dénommé le Fonds), Mgr. Broekxplein 6, 3500 HASSELT.</p> |
| <p>HOOFDSTUK V – PENSIOENINSTELLING EN TOEZICHTSCOMITE</p> | <p>CHAPITRE V – ORGANISME DE PENSION ET COMITÉ DE SRUVEILLANCE</p> |
| <p>Artikel 7.</p> <p>Bij toepassing van artikel 8 van de WAP wordt als pensioeninstelling gekozen FEDERALE VERZEKERING, Vereniging van Onderlinge Levensverzekeringen, toegelaten onder codenummer 0346, met als zetel Stoofstraat 12, 1000 BRUSSEL.</p> | <p>Article 7.</p> <p>En application de l'article 8 de la LPC, l'organisme de pension choisi est FEDERALE ASSURANCE, Association d'Assurances Mutualles sur la Vie, agréée sous le numéro de code 0346, ayant son siège social rue de l'Etuve 12, 1000 BRUXELLES.</p> |
| <p>Aangezien de pensioeninstelling niet op paritaire wijze wordt beheerd, zal in overeenstemming met art. 41, §2 van de WAP, een toezichtscomité worden opgericht.</p> | <p>Etant donné que l'organisme de pension n'est pas géré de manière paritaire et en application de l'art.41 §2 de la LPC, un comité de surveillance sera créé.</p> |
| <p>HOOFDSTUK VI – PENSIOENBIJDRAGE</p> | <p>CHAPITRE VI – CONTRIBUTION DE PENSION</p> |
| <p>Artikel 8.</p> <p>De pensioenbijdrage omvat geen verzekeringstaks wegens het specifieke statuut van Fonds voor Bestaanszekerheid van de inrichter. De pensioenbijdrage omvat evenmin de bijzondere sociale zekerheidsbijdrage inzake aanvullende pensioenen die op het ogenblik van de sluiting van deze CAO 8,86% bedraagt.</p> | <p>Article 8.</p> <p>La contribution de pension ne comprend pas la taxe d'assurance suite au statut spécifique de Fonds de Sécurité d'Existence de l'organisateur. La contribution de pension ne comprend pas non plus la cotisation spéciale de sécurité sociale qui, au moment de la conclusion de cette CCT, s'élève à 8,86%.</p> |
| <p>Bij het toekennen van de bijdrage wordt geen onderscheid gemaakt naargelang het arbeidsregime van de aangeslotene.</p> | <p>Pour l'attribution de la contribution, aucune distinction n'est faite selon le régime de travail de</p> |

| | |
|---|--|
| <p><i>a) Vanaf 2015 (tot herziening)</i></p> <p>De pensioenbijdrage, die een trimestriële bijdrage is, is verworven op het einde van elk trimester (31 maart, 30 juni, 30 september en 31 december), voor zover de aangeslotene in het betreffende trimester niet uittreedt, overlijdt of pensioneert en in de DmfA aangifte van het betreffende trimester met ten minste één dag onder prestatiecode 1, 2, 3, 5, 60, 70, 71 of 72 voorkomt. Als er alleen een verbrekkingsvergoeding (looncode 3) aangegeven wordt, in combinatie met prestatiecode 1, is de pensioenbijdrage niet verschuldigd.</p> <p><i>Speciale regeling voor 2014</i></p> <p>Aangezien het pensioenstelsel in werking treedt op 1 juli 2014, is op 30 september 2014 niet alleen de pensioenbijdrage verworven voor het derde trimester 2014 maar eveneens deze voor het eerste en tweede trimester 2014 en dit voor zover in de DmfA aangifte van het (de) betreffende trimester(s) ten minste één dag onder de hiervoor vermelde prestatiecodes voorkomt.</p> <p><i>De pensioenbijdrage wordt vastgesteld op 62,50 EUR per trimester.</i></p> <p>De pensioenbijdrage, verhoogd met de sociale zekerheidsbijdrage inzake aanvullende pensioenen, is ten laste van de inrichter en wordt geput uit de reserves van het Fonds. Het Fonds regelt de RSZ-bijdrage van 8,86% aan de RSZ, telkens er pensioenbijdragen worden overgemaakt aan de pensioeninstelling en dit conform de instructies van de RSZ en de wetgeving ter zake. Indien nodig zal het Fonds de nodige schikkingen rond de inning via de RSZ van de pensioenbijdragen bij de werkgever, treffen.</p> <p><i>b) Inhaalbijdrage bij de inwerkingtreding van het pensioenstelsel toegekend voor het jaar 2013</i></p> <p>Bij de inwerkingtreding van het pensioenstelsel op 1 juli 2014 wordt aan de arbeid(st)ers die op dat ogenblik aansluiten, een inhaalbijdrage voor het kalenderjaar 2013 toegekend, voor zover zij aan de hierna vermelde voorwaarde voldoen: in 2013 als arbeid(st)ers verbonden zijn met een werkgever die onder het toepassingsgebied van deze CAO valt.</p> | <p>l'affilié.</p> <p><i>a) Depuis 2015 (jusqu'à révision)</i></p> <p>La contribution de pension, qui est une contribution trimestrielle, est acquise à la fin de chaque trimestre (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre), pour autant que l'affilié ne soit pas sorti, décédé ou retraité pendant la période concernée et que, dans la déclaration DmfA du trimestre concerné, il apparaisse au moins un jour sous le code de prestation 1, 2, 3, 5, 60, 70, 71 ou 72. Si seule une indemnité de rupture (code salaire 3) est déclarée, en combinaison avec le code prestation 1, la contribution de pension n'est pas due.</p> <p><i>Mesure spéciale pour 2014</i></p> <p>Vu l'entrée en vigueur du régime de pension le 1^{er} juillet 2014, il y a non seulement l'acquisition de la contribution de pension du troisième trimestre le 30 septembre 2014 mais également celle, à cette date, de la contribution de pension du premier trimestre et celle du deuxième trimestre de 2014 pour autant que dans la déclaration DmfA du (des) trimestre(s) concerné(s) apparaisse au moins un jour sous les codes de prestation mentionnés ci-dessus.</p> <p><i>La contribution de pension est fixée à 62,50 EUR par trimestre.</i></p> <p>La contribution de pension, majorée de la contribution de sécurité sociale en matière de pensions complémentaires, est à charge de l'organisateur et est prélevée des réserves du Fonds. Le Fonds paie la contribution de sécurité sociale à concurrence de 8,86 % à l'ONSS, chaque fois que des contributions de pension sont remises à l'organisme de pension et ce conformément aux instructions de l'ONSS et à la législation en la matière. Le cas échéant, le Fonds prendra les mesures nécessaires relatives à l'encaissement des contributions de pension auprès de l'employeur par l'intermédiaire de l'ONSS.</p> <p><i>b) Contribution de rattrapage octroyée à l'entrée en vigueur du régime de pension pour l'année 2013</i></p> <p>Une contribution de rattrapage pour l'année civile 2013 est octroyée aux ouvrière(s) affilié(e)s à l'entrée en vigueur du régime de pension au 1 juillet 2014 – pour autant qu'ils/elles répondent à la condition suivante : être lié(e)s au cours de l'année 2013 en tant qu'ouvrière(s) à un employeur relevant du champ d'application de la présente CCT.</p> |
|---|--|

| | |
|---|---|
| <p><i>De inhaalbijdrage bedraagt 125 EUR.</i></p> <h2>HOOFDSTUK VII – GROEPSVERZEKERING</h2> <p>Artikel 9.</p> <p>Het aanvullend sectoraal pensioenstelsel wordt uitgevoerd via een groepsverzekering die door de inrichter wordt onderschreven.</p> <p>De bijdragen worden toegewezen aan een groepsverzekering tak 21 van het type kapitalisatie.</p> <p>De aanspraken op het aanvullend pensioen worden bepaald overeenkomstig het pensioenreglement dat als bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst is opgenomen.</p> <h2>HOOFDSTUK VIII – PROCEDURE VAN UITTREDING</h2> <p>Artikel 10.</p> <p>De aangeslotene wordt beschouwd als "uitgetreden" wanneer de inrichter of de aangeslotene de pensioeninstelling schriftelijk op de hoogte brengen van de beëindiging van zijn arbeidsovereenkomst en zijn tewerkstelling in de sector.</p> <p>Vanaf het ogenblik dat de aangeslotene beschouwd wordt als «uitgetreden», is art. 31, §1, eerste, tweede en derde punt en art. 31, § 2 van de WAP van toepassing.</p> <h2>HOOFDSTUK IX – NIETIGHEID</h2> <p>Artikel 11.</p> <p>De nietigheid van één of meer artikels of van gedeelten van artikels van deze collectieve arbeidsovereenkomst leidt niet tot de nietigheid van de volledige collectieve arbeidsovereenkomst.</p> <h2>HOOFDSTUK X – OPHEFFING</h2> <p>Artikel 12.</p> <p>Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt integraal de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 juni 2014 tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel (overeenkomst geregistreerd op 19/08/2014 onder het nummer 123032/CO/102.06), evenals de bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.</p> <h2>HOOFDSTUK XI – GELDIGHEIDSDUUR</h2> | <p><i>La contribution de rattrapage s'élève à 125 EUR.</i></p> <h2>CHAPITRE VII – ASSURANCE DE GROUPE</h2> <p>Article 9.</p> <p>Le régime de pension complémentaire sectoriel est exécuté par une assurance de groupe souscrite par l'organisateur.</p> <p>Les contributions sont attribuées à une assurance de groupe branche 21 du type capitalisation.</p> <p>Les dispositions relatives à la pension complémentaire sont fixées conformément au règlement de pension qui est repris comme annexe à la présente convention collective de travail.</p> <h2>CHAPITRE VIII – PROCÉDURE DE SORTIE</h2> <p>Article 10.</p> <p>L'affilié est considéré comme « sorti » lorsque l'organisateur ou l'affilié informe par écrit l'organisme de pension de la fin de son contrat de travail et de son emploi dans le secteur.</p> <p>A partir du moment où l'affilié est considéré comme "sorti", l'art. 31, §1, premier, deuxième et troisième point et l'art. 31, § 2 de la LPC sont d'application.</p> <h2>CHAPITRE IX – NULLITÉ</h2> <p>Article 11.</p> <p>La nullité d'un ou plusieurs articles ou de parties d'articles de cette convention collective de travail n'entraîne pas la nullité de l'entièreté de la convention collective de travail.</p> <h2>CHAPITRE X – RÉSILIATION</h2> <p>Article 12.</p> <p>La présente convention collective de travail remplace intégralement la convention collective de travail du 20 juin 2014 instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel (convention enregistrée le 19/08/2014 sous le numéro 123032/CO/102.06), ainsi que l'annexe à la présente convention collective de travail.</p> |
|---|---|

| CHAPITRE XI – DURÉE DE VALIDITÉ | |
|---|---|
| <p>Artikel 13.</p> <p>Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2019.</p> <p>De aanpassingen in het bijgevoegde pensioenreglement overeenkomstig de wet van 15 mei 2014 houdende diverse bepalingen zijn reeds van toepassing sinds 30 juni 2017.</p> <p>De aanpassingen in het bijgevoegde pensioenreglement overeenkomstig de wet 18 december 2015 tot waarborging van de duurzaamheid zijn reeds van toepassing vanaf 1 januari 2016.</p> <p>De aanpassingen in het bijgevoegde pensioenreglement aan de wet van 27 juni 2018 inzake de omzetting van de richtlijn 2014/50/EU van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende de vergroting van de mobiliteit van de werknemers en de verbetering van de verwerving en het behoud van aanvullende pensioenrechten zijn van toepassing vanaf 1 januari 2019.</p> | <p>Article 13.</p> <p>La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.</p> <p>Les adaptations dans le règlement de pension ci-joint conformément à la loi du 15 mai 2014 portant diverses dispositions sont déjà d'application depuis le 30 juin 2017.</p> <p>Les adaptations dans le règlement de pension ci-joint conformément à la loi du 18 décembre 2015 visant à garantir la pérennité sont déjà d'application depuis le 1^{er} janvier 2016.</p> <p>Les adaptations dans le règlement de pension ci-joint conformément à la loi du 27 juin 2018 transposant la directive 2014/50/UE du Parlement Européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative à l'accroissement de la mobilité des travailleurs et à l'amélioration de l'acquisition et la préservation des droits à la pension complémentaire sont d'application à partir du 1^{er} janvier 2019.</p> |
| <p>Artikel 14</p> <p>Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door elk van partijen worden beëindigd, mits een opzegging van zes maanden wordt betekend per aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité.</p> | <p>Article 14.</p> <p>La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de 6 mois, signifié par lettre recommandée adressée au président de la Commission Paritaire.</p> |

F-Benefit

Algemene bepalingen – release 2018

| | |
|---|----|
| BEGRIPPENLIJST..... | 4 |
| ALGEMEEN..... | 7 |
| Artikel 1. Doel en werkingsprincipes van de groepsverzekering | 7 |
| Artikel 2. Tarieven | 8 |
| Artikel 3. Winstdeelname..... | 8 |
| Artikel 4. Financieringsfonds | 8 |
| Artikel 5. Het vastgestelde kapitaal overlijden..... | 9 |
| Artikel 6. Jaarlijkse en tussentijdse aanpassingen..... | 10 |
| BETALING VAN DE BIJDRAGEN | 10 |
| Artikel 7. Betalingswijze van de bijdragen | 10 |
| Artikel 8. Niet-betaling van de bijdragen door de inrichter | 11 |
| OPZEGGING VAN DE GROEPSVERZEKERING EN AANVERWANTE BEPALINGEN..... | 11 |
| Artikel 9. Opheffing of wijziging van de pensioentoezegging | 11 |
| Artikel 10. Verandering van pensioeninstelling | 12 |
| Artikel 11. Afkoop door de inrichter en overdracht van de theoretische afkoopwaarden naar een andere pensioeninstelling | 12 |
| Artikel 12. Wijzigingsbeding | 13 |
| Artikel 13. Stopzetting van de activiteiten door de inrichter | 14 |
| RECHTEN VAN DE AANGESLOTENE | 14 |
| Artikel 14. Wettelijke rendementsgarantie – horizontale methode..... | 14 |
| Artikel 15. Rechten bij uittreding | 14 |
| Artikel 16. Uitbetaling en verlenging, recht op afkoop van de verworven reserves | 15 |
| Artikel 17. Rechten in het kader van vastgoedverrichtingen..... | 16 |
| Artikel 18. Recht op de betaling van aanvullende premies - persoonlijk contract | 17 |
| Artikel 19. Onthaalstructuur - overgedragen overeenkomsten..... | 17 |
| UITBETALING LEVEN/OVERLIJDEN | 19 |
| Artikel 20. Uitbetalingsvorm van de prestaties..... | 19 |
| Artikel 21. Afkoop door de aangeslotene respectievelijk de pensioeninstelling | 20 |
| Artikel 22. Aangifte van het overlijden van de aangeslotene | 20 |
| Artikel 23. Af te leveren documenten bij uitbetaling leven/overlijden | 21 |
| SPECIALE BEPALINGEN ROND DE RISICOWAARBORG OVERLIJDEN | 21 |
| Artikel 24. Begunstigde(n) bij voortijdig overlijden van de aangeslotene | 21 |
| Artikel 25. Beschrijving/wijziging van het risico - mededelingsplicht van de aangeslotene | 22 |
| Artikel 26. Voorafbestaande aandoeningen | 23 |

| | |
|---|-----------|
| Artikel 27. Draagwijdte van de risicowaarborg overlijden | 23 |
| INFORMATIE OVER HET BEHEER VAN DE PENSIOENTOEZEGGING | 25 |
| Artikel 28. Transparantieverslag | 25 |
| DIVERSE BEPALINGEN..... | 25 |
| Artikel 29. Fiscale begrenzing (80%-grens) | 25 |
| Artikel 30. Verworven reserves | 25 |
| Artikel 31. Wijziging van de algemene bepalingen | 26 |
| Artikel 32. Toepasselijke wetgeving en (para-)fiscale bepalingen bij uitkering..... | 26 |
| Artikel 33. Diverse bepalingen | 27 |

BEGRIPPENLIJST

Groepsverzekering (hoofdverzekering)

overeenkomst of geheel van levensverzekeringsovereenkomsten gesloten bij een pensioeninstelling door een inrichter in uitvoering van een collectieve pensioentoezegging ten voordele van het geheel of een deel van zijn personeel en/of zijn leiders.

Inrichter (verzekeringsnemer)

- de werkgever die een toezegging doet (ondernemingspensioenstelsels);
- de rechtspersoon, paritair samengesteld, aangeduid via een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in een paritair comité of subcomité, opgericht volgens hoofdstuk III van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, die een pensioenstelsel invoert (sectorale pensioenstelsels).

Aangeslotene

de werknemer die behoort tot de categorie van het personeel waaraan de inrichter een toezegging doet en die aan de aansluitingsvooraarden van het reglement voldoet ('actieve aangeslotene') alsook de gewezen aangeslotene (slaper) die nog steeds actuele of uitgestelde rechten geniet overeenkomstig het reglement. Waar nodig wordt in de voorliggende bepalingen de precisering 'gewezen aangeslotene' (slaper) respectievelijk 'actieve aangeslotene' gebruikt.

Overdrager

de werknemer die zijn pensioenreserves overdraagt naar de onthaalstructuur.

Wettelijk samenwonende partner

een aangeslotene wordt als samenwonend beschouwd indien hij of zij samenwoont krachtens de wet van 23 november 1998 tot invoering van de wettelijke samenwoning of krachtens een gelijkaardige buitenlandse regeling.

Begunstigde

persoon in wiens voordeel de verzekeringsprestatie bedongen is.

De prestaties bij leven zijn bedongen in het voordeel van de "aangeslotene".

Bij vooroverlijden van de aangeslotene komen de prestaties bij overlijden aan de "begunstigde" toe.

Aanvaardende begunstigde

de begunstigde wordt aangeduid met aanvaardende begunstigde wanneer hij uitdrukkelijk de begunstiging aanvaardt en dit als dusdanig schriftelijk aan de pensioeninstelling meedeelt.

De aanvaarding wordt opgenomen in een bijvoegsel bij de overeenkomsten van de aangeslotene/overdrager dat de handtekeningen van de inrichter, de begunstigde, de aangeslotene/overdrager en de pensioeninstelling draagt.

Voor de overeenkomsten die opgenomen zijn in de onthaalstructuur is de handtekening van de inrichter niet nodig op het bijvoegsel van aanvaarding van de begunstiging.

Wanneer de aangeslotene/overdrager een andere begunstigde wil aanduiden, zijn overeenkomsten wil gebruiken in het kader van vastgoedverrichtingen, zijn overeenkomsten getransfereerd worden naar een andere pensioeninstelling in het kader van de afkoop van de groepsverzekering door de inrichter, bij uittreding zijn verworven reserves wil transfereren of zijn overeenkomsten -voor zover de wetgeving ter zake dit toelaat- wil afkopen, is voorafgaandelijk het schriftelijk akkoord van de aanvaardende begunstigde nodig.

Voor de overeenkomsten die opgenomen zijn in de onthaalstructuur is de toestemming van de aanvaardende begunstigde eveneens vereist bij elke wijziging die een vermindering van het overlijdenskapitaal impliceert.

Pensioeninstelling

FEDERALE VERZEKERING, Vereniging van Onderlinge Levensverzekeringen, Stoofstraat 12, 1000 Brussel, pensioeninstelling toegelaten onder codenummer 0346; RPR Brussel BTW BE 0408.183.324; Financiële rekening BIC: BBRUBEBB IBAN: BE64 3100 7685 9452.

Bijdrage of premie

bedrag(en) betaalbaar door de inrichter of de aangeslotene als tegenwaarde van de verbintenissen van de pensioeninstelling.

Werkgeversbijdrage

premie die de werkgever besteedt aan de groepsverzekering.

Werkgeversbijdrageovereenkomst

contractuele bepalingen die, voor een aangeslotene, het deel van de groepsverzekering regelen dat door de werkgeversbijdragen gefinancierd wordt die niet in het financieringsfonds zijn gestort.

Persoonlijke bijdrage

premie die overeenstemt met de verplichte stortingen van de aangeslotene voor de groepsverzekering. De persoonlijke bijdragen worden op het nettolloon ingehouden.

Persoonlijke bijdrageovereenkomst

contractuele bepalingen die voor een aangeslotene het deel van de groepsverzekering regelen dat gefinancierd wordt door zijn verplichte stortingen.

Toezegging van het type "vaste bijdragen"

de verbintenis tot het betalen van vooraf bepaalde bijdragen in een groepsverzekering.

Uittreding

- 1) beëindiging van de arbeidsovereenkomst met de inrichter anders dan door overlijden of pensionering (ondernemingspensioenstelsels);
- 2) de overgang van de aangeslotene in het kader van een overgang van (een deel van) de onderneming of (een deel van) de vestiging als gevolg van een conventionele overdracht of fusie waarbij de collectieve pensioentoezegging van de aangeslotene niet wordt overgedragen (ondernemingspensioenstelsels);
- 3) de beëindiging van de arbeidsovereenkomst anders dan door overlijden of pensionering, voor zover de werknemer geen nieuwe arbeidsovereenkomst heeft gesloten met een werkgever die onder het toepassingsgebied van hetzelfde pensioenstelsel valt als dat van zijn vorige werkgever (sectorale pensioenstelsels).
- 4) de beëindiging van de aansluiting vanwege het feit dat de werkgever of, in geval van de overgang van de arbeidsovereenkomst, de nieuwe werkgever niet langer valt onder het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst die het pensioenstelsel heeft ingevoerd (sectorale pensioenstelsels).

De invulling van dit begrip kan wijzigen in de tijd. Telkens wordt dezelfde invulling aan dit begrip gegeven als de vigerende wetgeving ter zake vooropstelt.

Bijzondere bepaling multi-inrichterspensioenstelsel (MIP)

Wanneer de beëindiging van de arbeidsovereenkomst anders dan door overlijden of pensionering wordt gevolgd door het sluiten van een arbeidsovereenkomst met een andere werkgever die deelneemt aan hetzelfde multi-inrichterspensioenstelsel als dat van de vorige werkgever en er geen uittredingsovereenkomst bestaat die de overname van de rechten en plichten tussen de deelhemende werkgevers (werkgever die verlaat wordt, respectievelijk nieuwe werkgever met wie arbeidsovereenkomst gesloten wordt), regelt.

Uittreding light

Einde van de aansluiting vanwege het feit dat de werknemer niet langer de aansluitingsvooraarden van het pensioenstelsel vervult, zonder dat dit samenvalt met de beëindiging van de arbeidsovereenkomst anders dan door overlijden of pensionering.

Verworven prestatie (op een bepaald ogenblik) in een groepsverzekering

prestatie waarop de aangeslotene recht heeft op de eindleeftijd wanneer de aangeslotene uittreedt bij de inrichter of wanneer hij niet meer voldoet aan de aansluitingsvooraarden (uittreding light).

Verworven reserves (op een bepaald ogenblik)

pensioenreserves waarvoor de rechten van de inrichter worden overgedragen naar de aangeslotene op de datum waarop hij uittreedt of op de datum waarop hij niet meer voldoet aan de aansluitingsvooraarden (uittreding light), waarbij die reserve op dat ogenblik wordt berekend.

Afkoop van een overeenkomst

opzegging van de overeenkomst door de inrichter/de aangeslotene/de overdrager.

Theoretische afkoopwaarde

met theoretische afkoopwaarde is bedoeld de "pensioenreserve" of "reserve leven", in voorkomend geval verminderd met de risicopremie die de risicowaborg overlijden financiert, waaraan de winstdeelname leven wordt toegevoegd.

Afkoopwaarde op een bepaald ogenblik

door de pensioeninstelling te storten prestatie in geval van afkoop van de overeenkomst.

Premievrijmaking of reductie van een overeenkomst

stopzetting van de betaling van de premies. Wanneer een vastgesteld kapitaal overlijden voorzien werd en voor zover er geen sprake is van uittreding/uittreding light, wordt dit verder gefinancierd door de onttrekking van de risicopremie op het einde van elke maand uit de reserve leven.

Voorafbestaande aandoening

een lichamelijk letsel en/of aantasting van de gezondheid in hoofde van de aangeslotene ontstaan voor het sluiten van de overeenkomst, voor een niet vooraf overeengekomen verhoging (voor wat betreft die verhoging), respectievelijk voor de weder inwerkingstelling van de verzekerde prestatie.

Vastgesteld(e) kapitaal overlijden of minimumkapitaal overlijden

kapitaal vermeld in de overeenkomst van de aangeslotene. Dit kapitaal omvat de reserve leven, de winstdeelname leven en de winstdeelname overlijden op het risicokapitaal.

Risicokapitaal overlijden

het risicokapitaal overlijden wordt gevormd door het verschil tussen het vastgestelde kapitaal overlijden en de som van de reserve leven, de winstdeelname leven en de winstdeelname overlijden op het risicokapitaal.

Risicopremie

premie nodig om het risicokapitaal overlijden te verzekeren. Zij wordt berekend in functie van het tarief dat door de pensioeninstelling bij de autoriteit belast met de (prudentiële) controle is neergelegd, van het risicokapitaal en van de leeftijd van de aangeslotene.

Instapkosten

van elke bijdrage, zonder taks, worden instapkosten afgehouden. De instapkosten zijn vermeld in de bijzondere bepalingen.

Nettobijdrage

met nettobijdrage is de bijdrage, zonder taksen, van de inrichter of van de aangeslotene bedoeld waarop de instapkosten in mindering gebracht werden.

Pensioenreserve of reserve leven

bedrag samengesteld door de kapitalisatie van de nettobijdragen aan de technische rentevoet die op de valutadatum op de bankrekening van de pensioeninstelling in voege is.
De afhouding van de risicopremie overlijden gebeurt, in voorkomend geval, op het einde van elke kalendermaand zowel uit de reserve leven samengesteld met persoonlijke bijdragen als uit de reserve leven samengesteld met werkgeversbijdragen en dit in dezelfde verhouding als de verdeling van de bijdragen. Verder gebeurt de afhouding van de risicopremie overlijden uit de verschillende reserveschijven met hun intrestgarantie en dit in verhouding tot hun aandeel in die reserve leven.

Pensioenleeftijd (eindleeftijd) (P, PP, PPP...)

De pensioenleeftijd is de leeftijd die in de bijzondere bepalingen doorgaans wordt vermeld als eindleeftijd (eindddatum) en die gebruikt wordt bij de berekeningen van de prestaties overeenkomstig de desbetreffende bepalingen in het pensioenreglement.

In voorkomend geval, de nieuwe eindleeftijd die volgt uit de toepassing van art. 16 van de voorliggende bepalingen.

Dynamische pensioenleeftijd (eindleeftijd) in functie van het ogenblik van aansluiting

- voor werknemers die aansluiten op/vanaf 1 februari 2019 is de pensioenleeftijd bepaald op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de aangeslotene de leeftijd van 65 jaar bereikt;
- voor werknemers die aansluiten op/vanaf 1 februari 2025 is de pensioenleeftijd bepaald op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de aangeslotene de leeftijd van 66 jaar bereikt;
- voor werknemers die aansluiten op/vanaf 1 februari 2030 is de pensioenleeftijd bepaald op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de aangeslotene de leeftijd van 67 jaar bereikt.

Pensionering

De effectieve ingang van het rustpensioen met betrekking tot de beroepsactiviteit als werknemer (omdat die activiteit aanleiding gaf tot de opbouw van het aanvullend pensioen).

Wettelijke pensioenleeftijd

De pensioenleeftijd volgens de Belgische wetgeving die het wettelijk pensioenstelsel voor werknemers regelt.

Effectieve wettelijke pensioenleeftijd van de aangeslotene

De pensioenleeftijd volgens de Belgische wetgeving waarop de aangeslotene met wettelijk pensioen kan gaan volgens het wettelijk pensioenstelsel voor werknemers (waarop de voorliggende pensioentoezegging van de inrichter een aanvulling vormt).

Voor de uitvoering van de pensioentoezegging wordt de effectieve wettelijke pensioenleeftijd in hoofde van de aangeslotene geacht bereikt te zijn de eerste dag van de maand die volgt op de hiervoor gedefinieerde effectieve wettelijke pensioenleeftijd.

WAP/sociale wetgeving

Wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.

Het KB Leven is -voor het onderdeel dat tot de bevoegdheid van FSMA behoort- eveneens te beschouwen als sociale wetgeving.

Prudentiële wetgeving

Wetgeving die het statuut van en het toezicht op de verzekeringsondernemingen regelt alsook de uitvoeringsbesluiten in verband met die wetgeving.

Autoriteit belast met de (prudentiële) (sociale) controle

De autoriteit die de prudentiële wetgeving controleert is de NBB.

De autoriteit die de WAP/sociale wetgeving controleert is FSMA.

ALGEMEEN

Artikel 1. Doel en werkingsprincipes van de groepsverzekering

a. Welke doel heeft de groepsverzekering?

De groepsverzekering beoogt, tegen betaling van de bijdragen (premiebudget) door de inrichter/aangeslotene, de uitkering aan de begunstigde(n) van de in het reglement bepaalde prestaties.

De groepsverzekering garandeert geenszins de verbintenissen van de inrichter.

b. Wanneer treedt de groepsverzekering in werking? Wanneer treden de werkgeversbijdrage- en de persoonlijke bijdrageovereenkomsten in werking? Voor welke duur wordt de groepsverzekering afgesloten?

De groepsverzekering treedt in werking op de datum die door de partijen werd overeengekomen.
De individuele aansluitingen gebeuren zoals bepaald is in het reglement.

De verbintenissen van de pensioeninstelling gaan evenwel slechts in nadat de eerste bijdragen, fractionering van de bijdragen of provisie betaald zijn/is en zij over alle noodzakelijke inlichtingen voor de berekening van de prestaties beschikt.

De groepsverzekering wordt voor onbepaalde duur gesloten.

c. Zijn er medische formaliteiten?

De politiek van de pensioeninstelling met betrekking tot het aanvaarden van het overlijdensrisico legt medische formaliteiten op.

Indien de pensioeninstelling in toepassing van haar aanvaardingscriteria een verhoogd risico vaststelt, kan zij de verzekering van de prestaties, de verhoging van de prestaties of het opnieuw in werking stellen van de overeenkomst weigeren of een bijpremie aanrekenen.

Bij het doorrollen van het vastgestelde kapitaal overlijden zoals voorzien in art.16 van de voorliggende bepalingen, wordt elke uitsluiting en elke verzwaring doorgerold.

Indien de pensioeninstelling een geneeskundig onderzoek vraagt wordt dit onderzoek uitgevoerd op haar kosten.

De medische aanvaardingspolitiek kan steeds herzien worden en wordt op aanvraag aan de inrichter meegedeeld.

- d. Kan de groepsverzekering betwist worden? Kunnen de werkgeversbijdrage- en de persoonlijke bijdrageovereenkomsten betwist worden?

Bij het (on)opzettelijk verzwijgen of het (on)opzettelijk onjuist melden van gegevens, zijn de wettelijke bepalingen ter zake van toepassing.

Wanneer de geboortedatum van de aangeslotene onjuist is opgegeven, worden de prestaties van elke partij vermeerderd of verminderd overeenkomstig de geboortedatum die in acht had moeten genomen worden.

- e. Wanneer is er recht op afkoop door de inrichter?

Afkoop is slechts mogelijk wanneer de theoretische afkoopwaarde positief is. Bij afkoop moet in elk geval de sociale wetgeving ter zake in de relatie inrichter/aangeslotenen worden nageleefd.

- f. Kan de groepsverzekering opnieuw in werking gesteld worden?

De overeenkomst waarvan de premiebetaling werd stopgezet (gereduceerde overeenkomst), kan opnieuw in werking gesteld worden. De termijn hiervoor bedraagt drie jaar. Een afgekochte overeenkomst kan niet opnieuw in werking gesteld worden.

Het opnieuw in werking stellen van het vastgestelde kapitaal overlijden is onderworpen aan de op dat ogenblik geldende medische acceptatiepolitiek van de pensioeninstelling. De kosten van eventuele geneeskundige onderzoeken zijn volledig ten laste van de pensioeninstelling.

Het opnieuw in werking stellen gaat in op de datum die door de pensioeninstelling aan de inrichter wordt meegedeeld en ten vroegste op de dag van de ontvangst door de pensioeninstelling van de premiebetaling die gepaard gaat met het opnieuw in werking stellen.

Artikel 2. Tarieven

De tarieven die de pensioeninstelling gebruikt om de verzekerde prestaties te bepalen, resulteren uit de technische grondslagen en methodes die door haar bij de autoriteit belast met de (prudentiële) controle zijn neergelegd.

De nettobijdragen worden vanaf de valutadatum tot de (eerste) eindleeftijd opgerent aan de technische rentevoet die op dat ogenblik in voege is.

Bij verlenging naar een nieuwe eindleeftijd, gebeurt de oprenting van de uitstaande reserves tot aan de nieuwe eindleeftijd aan de technische rentevoet die op het ogenblik waarop de verlenging ingaat, in voege is.

Via een publieke aankondiging op de website van de pensioeninstelling, wordt de inrichter/elke belanghebbende over de wijziging van de technische rentevoet van F-Benefit geïnformeerd.

Artikel 3. Winstdeelname

Deze groepsverzekering neemt kosteloos deel in de winst gemaakt in de categorie van de groepsverzekeringen volgens de regels bepaald door de pensioeninstelling en overgemaakt aan de autoriteit belast met de (prudentiële/sociale) controle.

Artikel 4. Financieringsfonds

Het financieringsfonds bevat reserves die geen betrekking hebben op de werkgeversbijdrage- en de persoonlijke bijdrageovereenkomsten van de aangeslotenen en vormt een theoretische afkoopwaarde.

1. Doel van het fonds

Het financieringsfonds heeft als doel:

- wanneer de inrichter hierom verzoekt, bij te dragen in de toekomstige financiering van de werkgeversbijdrageovereenkomsten. Hiertoe wordt een financieringsplan uitgewerkt door de pensioeninstelling en de inrichter;

- in het bijzonder voor zover er persoonlijke bijdragen zijn, voor alle actieve aangeslotenen en voor de aangeslotenen die van uitgestelde prestaties genieten, op elk ogenblik, de som van de positieve verschillen te dekken de in de sociale wetgeving vastgelegde minimumrendementsgarantie voor de werknehmersbijdragen en de bedragen op de individuele rekeningen (werkgeversbijdrage- en persoonlijke bijdrageovereenkomst) als bedoeld in het KB Leven;
- in het algemeen, voor alle actieve aangeslotenen en voor de aangeslotenen die van uitgestelde prestaties genieten, in een voorfinanciering te voorzien die beoogt de som van de positieve verschillen te dekken tussen de in de sociale wetgeving vastgelegde minimumrendementsgarantie en de bedragen die zich op de werkgeversbijdrage- en de persoonlijke bijdrageovereenkomsten bevinden. Met dit doel wordt, bij gelegenheid van de jaarlijkse oppuntstelling, een financieringstabell met het bijhorende borderel om de eventuele tekorten voor te financieren, aan de inrichter overgemaakt;
- het verschil aan werkgeversbijdragen te financieren wanneer de gestorte werkgeversbijdrage lager is dan deze die krachtens het reglement moet worden toegewezen aan de werkgeversbijdrageovereenkomst.

2. Werkingsmiddelen van het fonds

De werkingsmiddelen van financieringsfonds zijn de volgende:

- de niet vereffende prestaties bij overlijden wegens ontstentenis van begunstigde
- de pensioenreserve van de werkgeversbijdrageovereenkomst waarover de aangeslotene niet mag beschikken
- de werkgeversbijdragen die gestort worden in het kader van het hiervoor vermelde financieringsplan
- de stortingen van de inrichter bedoeld om de hierboven vermelde som van de positieve verschillen tussen de in de sociale wetgeving vastgelegde minimumrendementsgarantie en de financiering op de werkgeversbijdrage- en de persoonlijke bijdrageovereenkomsten te voorzien.

3. Beheer van het fonds

Het financieringsfonds wordt beheerd door de pensioeninstelling. Tenzij anders wordt overeengekomen geniet het financieringsfonds een intrest gelijk aan de meest recente technische rentevoet die deel uit maakt van het tarief groepsverzekeringen tak 21 van het type universal life, vermeerderd met de winstdeelnamevoet die wordt toegekend op de reserves van de prestaties leven in de categorie van de groepsverzekeringen van het type universal life.

4. Vereffening van het fonds

In geval:

- van opheffing van de pensioentoezegging
 - van vereffening, faillissement van de inrichter of van analoge procedures waardoor de inrichter verdwijnt zonder dat een derde zijn verplichtingen overneemt
 - de aangeslotenen ontslagen worden als bedoeld in de wetgeving op de sluiting van ondernemingen, ondernemingen in moeilijkheden of ondernemingen die uitzonderlijke ongunstige omstandigheden kennen of analoge wetgeving
- worden de activa van het financieringsfonds die niet overeenstemmen met verplichtingen van de inrichter, geheel of gedeeltelijk overgedragen naar het maatschappelijk fonds van de werkgever tenzij bij collectieve arbeidsovereenkomst (respectievelijk wijziging van het arbeidsreglement indien er op het niveau van de werkgever geen sociale overlegorganen voorkomen) andere toekenningsmodaliteiten werden vastgesteld.

Dit houdt in dat het over te dragen bedrag hoogstens gelijk is aan het bedrag van de activa die de verworven reserves, in voorkomend geval verhoogd tot de in het licht van de sociale wetgeving vastgelegde minimumrendementsgarantie, overschrijden.

Wanneer de overdracht slechts betrekking heeft op een deel van de aangeslotenen dan wordt het over te dragen bedrag beperkt naar verhouding van de verworven reserves van de betrokken aangeslotenen die in voorkomend geval verhoogd worden tot de in het licht van de sociale wetgeving vastgelegde minimumrendementsgarantie.

Artikel 5. Het vastgestelde kapitaal overlijden

Op geen enkel ogenblik kan het vastgestelde kapitaal overlijden tot gevolg hebben dat de reserve leven negatief wordt.

Bij het onderschrijven van het vastgestelde kapitaal overlijden en bij elke latere wijziging ervan, wordt de hoogte van dit kapitaal getoetst aan het premiebudget, gedefinieerd in de bijzondere bepalingen.

Wanneer het vastgestelde kapitaal overlijden groter zou blijken dan 50 keer het premiebudget, wordt het beperkt tot laatstbedoeld bedrag.

Indien de bijdragen, welke de oorzaak ook is, niet meer betaald worden, zal het vastgestelde kapitaal overlijden - voor zover de bepalingen van het reglement geen afwijking vermelden - verder gefinancierd worden op het laatst gekende niveau. Hiertoe wordt de risicopremie van de reserve leven aangehouden.

Wanneer het vastgestelde kapitaal overlijden niet meer voorzien kan worden omdat de reserve leven onvoldoende is om de risicopremie te financieren, komt er automatisch een einde aan het vastgestelde kapitaal overlijden.

De pensioeninstelling brengt de inrichter hiervan op de hoogte. De verwittiging gebeurt met een (elektronische) aangetekende brief die minstens drie maanden voor het wegvalen van het vastgestelde kapitaal overlijden wordt verstuurd. De inrichter is gehouden om de aangeslotene onmiddellijk van voormelde situatie op de hoogte te brengen.

Voorafgaande bepalingen hebben uitwerking voor zover en in de mate de waarborg premievrijstelling niet werd onderschreven of in de mate deze waarborg niet van toepassing is.

Bij uittreding/uittreding light komt er een einde aan het vastgestelde kapitaal overlijden en wordt de prestatie bij overlijden bijgevolg teruggebracht tot de uitbetaling van de reserve leven en de eventuele winstdeelname leven.

Artikel 6. Jaarlijkse en tussentijdse aanpassingen

De werkgeversbijdrage- en de persoonlijke bijdrageovereenkomsten worden op de jaarlijkse aanpassingsdatum aangepast conform de bijzondere bepalingen.

De schorsing zonder loonuitkering van de arbeidsovereenkomst of de hervatting van de activiteit door de aangeslotene geven aanleiding tot stopzetting/herneming van de bijdragebetaling vanaf de eerste dag van de maand die samenvalt met of die volgt op de stopzetting, respectievelijk de eerste dag van de maand waarin de activiteit wordt hervat. De eventuele aanpassing van de werkgeversbijdrage- en de persoonlijke bijdrageovereenkomst gebeurt conform de stopzetting/herneming.

Bij gedeeltelijke hervatting van de activiteit na een schorsing zonder loonuitkering van de arbeidsovereenkomst worden, wanneer verwezen wordt naar een referteloon of een nominale bedrag, de voorheen geldende gegevens - of de aangepaste gegevens indien de eerste dag van de maand samenvalt met of volgt op de jaarlijkse aanpassingsdatum - vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller de nieuwe en de noemer de oude tewerkstellingsgraad weergeeft.

Bij schorsing zonder loonuitkering van de arbeidsovereenkomst, welke ook de oorzaak is, wordt het vastgestelde kapitaal overlijden behouden op het laatst gekende niveau en verder gefinancierd vanuit de reserve leven.

Op het vlak van de jaarlijkse en tussentijdse aanpassingen draagt de inrichter de volle verantwoordelijkheid voor de laattijdige mededeling van de nodige gegevens aan de pensioeninstelling en de laattijdige aanpassing van de overeenkomsten van de aangeslotenen die hieruit kan voortvloeien.

Wanneer op de aanpassingsdatum de referentegegevens ontbreken, gebeurt de aanpassing op basis van de meest recente gegevens die vorhanden zijn.

Indien de Bijzondere Bepalingen niets specificeren, zijn de bijdragen vooraf betaalbaar.
Er gebeurt geen (gedeeltelijke) terugstorting van vooraf betaalde bijdragen die bij uittreding/uittreding light vervallen zijn.

BETALING VAN DE BIJDRAGEN

Artikel 7. Betalingswijze van de bijdragen

De werkgeversbijdragen en de persoonlijke bijdragen worden tegen elke vervaldag door de inrichter overgemaakt aan de pensioeninstelling op basis van het borderel dat de pensioeninstelling de inrichter toestuurt.

Indien de aansluitingsdatum of de datum van hervatting van de betaling van de bijdragen na schorsing ervan gelegen is tussen twee premievervaldagen, is er tot de eerstvolgende premievervaldag slechts een prorata temporis-bijdrage verschuldigd.

Bij een tussentijdse verhoging van de bijdragen wordt de bijdrageverhoging eveneens prorata temporis berekend tot de eerstvolgende premievervaldag.

De inrichter houdt de persoonlijke bijdragen van de aangeslotenen en/of de bijpremies die door de aangeslotenen moeten gedragen worden in op hun loon en stort ze aan de pensioeninstelling. In voorkomend geval worden de persoonlijke bijdragen door de inrichter voorgeschoten en teruggevorderd door ze in gelijke delen op het maandelijkse loon van de aangeslotene af te houden.

De jaarlijkse taks op de verzekerscontracten wordt samen met de bijdragen gestort. Het bedrag ervan wordt vermeld op het borderel.

Ongeacht de periodiciteit van de bijdragebetaling is de betaling van de bijdragen niet verplicht.

Artikel 8. Niet-betaling van de bijdragen door de inrichter

Wanneer de bijdragen niet betaald worden stuurt de pensioeninstelling een herinnering aan de inrichter.

Wanneer de bijdragen binnen de 60 dagen te rekenen vanaf de vervaldatum nog steeds niet of niet volledig betaald zijn, stuurt de pensioeninstelling een (elektronische) aangetekende brief naar de inrichter waarin hij op de gevolgen van de niet-betaling wordt gewezen. Indien de pensioeninstelling binnen de 15 dagen na de afgifte op de post van deze aangetekende brief (of het bewijs dat conform de Digital Act gegenereerd werd) geen betaling ontvangt, stuurt zij een bijvoegsel aan het reglement naar de inrichter dat de niet-betaling van de bijdragen (premievrijmaking) van de groepsverzekering op de vervaldatum van de eerste onbetaalde bijdragen noteert.

Verder verwittigt de pensioeninstelling de aangeslotenen zodat zij binnen de drie maanden na de eerste onbetaalde vervaldatum van de niet-betaling op de hoogte zijn.

Wanneer de inrichter los van of tijdens de voormelde procedure een schriftelijke kennisgeving van stopzetting van de premiebetaling aan de pensioeninstelling heeft gericht, dan stuurt de pensioeninstelling het hiervoor bedoelde bijvoegsel onmiddellijk aan de inrichter op.

De inrichter verbindt zich ertoe spontaan en onmiddellijk een kopie van bedoeld bijvoegsel aan de aangeslotenen te bezorgen.

Bij niet-betaling van de bijdragen, wordt het vastgestelde kapitaal overlijden behouden op het laast gekende niveau en verder gefinancierd vanuit de reserve leven.

De premievrije werkgeversbijdrage- en persoonlijke bijdrageovereenkomsten blijven onderworpen aan het reglement en de pensioenreserve deelt verder in de winst in de categorie van de groepsverzekeringen.

Dezelfde procedure als hierboven vermeld wordt gevuld wanneer de inrichter het Financieringsfonds niet aansterkt met de (voor)financiering van de in de sociale wetgeving voorziene wettelijke rendementsgarantie zoals voorzien in art. 4 punt 1. van de voorliggende bepalingen.

OPZEGGING VAN DE GROEPSVERZEKERING EN AANVERWANTE BEPALINGEN

Artikel 9. Opheffing of wijziging van de pensioentoezegging

De inrichter kan de pensioentoezegging opheffen of wijzigen mits de naleving van de voorschriften van de WAP en van eventuele andere wettelijke bepalingen die van toepassing zouden zijn. Wat de bedoelde voorschriften betreft, veronderstelt de pensioeninstelling dat zij werden vervuld in de verhouding tussen de inrichter en de aangeslotenen.

In geen geval mag er bij wijziging of opheffing van een pensioentoezegging een inbreuk gebeuren op de verworvenheid van de rechten opgebouwd met de tot het tijdstip van de wijziging of de opheffing reeds betaalde of vervallen bijdragen.

Bij opheffing van de pensioentoezegging komt er een einde aan het vastgestelde kapitaal overlijden.

Hoewel de groepsverzekering voor onbepaalde duur werd onderschreven, heeft de opheffing van de pensioentoezegging de opzegging van de groepsverzekering als gevolg.

De werkgeversbijdrage- en de persoonlijke bijdrageovereenkomsten worden premievrij gemaakt op de vervaldatum van de eerste onbetaalde bijdrage.

In voorkomend geval komt het financieringsfonds en/of de inrichter voor iedere aangeslotene tussen in de verhouding van het verschil tussen zijn verworven reserves die in voorkomend geval verhoogd worden tot de

gewaarborgde bedragen in toepassing van de WAP en zijn wiskundige reserves en dit tot de som, voor alle aangeslotenen, van die verschillen.

De pensioeninstelling maakt een bijvoegsel op aan het reglement dat de opzegging en de premievrijmaking van de werkgeversbijdrage- en de persoonlijke bijdrageovereenkomsten noteert. De inrichter verbindt zich ertoe spontaan en onmiddellijk een kopie van dit bijvoegsel aan de aangeslotenen te bezorgen zodat zij ten laatste drie maanden na de vervaldatum van de eerste onbetaalde bijdrage van de opzegging op de hoogte zijn.

De premievrije werkgeversbijdrage- en persoonlijke bijdrageovereenkomsten blijven onderworpen aan het reglement en delen verder in de winst in de categorie van de groepsverzekeringen.

Artikel 10. Verandering van pensioeninstelling

De groepsverzekering kan door de inrichter worden opgezegd met de bedoeling van pensioeninstelling te veranderen.

De opzegging gebeurt met een gedateerde en ondertekende brief die door de inrichter aan de pensioeninstelling wordt gestuurd. De opzegging gaat in op de verjaardatum van het reglement die volgt op de ontvangst door de pensioeninstelling van de opzegbrief, tenzij de partijen anders overeenkomen.

Voorafgaandelijk aan de verandering van pensioeninstelling moet de inrichter de autoriteit belast met de (sociale) controle hierover inlichten. Hij moet eveneens het individuele akkoord van de aangeslotenen met de verandering vragen. Wanneer de procedures van de WAP en van eventuele andere toepasselijke wetgeving werden nageleefd, vervangen zij het individuele akkoord van de aangeslotenen.

De werkgeversbijdrage- en de persoonlijke bijdrageovereenkomsten worden premievrij gemaakt op de vervaldatum van de eerste onbetaalde bijdrage. Op dat ogenblik komt er ook een einde aan het vastgestelde kapitaal overlijden.

De pensioeninstelling maakt een bijvoegsel op aan het reglement dat de opzegging van de groepsverzekering, het wegvalen van de risicowaborg overlijden en de premievrijmaking van de werkgeversbijdrage- en de persoonlijke bijdrageovereenkomsten noteert. De inrichter verbindt zich ertoe spontaan en onmiddellijk een kopie van dit bijvoegsel aan de aangeslotenen te bezorgen zodat zij ten laatste drie maanden na de vervaldatum van de eerste onbetaalde bijdrage van de opzegging op de hoogte zijn.

De premievrije werkgeversbijdrage- en persoonlijke bijdrageovereenkomsten blijven onderworpen aan het reglement en delen verder in de winst zoals de andere groepsverzekeringen.

Artikel 11. Afkoop door de inrichter en overdracht van de theoretische afkoopwaarden naar een andere pensioeninstelling

De groepsverzekering kan door de inrichter worden aangekocht met de bedoeling de theoretische afkoopwaarden over te dragen naar een in België toegelaten pensioeninstelling of een in België toegelaten pensioenfonds of naar een pensioeninstelling die gemachtigd is via een bijkantoor of via vrije dienstverrichting werkzaam te zijn in België of naar een pensioenfonds dat gemachtigd is om zijn activiteit in België uit te oefenen.

De aanvraag tot afkoop gebeurt met een gedateerde en ondertekende (elektronische) aangetekende brief die door de inrichter aan de pensioeninstelling wordt gestuurd. De afkoop gaat in op de verjaardatum van het reglement die volgt op de ontvangst door de pensioeninstelling van de brief (het ontvangstbewijs dat conform de Digital Act gegenereerd wordt) tenzij de partijen anders overeenkomen. Op dat ogenblik komt er eveneens een einde aan het vastgestelde kapitaal overlijden.

Voorafgaandelijk aan de verandering van pensioeninstelling en de daarmee gepaard gaande overdracht, moet de inrichter de autoriteit belast met de (sociale) controle hierover inlichten.

Hij moet eveneens het individuele akkoord van elke aangeslotene met de verandering en overdracht vragen. Wanneer de procedures van de WAP en van eventuele andere toepasselijke wetgeving werden nageleefd, vervangen zij het individuele akkoord van de aangeslotenen.

De autoriteit belast met de (sociale) controle kan zich tegen de overdracht verzetten als het evenwicht van de pensioeninstelling door de overdracht wordt bedreigd.

Bij overdracht mag geen enkele vergoeding of geen enkel verlies van winstdelingen ten laste van de aangeslotenen worden gelegd of van de verworven reserves worden afgetrokken op het ogenblik van de overdracht.

De inrichter is gehouden om voorafgaandelijk aan de overdracht de vergoeding als bedoeld in het hierna vermelde punt 1. of het punt 2. aan de pensioeninstelling over te maken. Afhankelijk van de over te dragen som zal de pensioeninstelling de overdracht gespreid uitvoeren.

Het financieringsfonds vormt een theoretische afkoopwaarde.

1. Afkoopvergoeding

Indien de som van de over te dragen theoretische afkoopwaarden kleiner of gelijk is aan 1.250.000 EUR (*), is een afkoopvergoeding verschuldigd die per aangeslotene minimum 1% van de theoretische afkoopwaarden van zijn overeenkomsten vermenigvuldigd met de nog te lopen duur, uitgedrukt in jaren, tot de eindleeftijd en maximum 5% van deze theoretische afkoopwaarden bedraagt. Indien de aldus vastgestelde vergoeding lager is dan 75 (*) EUR per werkgeversbijdrage- en per persoonlijke bijdrageovereenkomst dan is dit laatste bedrag verschuldigd.

De vergoeding voor het financieringsfonds bedraagt 5% van de theoretische afkoopwaarde met een minimum van 75 (*) EUR.

2. Vereffeningsvergoeding en gespreide overdracht

Indien de som van de over te dragen theoretische afkoopwaarden groter is dan 1.250.000 (*) EUR is een vereffeningsvergoeding verschuldigd die bepaald wordt rekening houdend met:

- de samenstelling van de dekkingswaarden van de wiskundige provisies van de pensioeninstelling;
- de evolutie van de wiskundige reserves met betrekking tot de groepsverzekering die wordt aangekocht;
- per categorie van dekkingswaarden, het verschil tussen het marktrendement en het rendement van die waarden op het ogenblik van de overdracht;
- per categorie van dekkingswaarden, de beleggingsduur van die waarden.

Eveneens wordt de volgende wachttijd tussen de kennisneming door de pensioeninstelling van de aanvraag tot overdracht en de daadwerkelijke overdracht vastgesteld:

- * 0 maanden tot een bedrag van 1.250.000 (*) EUR;
- * 6 maanden voor het gedeelte tussen 1.250.000 EUR en 2.500.000 (*) EUR;
- * 12 maanden voor het gedeelte boven 2.500.000 (*) EUR.

De pensioeninstelling maakt een bijvoegsel op aan het reglement dat de afkoop van de groepsverzekering, inclusief het wegvalLEN van het vastgestelde kapitaal overlijden, en de overdracht noteert. De inrichter verbindt zich ertoe spontaan en onmiddellijk een kopie van dit bijvoegsel aan de aangeslotenen te bezorgen.

(*) De in de punten 1. en 2. van dit artikel vermelde bedragen worden in functie van het gezondheidsindexcijfer der consumptieprijsen (basis 1988 = 100) geïndexeerd. Het indexcijfer dat in aanmerking moet genomen worden is dat van de tweede maand van het trimester dat de datum van de afkoop voorafgaat. Indien nieuwe wetgeving andere bedragen zou hanteren, worden de hiervoor vermelde bedragen van rechtswege aan de nieuwe wetgeving aangepast. Bij onduidelijkheid overweegt de toepassing in het voordeel van de inrichter.

Artikel 12. Wijzigingsbeding

Hoewel de premiebetaling niet verplicht is in de verhouding tussen inrichter en de pensioeninstelling en onverminderd de toepassing van voorgaande bepalingen, is de eenzijdige afbouw van de pensioentoezegging met de daarmee samengaande aanpassing van de groepsverzekering slechts mogelijk indien één of meer van de hierna omschreven omstandigheden zich voordoen:

- wanneer de fiscale wetgeving of de wetgeving op de sociale zekerheid waarop de pensioentoezegging een aanvulling vormt grondige wijzigingen zou ondergaan zodat de verplichtingen van de inrichter aanzienlijk verzwaren;
- wanneer de handhaving van de pensioentoezegging in zijn ongewijzigde vorm omwille van bedrijfsinterne of -externe economische ontwikkelingen naar het gemotiveerd oordeel van de inrichter niet langer in overeenstemming zouden zijn met een gezonde bedrijfsvoering.
- wanneer een reorganisatie, fusie, overdracht of analoge verrichting, het behoud van de pensioentoezegging in zijn huidige vorm, niet meer redelijk rechtvaardigt.

Deze wijziging mag echter niet als gevolg hebben dat de reeds verworven reserves van de aangeslotenen worden verminderd.

Artikel 13. Stopzetting van de activiteiten door de inrichter

In geval van vereffening van de inrichter, van faillissement, van fusie of overname of van analoge procedures wordt, voor zover de verplichtingen van de inrichter niet zijn overgenomen door de nieuwe inrichter, de groepsverzekering van rechtswege beëindigd.

In voorkomend geval, komt het financieringsfonds op de officiële stopzettingsdatum tussen in de aanzuivering van de verworven reserves of in voorkomend geval in de aanzuivering van de gewaarborgde bedragen in toepassing van de WAP.

Indien er onvoldoende middelen in het fonds aanwezig zijn gebeurt de aanzuivering in verhouding tot de wiskundige reserves van elke aangeslotene.

Een overschat zal vereffend worden volgens art. 4 punt 4. van de algemene bepalingen.

Op de officiële stopzettingsdatum worden de aangeslotenen titularis van de werkgeversbijdrage- en de persoonlijke bijdrageovereenkomsten. De procedure van art. 15 (uittreding) treedt in werking.

RECHTEN VAN DE AANGESLOTENE

Artikel 14. Wettelijke rendementsgarantie – horizontale methode

In toepassing van de WAP heeft de aangeslotene bij zijn uittreding, bij pensionering (*) of bij opheffing van de pensioentoezegging recht op de kapitalisatie van zijn persoonlijke bijdragen en van de bijdragen van de inrichter die in voorkomend geval vooraf verminderd worden met de kostprijs van het overlijdensrisico. Wat de bijdragen van de inrichter betreft worden deze eveneens vooraf verminderd met de kosten die, in voorkomend geval, beperkt worden tot de in de WAP opgenomen maximale kosten.

Bedoelde kapitalisatie gebeurt tegen de in WAP bepaalde rentevoet (of indexering), volgens de horizontale methode.

Met horizontale methode is bedoeld dat wanneer WAP-rentevoet wijzigt, de oude rentevoet op de bijdragen verschuldigd tot het ogenblik van wijziging verder wordt toegepast en de nieuwe rentevoet op de nieuwe bijdragen verschuldigd vanaf de wijziging.

De kapitalisatie loopt tot de eerste van de gebeurtenissen bedoeld in het eerste lid (uittreding – pensionering (*) – opheffing van de pensioentoezegging) zich voordoet.

Wanneer de wettelijke rendementsgarantie niet gefinancierd is op het ogenblik waarop de WAP dit voorziet, is de inrichter gehouden het tekort aan te zuiveren.

Speciale bepaling rond uittreding light

Bij uittreding light loopt de wettelijke rendements-garantie door tot de eerste van de gebeurtenissen bedoeld in het eerste lid (uittreding – pensionering (*) – opheffing van de pensioentoezegging) zich voordoet.

() het recht op de kapitalisatie van de persoonlijke bijdragen en de bijdragen van de inrichter ontstaat eveneens bij uitbetaling zonder pensionering zoals voorzien in art. 16 van de voorliggende bepalingen.*

Artikel 15. Rechten bij uittreding

Voorafgaandelijk

Indien een vastgesteld kapitaal overlijden van toepassing is, valt dit kapitaal als gevolg van de uittreding/uittreding light weg. Verwezen wordt naar art. 5, in fine.

Bij "uittreding"

Bij uittreding kan de aangeslotene zijn verworven reserves, in voorkomend geval aangevuld tot het bedrag dat resulteert uit de wettelijke rendementsgarantie, één van de hierna volgende bestemmingen geven:

1. behouden bij de pensioeninstelling zonder wijziging van de pensioentoezegging. Deze keuze betekent dat, in voorkomend geval, het vastgestelde kapitaal overlijden bij uittreding onmiddellijk wegvalt;
2. overdragen naar de onthaalstructuur;

3. overdragen naar de pensioeninstelling van de nieuwe inrichter voor zover hij bij de pensioentoezegging van die inrichter wordt aangesloten;
4. overdragen naar een sociale pensioeninstelling die de kosten beperkt en de winsten verdeelt volgens regels vastgesteld door de Koning.

Indien de aangeslotene geen keuze maakt binnen de termijn die is vastgesteld door de WAP (in principe eindigt bedoelde termijn ten laatste de 90^{ste} dag volgend op de uitvoering. De aangeslotene moet binnen de 30 dagen van de ontvangst van zijn uitvoeringsfiche zijn keuze meedelen), wordt hij geacht gekozen te hebben voor de mogelijkheid vermeld in punt 1.

De aangeslotene kan evenwel na het verstrijken van de wettelijke termijn nog altijd vragen om zijn verworven reserves over te dragen naar de onthaalstructuur of naar de pensioeninstelling bedoeld in punt 3 of punt 4.

De aangeslotene moet zijn keuze aan de pensioeninstelling meedelen.

De overdrachten worden in voorkomend geval beperkt tot het gedeelte van de reserves waarop geen voorschot of inpandgeving werd gedaan of dat niet werd toegewezen in het kader van de wedersamenstelling van een hypothecair krediet.

Bij "uitvoering light"

Bij uitvoering light openen de mogelijkheden die in de vorige titel vermeld worden zich niet.

Artikel 16. Uitbetaling en verlenging, recht op afkoop van de verworven reserves

1. Uitbetaling en verlenging

Voor de toepassing van dit artikel is met aangeslotene ook de gewezen aangeslotene (slaper) bedoeld die uitgestelde rechten conform de pensioentoezegging geniet.

Principe

De verworven reserves worden aan de aangeslotene uitbetaald op het ogenblik van zijn pensionering.

Uitbetaling zonder pensionering - verlenging

Omdat de pensioentoezegging, conform de wetgeving ter zake, van kracht blijft tot aan de pensionering tenzij zij opgeheven wordt, zal de pensioeninstelling de volgende regeling inzake uitbetaling/verlenging uitrollen voor de aangeslotene die de eindleeftijd (nieuwe eindleeftijd) bereikt zonder gepensioneerd te zijn:

1. Push-mogelijkheid op P

Voor zover de eindleeftijd (P) gelijk is aan de in voege zijnde wettelijke pensioenleeftijd, kan de aangeslotene vragen om de verworven reserves (*) op de wettelijke pensioenleeftijd uit te betalen. De aanvraag wordt door de aangeslotene (inclusief de slaper) aan de pensioeninstelling gericht.

2. Verlenging van de aansluiting (cyclisch)

Wanneer de aangeslotene (geen) gebruik maakt van de Push-mogelijkheid op P of wanneer de eindleeftijd achterhaald is omdat de wettelijke pensioenleeftijd opschoof, wordt de aansluiting verlengd tot de volgende nieuwe eindleeftijd die in de toekomst ligt en wel het dichtst ligt bij de eindleeftijd die verlaten wordt. Concreet zal de volgende nieuwe eindleeftijd gelijk zijn aan 65 jaar (PP), 70 jaar (PPP), 75 jaar (PPPP), 80 jaar (PPPPP), ... De nieuwe eindleeftijd is bijgevolg altijd een leeftijd waarvan het laatste cijfer eindigt op 0 of 5.

3. Push-mogelijkheid op de nieuwe eindleeftijd PP (PPP, PPPP, ...) en op de effectieve wettelijke pensioenleeftijd

Op elke nieuwe eindleeftijd alsook op de in voege zijnde wettelijke pensioenleeftijd die zich vóór de nieuwe eindleeftijd situeert, kan de aangeslotene vragen om de verworven reserves (*) uit te betalen. De aanvraag tot uitkering wordt door de aangeslotene voorafgaandelijk aan het geviseerde uitkeringsstijdstip, aan de pensioeninstelling gericht. Het uitkeringsstijdstip is de eerste dag van de maand die volgt op de eindleeftijd respectievelijk de wettelijke pensioenleeftijd.

4. Push-mogelijkheid bij uitvoering

De actieve aangeslotene die uitvoert na de in voege zijnde wettelijke pensioenleeftijd, kan bij uitvoering de uitkering van de verworven reserves (*) vragen.

Indien een vastgesteld kapitaal overlijden van toepassing is, wordt dit doorgerold tot de (eerste) uitbetaling van de verworven reserves. Daarna valt dit overlijdenskapitaal weg.

Bij het doorrollen van het vastgestelde kapitaal overlijden, past de pensioeninstelling geen medische formaliteiten en onderzoeken toe. Er wordt verwezen naar art. 26 van de voorliggende bepalingen en in het bijzonder naar wat in dat artikel bepaald is rond voorafbestaande aandoeningen.

Het doorrollen van de reserves/het vastgesteld kapitaal overlijden gebeurt conform het tarief/de tariefgrondslagen die de pensioeninstelling op het ogenblik van het doorrollen gebruikt voor de productportefeuille F-Benefit.

Veiligheidshalve wordt hier gepreciseerd dat door uitbetaling van de prestatie bij leven aan een actieve aangeslotene, er geen einde komt aan de aansluiting bij de pensioentoezegging. Het recht op de voorziene pensioenbijdragen eindigt bijgevolg niet.

(*) *met verworven reserves is, in voorkomend geval, het bedrag dat resulteert uit de toepassing van de wettelijke rendementsgarantie bedoeld voor zover dit laatste bedrag hoger is dan de verworven reserves.*

Specifieke bepaling bij opheffing van de pensioentoezegging en uitbetaling zonder pensionering - verlenging

Voor de aangeslotene bij een opgeheven pensioentoezegging, rolt de pensioeninstelling het hiervoor geschetste scenario (punten 1 tot 4) uit, waarbij 'verworven reserves' telkens moet gelezen worden als de reserves die voorkomen op de werkgeversbijdrage- en de persoonlijke bijdrageovereenkomsten.

Het doorrollen van de reserves gebeurt conform het tarief/de tariefgrondslagen die de pensioeninstelling op het ogenblik van het doorrollen gebruikt voor de productportefeuille F-Benefit.

2. Recht op afkoop van de verworven reserves

Het recht op afkoop kan door de aangeslotene steeds worden uitgeoefend in het kader van vastgoedverrichtingen of in het kader van overdracht van de verworven reserves bij uittreding.

In het licht van de wettelijke bepalingen is in dit laatste geval de in art. 21 bepaalde afkoopvergoeding niet van toepassing.

Artikel 17. Rechten in het kader van vastgoedverrichtingen

- A. De inrichter gaat ermee akkoord dat de aangeslotene zijn werkgeversbijdrage- en persoonlijke bijdrageovereenkomst aanwendt in het kader van de in dit artikel vermelde vastgoedverrichtingen. Die verrichtingen kunnen geen vroegere einddatum voorzien dan het bereiken van de wettelijke pensioenleeftijd. Wanneer de overeenkomst al bezwaard is met een inpandgeving, kan de pensioeninstelling de verdere inpandgeving weigeren. Zo ook kan de pensioeninstelling de inpandgeving weigeren wanneer er reeds een voorschot werd opgenomen of omgekeerd.

De aandacht van de aangeslotene wordt erop gevestigd dat de aanwending van de werkgeversbijdrage- en de persoonlijke bijdrageovereenkomst in het kader van vastgoedverrichtingen de keuzemogelijkheden van de aangeslotene inzake de risicowaarborg overlijden kan beperken en zelfs aanleiding kan geven tot een wijziging ervan door de pensioeninstelling.

a. Recht op voorschot

Het voorschot mag niet groter zijn dan het minimum dat de afkoopwaarde tijdens de nog te verstrijken looptijd van de werkgeversbijdrage- en de persoonlijke bijdrageovereenkomst nog kan bereiken. Verder wordt rekening gehouden met de eventuele wettelijke inhoudingen.

In voorkomend geval zal het vastgestelde kapitaal overlijden door de pensioeninstelling beperkt (kunnen) worden zodat de reserve leven op de eindleeftijd ten minste gelijk is aan het voorschot, vermeerderd met de wettelijke afhoudingen.

De voorschotakte vermeldt de voorwaarden waaronder het voorschot wordt toegekend en in het bijzonder de voorwaarden inzake winstdeling.

Wanneer de begunstiging werd aanvaard, is de medeondertekening van de voorschotakte door de aanvaardende begunstigde vereist.

b. Recht op inpandgeving van pensioenrechten voor het waarborgen van een lening en recht op toewijzing van de afkoopwaarde aan de wedersamenstelling van een hypothecair krediet

De aangeslotene geniet voormelde rechten. De voorwaarden, begrenzingen en modaliteiten die hierbij gelden kunnen bij de pensioeninstelling worden opgevraagd.

B. Toekenningsvoorwaarden met fiscale implicatie

Het recht op voorschot, inpandgeving van pensioenrechten voor het waarborgen van een lening of de toewijzing van de afkoopwaarde aan de wedersamenstelling van een hypothecaire lening worden slechts toegestaan, conform met de Belgische fiscale wetgeving.

Die wetgeving stelt meer bepaald dat een voorschot en/of inpandgeving (met inbegrip van een overdracht van de rechten aan een derde) slechts mogen worden toegestaan om de aangeslotene in staat te stellen in de Europese Economische Ruimte gelegen onroerende goederen die belastbare inkomsten opbrengen te verwerven, te (ver)bouwen, te verbeteren, te herstellen. De voorschotten en leningen moeten worden terugbetaald zodra die goederen uit het vermogen van de aangeslotene verdwijnen.

Artikel 18. Recht op de betaling van aanvullende premies - persoonlijk contract

Deze mogelijkheid is niet voorzien.

Artikel 19. Onthaalstructuur - overgedragen overeenkomsten

a. Wat zijn overgedragen overeenkomsten?

Overgedragen overeenkomsten zijn:

- de overeenkomst(en) waarvan de reserves verworven zijn uit hoofde van een vorige tewerkstelling bij een andere werkgever en waarvan de aangeslotene beslist heeft ze over te dragen naar de pensioeninstelling. Zulke overdracht is mogelijk zolang de aangeslotene niet is uitgetreden (*eerste situatie*);
- de overeenkomsten waarvan de aangeslotene bij zijn uittreding de verworven reserves binnen de pensioeninstelling overdraagt (*tweede situatie*);
- de overeenkomsten waarvan de aangeslotene bij zijn uittreding, zonder uitstel, de verworven reserves binnen de pensioeninstelling overdraagt omdat het vastgestelde kapitaal overlijden als gevolg van uittreding contractueel is weggevallen terwijl de aangeslotene dit kapitaal, zonder onderbreking, wenst te behouden (*derde situatie*).

De in situatie 1 en 2 bedoelde overdrachten gebeuren doorgaans met het oog op een wijziging van de intrestgarantie/de affinanciering van de wettelijke rendementsgarantie

De in situatie 3 bedoelde overdracht gebeurt eerder met het oog op het ononderbroken behoud van het vastgestelde kapitaal overlijden dat voorheen voorzien was.

Niettemin kan een cumul van (andere) motivering aan de basis liggen van overgedragen overeenkomsten.

Deze overgedragen overeenkomsten worden in voorkomend geval opgedeeld naargelang hun oorsprong en de bijdragebetaling (groepsverzekering of individuele pensioentoezeggingsverzekering; werkgeversbijdrage en/of persoonlijke bijdrageovereenkomst).

De bepalingen inzake overgedragen overeenkomsten gelden in hoofde van de aangeslotene in de zin van de WAP, als 'onthaalstructuur'.

b. Wanneer treedt een overgedragen overeenkomst in werking en welke verzekeringscombinaties zijn mogelijk?

Een overgedragen overeenkomst treedt in werking op de overdrachtsdatum. Met overdrachtsdatum is bedoeld de valutadatum van de overgedragen reserves op de bankrekening van de pensioeninstelling (*eerste situatie*) of voor de reserves die zich binnen de pensioeninstelling bevinden, de datum van ontvangst door de pensioeninstelling van het schriftelijk verzoek tot overdracht van de verworven reserves (*andere situaties*). Voor wat de overgedragen overeenkomst bedoeld in de *derde situatie* van het hierboven opgenomen punt a. betreft, treedt deze ten laatste in werking bij het verstrijken van de in de WAP bedoelde termijn van 90 dagen (zie art. 15). Daarna vervalt de mogelijkheid voor de aangeslotene om het vastgestelde kapitaal overlijden te behouden.

Voor de onthaalstructuur wordt de verzekeringscombinatie "zuivere kapitalisatie" (universal life) toegepast. Dit is zo voor de overgedragen overeenkomsten die bedoeld zijn in de *eerste* en de *tweede situatie*. Met "zuivere kapitalisatie" is bedoeld dat de overgedragen verworven reserves -die in voorkomend geval verhoogd werden tot de in het licht van de sociale wetgeving vastgelegde minimumrendementsgarantie- tot de eindleeftijd of tot het eerdere overlijden van de aangeslotene, orenten aan de intrestgarantie die op het ogenblik van de ontvangst in de onthaalstructuur van toepassing is voor de overgedragen overeenkomsten.

Voor de overgedragen overeenkomsten die bedoeld zijn in de *derde situatie* van het hiervoor opgenomen punt a., wordt het vastgestelde kapitaal overlijden zoals dat bestond op het ogenblik van uittreding, behouden door de ontrekking van de risicopremie overlijden op het einde van elke kalendermaand uit de overgedragen verworven reserves -die in voorkomend geval verhoogd werden tot de in het licht van de sociale wetgeving vastgelegde minimumrendementsgarantie. De afhouding gebeurt, in voorkomend geval, proportioneel uit de overgedragen pensioenreserves die met werkgevers- desgevallend met werknemersbijdragen werd opgebouwd.

c. Zijn er medische formaliteiten?

De combinatie "zuivere kapitalisatie" wordt steeds zonder medische formaliteiten onderschreven. De pensioeninstelling past geen nieuwe medische formaliteiten toe voor de overgedragen overeenkomsten die bedoeld zijn in de *derde situatie* van het hiervoor opgenomen punt a. Elke medische bijpremie, uitsluiting of verzwaring wordt doorgerold in de onthaalstructuur.

d. Tarieven

De tarieven die de pensioeninstelling gebruikt om de verzekerde prestaties te bepalen, resulteren uit de grondslagen en methodes die door haar op het ogenblik van de inwerkingtreding van de overgedragen overeenkomst bij de autoriteit belast met de (prudentiële) controle zijn neergelegd voor de tarifering van de groepsverzekeringen F-Benefit.

e. Wanneer eindigt een overgedragen overeenkomst?

De overgedragen overeenkomst eindigt in principe bij uitkering als gevolg van pensionering van de overdrager. Niettemin is een einddatum voorzien. Die einddatum is de eindleeftijd van F-Benefit tenzij conform de wetgeving ter zake in een andere eindleeftijd moet voorzien worden.

Voor de overgedragen overeenkomsten wordt eveneens voorzien in een verlengingsscenario dat conform met wat beschreven is in art. 16 van de voorliggende bepalingen wordt uitgerold en dat op dezelfde ogenblikken in een push-mogelijkheid en de daarmee samengaande uitkering voorziet. Bij gebruik van de push-mogelijkheid eindigt de overgedragen overeenkomst. Voor het doorrollen van het vastgesteld kapitaal overlijden, geldt eveneens dezelfde regeling als voorzien in art. 16.

Bij overlijden van de overdrager eindigt de overgedragen overeenkomst vroegtijdig.

f. Wie is begunstigde van een overgedragen overeenkomst?

Bij leven komt de uitkering (opgerente overgedragen reserves -of desgevallend het saldo ervan indien een vastgesteld kapitaal overlijden vanuit de pensioenreserves gefinancierd werd-) toe aan de overdrager; bij overlijden komt de uitkering (overgedragen reserves opgerent tot op het ogenblik van het overlijden van de overdrager -of desgevallend het vastgesteld kapitaal overlijden-) toe aan de begunstigde.

Tenzij anders blijkt uit een geldig geschrift van de overdrager is de begunstiging van de prestaties bij overlijden van de overgedragen overeenkomsten dezelfde als die van de groepsverzekering F-Benefit die de overdrager bij de pensioeninstelling geniet/genoot.

g. Kunnen de overgedragen overeenkomsten worden aangewend voor vastgoedverrichtingen?

A. De hierna bedoelde vastgoedverrichtingen kunnen geen vroegere einddatum voorzien dan het bereiken van de wettelijke pensioenleeftijd. Wanneer een vastgesteld kapitaal overlijden voorzien is (*derde situatie* van het hiervoor opgenomen punt a.), is het mogelijk dat de hierna bedoelde vastgoedverrichtingen in de praktijk niet mogelijk zijn.

Wanneer een overgedragen overeenkomst al bezwaard is met een inpandgeving kan de pensioeninstelling de verdere inpandgeving weigeren. Zo ook kan de pensioeninstelling de inpandgeving weigeren wanneer er reeds een voorschot werd opgenomen of omgekeerd.

a. Recht op voorschot

De overdrager kan een voorschot opnemen. Dit voorschot wordt beperkt tot het minimumbedrag dat voor vereffening bij overlijden vatbaar is. Verder wordt rekening gehouden met de eventuele wettelijke inhoudingen.

De voorschotakte vermeldt de voorwaarden waaronder het voorschot wordt toegekend en in het bijzonder de voorwaarden inzake winstdeling.

Wanneer de begunstiging werd aanvaard, is de medeondertekening van de voorschotakte door de aanvaardende begunstigde vereist.

b. Recht op inpandgeving van pensioenrechten voor het waarborgen van een lening en recht op toewijzing van de afkoopwaarde aan de wedersamenstelling van een hypothecair krediet

De overdrager geniet voormelde rechten.

B. Toekenningsvoorraarden met fiscale implicatie

Het recht op voorschot, inpandgeving van pensioenrechten voor het waarborgen van een lening of de toewijzing van de afkoopwaarde aan de wedersamenstelling van een hypothecaire lening worden slechts toegestaan conform de Belgische fiscale wetgeving.

Die wetgeving stelt meer bepaald dat een voorschot of een inpandgeving van pensioenrechten voor het waarborgen van een lening en het recht op de toewijzing van de afkoopwaarde aan de wedersamenstelling van een hypothecair krediet (met inbegrip van een overdracht van de rechten aan een derde) slechts mogelijk is om in de Europese Economische Ruimte gelegen onroerende goederen die belastbare inkomsten opbrengen te verwerven, te (ver)bouwen, te verbeteren of te herstellen. Die voorschotten en leningen moeten worden terugbetaald van zodra die goederen uit het vermogen van de overdrager verdwijnen.

h. Uitkeringsvorm

Zowel de prestaties bij leven als bij overlijden worden in kapitaal uitbetaald.

Op schriftelijke vraag van de overdrager, respectievelijk de begunstigde bij overlijden, kan de uitkering worden omgezet in een rente. De rente wordt berekend op basis van het nettokapitaal dat wordt afgestaan. Onder netto-kapitaal wordt verstaan het kapitaal na inhouding van de eventuele wettelijk verplichte inhoudingen.

De vraag om omzetting in rente is slechts ontvankelijk indien het jaarbedrag van de aanvangsrente voor de betrokken begunstigde hoger is dan het wettelijk vastgelegde drempelbedrag. Wanneer er geen wettelijk drempelbedrag werd vastgelegd, geldt het drempelbedrag zoals bepaald in de WAP.

Onverminderd de toepassing van dwingende (wettelijke) bepalingen ter zake wordt het bedrag van de rente vastgelegd op basis van de actualisatieregels die de pensioeninstelling hanteert op de datum waarop de rente ingaat, rekening houdend met een jaarlijkse indexatie met 2% volgens een meetkundige reeks en, voor wat betreft de uitkering die toekomt aan de overdrager, met een overdraagbaarheid van die rente.

i. Toepasselijke wetgeving

De overgedragen overeenkomsten zijn onderworpen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen die in België voor levensverzekeringen in het algemeen en voor overgedragen overeenkomsten, inclusief 'de onthaalstructuur', in het bijzonder gelden.

UITBETALING LEVEN/OVERLIJDEN

Artikel 20. Uitbetalingsvorm van de prestaties

Zowel de uitkering bij leven als bij overlijden zijn uitkeringen in kapitaal.

Op schriftelijke vraag van de aangeslotene, respectievelijk de begunstigde bij overlijden, kan de uitkering worden omgezet in een rente. De rente wordt berekend op basis van het nettokapitaal dat wordt afgestaan. Onder nettokapitaal wordt verstaan het kapitaal na inhouding van de eventuele wettelijk verplichte inhoudingen. De vraag om omzetting in rente is slechts ontvankelijk indien het jaarbedrag van de aanvangsrente voor de betrokken begunstigde hoger is dan het wettelijk vastgelegde drempelbedrag. Wanneer er geen wettelijk drempelbedrag werd vastgelegd, geldt het drempelbedrag zoals bepaald in de WAP.

Onverminderd de toepassing van dwingende (wettelijke) bepalingen ter zake wordt het bedrag van de rente vastgelegd op basis van de actualisatieregels die de pensioeninstelling hanteert op de datum waarop de rente ingaat, rekening houdend met een jaarlijkse indexatie met 2% volgens een meetkundige reeks en, voor wat betreft de uitkering die toekomt aan de aangeslotene, met een overdraagbaarheid van die rente. De overdraagbaarheid duidt erop dat bij overlijden van de overdrager na de aanvangsdatum van de rente, die rente voor 80% verder levenslang wordt uitgekeerd aan de persoon met wie de overdrager op de datum waarop de rente initieel is ingegaan gehuwd en niet gerechtelijk van tafel en bed gescheiden was of met wie hij op dat ogenblik wettelijk samenwoonde.

Tenzij er op het ogenblik van de omzetting andere (wettelijke) bepalingen zouden gelden mogen de gebruikte actualisatieregels geen resultaat opleveren dat kleiner is dan het resultaat dat men bekomt met de Belgische prospectieve sterftetafels die worden vastgelegd door de autoriteit belast met de (prudentiële) controle en met een rentevoet die op het ogenblik van de omzetting gelijk is aan de rentevoet vastgesteld volgens de bepaling van de WAP rond de wettelijke rendementsgarantie.

De omzetting van kapitaal naar rente zoals die wordt opgelegd door de sociale wetgeving is, zolang deze wetgeving niets anders voorziet, ten laste van de inrichter.

Met akkoord van de inrichter kan de pensioeninstelling het netto kapitaal overdragen naar een pensioeninstelling die alle verplichtingen inzake de rente(-uitkeringen) op zich neemt, en dit met eerbieding van de eventuele dwingende (wettelijke) bepalingen ter zake. Bij een dergelijke overdracht, is de pensioeninstelling bevrijd van iedere verplichting met betrekking tot de rente(uitkeringen).

Over het recht om een uitkering in rente in plaats van in kapitaal te vragen wordt de aangeslotene door de pensioeninstelling ingelicht twee maanden vóór de eindleeftijd of binnen de twee weken nadat de pensioeninstelling van de vervroegde pensionering schriftelijk op de hoogte werd gebracht.

In geval van overlijden van de aangeslotene brengt de pensioeninstelling de begunstigde(n) van dit recht op de hoogte binnen de twee weken nadat hij schriftelijk van het overlijden op de hoogte werd gebracht.

Opdat de uitbetaling in rente zou gebeuren moet de aangeslotene of de begunstigde de keuze voor de uitkering in rente aanduiden op de vereffeningkwitantie.

Artikel 21. Afkoop door de aangeslotene respectievelijk de pensioeninstelling

Het recht op afkoop kan door de aangeslotene enkel worden uitgeoefend in de situaties die bedoeld zijn in art. 16 van de voorliggende bepalingen (voorschot en overdrachten in het kader van uittreding). Afkoop wordt in principe door de aangeslotene aangevraagd met een gedateerde en ondertekende (elektronische) aangetekende brief die aan de pensioeninstelling gestuurd wordt. Wanneer evenwel de WAP van toepassing is en de aangeslotene volgens die procedure voor overdracht van de verworven reserves kiest, is een (elektronische) aangetekende brief niet nodig.

In voorkomend geval moet aan de pensioeninstelling het schriftelijk akkoord van de aanvaardende begunstigde(n) worden meegedeeld.

Wanneer in het kader van de toekenning van een intrestbetalend voorschot de aangeslotene de verschuldigde intresten, na aanmaning, niet betaalt, kan de pensioeninstelling overgaan tot afkoop van het voorschot. Het afgekochte bedrag wordt, voor zover de sociale wetgeving dit niet verhindert, verminderd met de afkoopvergoeding.

Deze vergoeding bedraagt maximum 5% van de theoretische afkoopwaarde van de situaties en minimum 1% ervan vermenigvuldigd met de nog te verstrijken looptijd tot de eindleeftijd, uitgedrukt in jaren. Indien de aldus vastgestelde vergoeding lager is dan 75 EUR (*) is dit laatste bedrag verschuldigd.

(*) vermeld bedrag wordt geïndexeerd in functie van het gezondheidsindexcijfer der consumptieprijsen (basis 1988 = 100). Het indexcijfer dat in aanmerking moet genomen worden is dat van de tweede maand van het trimester dat de datum van de afkoop voorafgaat.

Artikel 22. Aangifte van het overlijden van de aangeslotene

Het overlijden moet bij de pensioeninstelling uiterlijk binnen de 30 dagen aangegeven worden, eventueel via het daartoe bestemde formulier. Bij laattijdige aangifte kan de pensioeninstelling, tenzij het bewijs wordt geleverd dat

de aangifte zo snel als dit redelijkerwijze mogelijk was werd ingediend, haar tussenkomst verminderen tot beloop van het door haar geleden nadeel.

De aangifte moet de plaats, de datum en het uur van het overlijden vermelden alsook de omstandigheden waarin het heeft plaats gehad. Aan de pensioeninstelling moeten eveneens een uittreksel uit de overlijdensakte en een medisch attest met vermelding van de overlijdensoorzaak worden bezorgd. Verder kan de pensioeninstelling elk bijkomend stuk vorderen.

Wat het medisch attest betreft, geeft de aangeslotene de toestemming aan de geneesheer die de doodsoorzaak heeft vastgesteld alsook aan de geneesheer die hem voor het overlijden als laatste behandeld heeft, om de oorzaak/omstandigheden van zijn overlijden aan de pensioeninstelling mee te delen/toe te lichten.

De begunstigde(n) is/zijn verplicht elke geneesheer die aan de overledene zorgen heeft verstrekt, toe te laten en te verzoeken om aan de pensioeninstelling alle door haar gevraagde inlichtingen te verstrekken, alsook om toe te stemmen in het onderzoek van het lichaam op haar kosten. Indien aan één van deze verplichtingen niet voldaan wordt, kan de pensioeninstelling haar tussenkomst geheel of gedeeltelijk weigeren.

Na aangifte en op grond van de verstrekte inlichtingen en van de resultaten van eventuele onderzoeken, oordeelt de pensioeninstelling of haar tussenkomst verleend wordt en deelt zij haar standpunt aan de begunstigde(n) mee. Dit standpunt wordt als aanvaard beschouwd indien de begunstigde niet reageert met een aangetekende brief binnen de 8 dagen volgend op de mededeling van de pensioeninstelling van haar standpunt.

Indien valse getuigschriften worden voorgelegd, valse verklaringen worden aangelegd of opzettelijk bepaalde feiten of omstandigheden worden verzweven of niet vermeld worden die duidelijk van belang zijn bij de beoordeling van het voorval, kan de pensioeninstelling haar tussenkomst weigeren en elke ten onrechte uitgekeerde som terugvorderen, verhoogd met de wettelijke intrest.

Indien de pensioeninstelling via een gegevensstroom die haar wordt toegezonden kennis krijgt van het overlijden van de aangeslotene, volstaat dit als overlijdensmelding en kan zij ervan afzien om een uittreksel uit de overlijdensakte op te vragen.

Artikel 23. Af te leveren documenten bij uitbetaling leven/overlijden

De uitbetaling wordt uitgevoerd na ontvangst door de pensioeninstelling van de getekende vereffeningkwitantie en nadat de volgende documenten zijn overgemaakt:

A. Bij leven:

- een levensbewijs van de aangeslotene;
- in voor komend geval: een kopie van de notificatie van de beslissing van het wettelijk pensioen (document dat bij de FPD kan opgevraagd worden) of een bewijsstuk dat de aangeslotene met werknemersstatuut uit dienst treedt (kopie document C4).

B. Bij overlijden:

- een levensbewijs van de begunstigde(n);
- een stuk waaruit het INSZ-nummer van de begunstigde blijkt;
- in de gevallen waar de begunstigde(n) niet bij naam werd aangeduid: een akte/attest van erfopvolging. Deze akte/dit attest heeft louter als doel de begunstigde(n) terug te vinden en/of te identificeren.

Indien de pensioeninstelling via een gegevensstroom die haar wordt toegezonden, kennis krijgt van één of meer van de gegevens die door middel van de hierboven opgesomde documenten worden verzameld, kan zij afzien van de aflevering van dit/deze documenten of moet zij hiervan afzien indien de wetgeving ter zake dit zo voorziet.

SPECIALE BEPALINGEN ROND DE RISICOWAARBORG OVERLIJDEN

Artikel 24. Begunstigde(n) bij voortijdig overlijden van de aangeslotene

Wanneer de aangeslotene voor het bereiken van de (nieuwe) eindleeftijd overlijdt zullen de prestaties bij overlijden aan de begunstigde(n) worden uitgekeerd op basis van de volgorde en verdeling:

1. de echtgeno(o)t(e) van de aangeslotene of de wettelijk samenwonende partner behalve in de volgende gevallen:
 - de echtgenoten zijn gerechtelijk van tafel en bed gescheiden;
 - een schriftelijk verzoek werd ingediend bij de rechtbank om de gerechtelijke echtscheiding of de scheiding van tafel en bed te verkrijgen;
2. bij ontstentenis, in gelijke delen, aan de wettelijke, geadopteerde of erkende natuurlijke kinderen van de aangeslotene. Is een kind vooroverleden dan komt het aandeel van dat kind door plaatsvervulling, in gelijke delen, toe aan zijn kinderen en bij vooroverlijden aan hun nakomelingen, in gelijke delen, voor het gedeelte dat zou toegekomen zijn aan de begunstigde in wiens plaats zij treden. Is er geen plaatsvervulling dan komt het deel van het vooroverleden kind in gelijke delen toe aan de andere kinderen van de aangeslotene;
3. bij ontstentenis, aan de door aangeslotene aangeduid begunstigde(n) die zijn opgenomen in de begunstigingsclausule die als bijvoegsel bij zijn overeenkomst gaat of in de door de aangeslotene laatst verstuurde aangetekende brief, elk voor het deel dat hen wordt toegewezen;
4. bij ontstentenis, in gelijke delen, aan de ouders van de aangeslotene en bij ontstentenis van één van hen aan de overlevende ouder;
5. bij ontstentenis, in gelijke delen, aan de broers en de zusters en bij ontstentenis van één van hen aan zijn of haar kinderen; bij ontstentenis aan de andere broers of zusters van de aangeslotene in gelijke delen;
6. bij ontstentenis, aan de nalatenschap van de aangeslotene;
7. bij ontstentenis, aan het financieringsfonds

De aangeslotene mag afwijken van deze volgorde. Deze afwijking wordt opgenomen in een door de aangeslotene, de inrichter en de pensioeninstelling ondertekend bijvoegsel.

Wanneer deze afwijking tot doel heeft de niet van tafel en bed gescheiden echtgenoot of de kinderen de begunstiging te ontzeggen moet de echtgeno(o)t(e) met deze afwijking akkoord gaan in het licht van de wettelijke bepalingen over de respectievelijke rechten en plichten van echtgenoten en van hun huwelijksvermogensstelsel.

Wanneer de aangeslotene en de begunstigde overlijden zonder dat de volgorde van overlijden kan bepaald worden, worden de prestaties uitgekeerd aan de plaatsvervanger(s) van de begunstigde(n).

Artikel 25. Beschrijving/wijziging van het risico - mededelingsplicht van de aangeslotene

Indien uit enig document (aansluitingsformulier enz...) kan opgemaakt worden dat er bij de aanvaarding van het risico overlijden door de pensioeninstelling of bij de berekening van het tarief om dit risico te verzekeren rekening werd gehouden met de feitelijke kenmerken van de aangeslotene (beroepsactiviteit, sporten, verblijfplaats...) dan moet iedere wijziging hiervan binnen de 30 dagen aan de pensioeninstelling worden meegedeeld. Deze verplichte mededeling geldt ook bij een vermindering van het betreffende risico.

Mocht de verzwaring of de vermindering van het risico van zodanige aard zijn dat de pensioeninstelling deze waarborg tegen andere voorwaarden zou hebben verleend, dan stelt zij binnen één maand vanaf bovenvermelde kennisgeving voor om de voorwaarden van de prestaties aan te passen met inwerkingtreding vanaf de dag van de verzwaring van het risico of vanaf de dag waarop de pensioeninstelling kennis heeft gekregen van de vermindering van het risico.

Indien bij een verzwaring van het risico, het voorstel van de pensioeninstelling geweigerd of niet aanvaard wordt binnen een termijn van 30 dagen te rekenen vanaf de ontvangst van dit voorstel, kan de pensioeninstelling de prestaties met een aangetekend schrijven opzeggen binnen de 15 dagen.

Indien echter de pensioeninstelling het bewijs kan leveren dat zij de waarborg onder de gewijzigde omstandigheden niet zou hebben verleend, kan zij binnen een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de dag waarop zij van de verzwaring kennis heeft gekregen, met een aangetekend schrijven de waarborg opzeggen.

Mocht er een schadegeval plaatsvinden vooraleer de verzwaring van het risico aan de pensioeninstelling wordt meegedeeld, dan wordt de uitkering geregeld op basis van de prestaties die verzekerd zouden zijn geweest met de bestede premie, rekening houdend met de gewijzigde kenmerken van het risico.

Indien de pensioeninstelling echter het bewijs kan leveren dat zij de dekking onder de gewijzigde omstandigheden niet zou hebben verleend dan kan zij de prestaties beperken tot de terugbetaling van alle bestede premies voor het risico.

Indien het niet meedelen van een verzwaring van het risico met bedrieglijk opzet geschiedt, kan de pensioeninstelling haar uitkering weigeren en komen alle bestede premies haar toe als schadevergoeding.

Artikel 26. Voorafbestaande aandoeningen

De pensioeninstelling verleent de prestatie overlijden niet indien het voorvalen van de gebeurtenis die normaliter haar tussenkomst doet ontstaan, veroorzaakt wordt door een voorafbestaande aandoening, met name een lichamelijk letsel en/of aantasting van de gezondheid in hoofde van de aangeslotene voor de aansluiting/voor het onderschrijven van het risico/voor een niet vooraf overeengekomen verhoging (voor wat betreft die verhoging)/voor de wederinwerkingsstelling van de betreffende prestatie/voor het doorrollen van het vastgestelde kapitaal overlijden in het kader van een (opeenvolgende) verlenging van de eindleeftijd.

Indien evenwel medische formaliteiten en/of onderzoeken voorafbestaande aandoeningen vermelden of aan het licht brengen, zijn die gedekt, tenzij schriftelijk tegenbericht van de pensioeninstelling met opgave van de voorafbestaande aandoeningen waarvoor de tussenkomst niet wordt verleend.

Indien de pensioeninstelling geen medische formaliteiten en geen medische onderzoeken toepast voor de aanvaarding van het risico overlijden of voor het doorrollen ervan in het kader van een (opeenvolgende) verlenging, zijn voorafbestaande aandoeningen gedekt tenzij zij van die aard zijn en zich zodanig manifesteren dat zij waarschijnlijk zullen leiden tot het voorvalen van de gebeurtenis die normaliter tussenkomst doet ontstaan tijdens de eerstkomende 2 jaar (na elke verlenging).

Elke fraude, opzettelijke verwijging of opzettelijk onjuiste verklaring waardoor de pensioeninstelling wordt misleid bij de beoordeling van het risico, heeft de nietigheid van de waarborg overlijden als gevolg. De premies die vervallen zijn tot op het ogenblik waarop de pensioeninstelling hiervan kennis krijgt, komen haar toe.

Artikel 27. Draagwijdte van de risicowaarborg overlijden

a. Welke is de territoriale draagwijdte?

De waarborg geldt in heel de wereld.

b. Is er tussenkomst bij zelfmoord?

Zelfmoord is niet gedekt in het jaar dat volgt op de aansluiting bij de groepsverzekering of het opnieuw in werking stellen van de overeenkomsten van de aangeslotene. Zelfmoord is niet gedekt voor het gedeelte van het risicokapitaal overlijden dat gedurende minder dan één jaar een verhoging van het voordien voorziene risicokapitaal overlijden uitmaakt. Met zelfmoord wordt euthanasie in de niet-terminale fase gelijkgesteld.

c. Zijn luchtvaartrisico's gedekt?

Het overlijden van de aangeslotene is gedekt als passagier van een luchtvaartuig (vliegtuig, helikopter, luchtballon) behalve:

- wanneer het toestel gebruikt wordt bij competities, demonstraties, snelheidstesten, raids, trainingsvluchten, records of recordpogingen en proefvluchten;
- wanneer het toestel een prototype is of een militair toestel dat niet voor transport wordt gebruikt;
- wanneer het gaat om een toestel van het type zweefvliegtuig, ULM of deltaplane.

d. Is het oorlogsrisico gedekt?

Het overlijden dat te wijten is aan een oorlogsfeit is niet gedekt.

Nochtans, indien het overlijden zich voordoet tijdens een verblijf in het buitenland, moet er onderscheid gemaakt worden tussen twee gevallen:

- indien het conflict uitbreekt tijdens een verblijf in het buitenland is het risico gedekt voor zover de aangeslotene niet actief aan de vijandelijkheden deelneemt;
- indien de aangeslotene zich begeeft naar een land waar een gewapend conflict gaande is dan kan hij gedeckt worden voor zover hij niet actief aan de vijandelijkheden deelneemt. Deze dekking vereist een bijpremie en zal in een bijvoegsel aan de overeenkomst vermeld worden.

Wanneer de aangeslotene deel uitmaakt van een macht die door de overheid wordt ingezet, kan het oorlogsrisico met een bijzondere overeenkomst en met instemming van de autoriteit belast met de (prudentiële) controle gedekt worden.

e. Zijn oproerrisico's gedekt?

Het overlijden dat te wijten is aan oproer, burgerlijke onlusten of collectieve gewelddaden met politieke, ideologische of maatschappelijke instag, al dan niet gepaard gaande met opstand tegen de overheid of de gevestigde macht, is niet gedekt.

Het oproerrisico is echter wel gedekt indien de aangeslotene:

- ofwel er niet actief aan heeft deelgenomen;
- ofwel zich in een toestand van wettige zelfverdediging bevond;
- ofwel tussenkwam als lid van een ordemacht in opdracht van de overheid

f. Is terrorisme gedekt?

Wanneer het overlijden te wijten is aan terrorisme zoals gedefinieerd in de wet van 1 april 2007 betreffende de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme, dan zijn de volgende bepalingen en limieten van toepassing :

- de pensioeninstelling is toegetreden tot de rechtspersoon (VZW TRIP) die is opgericht overeenkomstig artikel 4 van de wet van 1 april 2007 betreffende de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme. Bijgevolg valt de dekking van het schadegeval onder de wettelijk voorziene beperking per kalenderjaar voor de uitvoering van alle verbintenissen van alle verzekeringsondernemingen die lid zijn van de VZW, wat betreft de schade die veroorzaakt is door alle gebeurtenissen die erkend zijn als terrorisme;
- de jaarlijkse beperking bedraagt 1 miljard euro. Dat bedrag wordt op 1 januari van elk jaar aangepast aan de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen, met als basis het indexcijfer van december 2005. In geval van wettelijke of réglementaire aanpassing van dat basisbedrag, zal het gewijzigde bedrag van toepassing zijn vanaf de eerstvolgende vervaldag na de wijziging, behalve als de wetgever explicet een andere overgangsregeling heeft voorzien;
- indien het totaal van de berekende of geraamde bedragen het hiervoor vermelde bedrag overschrijdt, wordt er een evenredigheidsregel toegepast : de uit te keren schadevergoedingen worden beperkt ten belope van de verhouding van het bedrag zoals hiervoor aangehaald of de nog beschikbare middelen voor dat kalenderjaar en de uit te keren schadevergoedingen toegerekend aan dat kalenderjaar;
- de toepassing van de wet van 1 april 2007, de hoogte van de verbintenissen van de verzekeringsondernemingen alsook de termijnen en de percentages van de schadevergoedingen zijn onderworpen aan de beslissingen van het Comité opgericht overeenkomstig de artikelen 5 en volgende van de wet van 1 april 2007.

De voorgaande bepalingen verhinderen niet dat de theoretische afkoopwaarde wordt uitgekeerd.

Indien de wetgeving zou wijzigen in die zin dat de schade veroorzaakt door terrorisme niet meer verplicht moet gedekt worden, neemt deze waarborg een einde en is er geen terrorismedekking meer vanaf het ogenblik waarop, volgens de wettelijke bepalingen ter zake, terrorisme niet meer verplicht gedekt moet worden.

De pensioeninstelling behoudt zich eveneens het recht voor om elke andere bepaling met betrekking tot het terrorismerisico automatisch aan te passen indien de betreffende wetgeving zou wijzigen.

g. Zijn er nog andere uitsluitingen?

Alle overige risico's zijn gedekt behalve:

- het overlijden opzettelijk veroorzaakt door de begunstigde of op zijn aanstoken;
- het overlijden dat het gevolg is van de tenuitvoerlegging van rechterlijke veroordeling tot de doodstraf;
- het overlijden als gevolg van of dat onmiddellijk veroorzaakt wordt door een opzettelijk door de aangeslotene als dader of mededader gepleegde misdaad of gepleegd wanbedrijf en waarvan de gevolgen door hem konden voorzien worden;
- het overlijden als gevolg van een sprong met een valscherf zonder dat die sprong door overmacht te verantwoorden is;
- het overlijden als gevolg van elastieksspringen zoals Benji.

h. Welk bedrag wordt uitbetaald wanneer een risico niet gedekt is?

Wanneer het overlijden opzettelijk veroorzaakt werd door de begunstigde of op zijn aanstoken, worden de prestaties bij overlijden aan de andere begunstigden uitbetaald.

Indien de aangeslotene overlijdt als gevolg van een ander uitgesloten risico, betaalt de verzekeraar de begunstigde de theoretische afkoopwaarde op de datum van het overlijden uit.

Eveneens betaalt de verzekeraar de opbrengst terug van de kapitalisatie van de premies die betrekking hebben op de periode na de datum van het overlijden.

INFORMATIE OVER HET BEHEER VAN DE PENSIOENTOEZEGGING

Artikel 28. Transparantieverslag

De pensioeninstelling stelt jaarlijks een transparantieverslag op over het beheer van de groepsverzekering dat de volgende informatie bevat:

1. de financieringswijze van de pensioentoezegging en de structurele wijzigingen erin;
2. de beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
3. het rendement van de beleggingen;
4. de kostenstructuur;
5. in voorkomend geval de winstdeling;
6. de technische grondslagen voor de tarivering, de mate en de duurtijd waarin zij gegarandeerd zijn wanneer de pensioeninstelling een welbepaald resultaat garandeert op de gestorte bijdragen;
7. of voor de berekening van de wettelijke rendementsgarantie de horizontale dan wel de verticale methode wordt toegepast;
8. het huidige financieringsniveau van de wettelijke rendementsgarantie.

Dit verslag wordt ter beschikking gesteld van de inrichter die het op eenvoudig verzoek aan de aangeslotenen medeelt.

DIVERSE BEPALINGEN

Artikel 29. Fiscale begrenzing (80%-grens)

Opdat de door de inrichter betaalde werkgeversbijdragen een aftrekbare beroepskost zouden zijn en opdat de door de aangeslotene betaalde persoonlijke bijdragen in aanmerking zouden komen voor belastingvermindering overeenkomstig het WIB en in het bijzonder art. 52, 3° b WIB; art. 59 WIB; art. 145¹, 1° WIB en art. 145³ WIB, mag het pensioen dat opgebouwd wordt met deze groepsverzekering, winstdeelname inbegrepen, vermeerderd met:

- het wettelijk pensioen;
- de andere extrawettelijke pensioenen doch met uitzondering van de uitkeringen op grond van pensioensparen en van andere individuele levensverzekeringscontracten dan die welke gesloten werden in uitvoering van een individuele pensioentoezegging,

uitgedrukt in jaarlijkse rente, niet meer bedragen dan 80% van de laatste normale brutojaarbezoldiging, rekening houdend met een normale duurtijd van de beroepsbezigheid.

Voor de toepassing van de fiscale begrenzing met betrekking tot de prestaties die op de eindleeftijd aan de aangeslotene toekomen wordt rekening gehouden met de rente-optie die voorziet in een jaarlijkse indexering van de rente met 2% in een meetkundige reeks en wanneer de aangeslotene gehuwd is of wettelijk samenwoont met een overdraagbaarheid van 80% op de overlevende echtgeno(o)t(e) of wettelijk samenwonende partner.

De inrichter behoudt zich het recht voor om de bijdragen of de prestaties te beperken indien de fiscale begrenzing zou overschreden worden.

Indien de fiscale wetgeving een andere invulling zou geven aan de hiervoor bedoelde fiscale begrenzing(en), zal de pensioeninstelling de nieuwe invulling toepassen in het kader van controle(s) ter zake.

Artikel 30. Verworven reserves

De verworven reserves zijn gelijk aan de bedragen die zich op de afzonderlijke individuele rekeningen van de aangeslotene bevinden. Met afzonderlijke individuele rekeningen zijn bedoeld de rekeningen die voor elke aangeslotene worden bijgehouden voor de persoonlijke bijdragen enerzijds en voor de werkgeversbijdragen

anderzijds. In het bedrag van de afzonderlijke individuele rekeningen is eveneens de toegekende winstdeelname begrepen.

In principe zijn de verworven reserves gelijk aan de wiskundige reserves. Gepreciseerd wordt dat de in de bijzondere bepalingen opgenomen betaaldata (vervaldata) (of de betaalperiodiciteit) altijd richtinggevend zijn (is). De kapitalisatie van de nettobijdragen gebeurt zoals vermeld in het art. 2 van de voorliggende bepalingen. In voorkomend geval wordt de premie voor de financiering van het risicokapitaal overlijden van de reserve leven afgenoem.

Voor zover uittreding of pensionering zich voordoet op of na een richtinggevende betaaldatum, blijft de bijdrage met betrekking tot die richtinggevende betaaldatum altijd verschuldigd en moet zij in voorkomend geval, zonder uitstel, geregeld worden.

Enkel wanneer er geen vastgesteld kapitaal overlijden van toepassing/mogelijk is, zal er sprake zijn van verworven prestaties. De verworven prestaties hangen af van het tarief en de duur van de tariefgarantie.

Artikel 31. Wijziging van de algemene bepalingen

Indien de pensioeninstelling de Algemene Bepalingen om gegronde redenen en binnen de perken van de goede trouw wenst te wijzigen, stelt zij via een gewone brief de inrichter voor om de gewijzigde Algemene Bepalingen toe te passen vanaf een door haar bepaalde datum.
De inrichter staat in voor de verdere kennisgeving/
verstrekking van de gewijzigde Algemene Bepalingen aan de aangeslotenen.

Artikel 32. Toepasselijke wetgeving en (para-)fiscale bepalingen bij uitkering

De groepsverzekering is onderworpen aan de wettelijke bepalingen die in België voor de levensverzekeringen in het algemeen en voor de groepsverzekeringen in het bijzonder gelden

Tenzij andersluidend bericht van de inrichter, gaat de pensioeninstelling ervan uit dat voor alle aangeslotenen de WAP van toepassing is.

Voorliggende groepsverzekering voorziet als standaard, de uitkering van een pensioenkapitaal. Voor zover de fiscale bepalingen ter zake niet wijzigingen, wordt dergelijk kapitaal afzonderlijk belast.
Bij pensionering is de afzonderlijke aanslagvoet, behoudens wijziging, 16,5% op het kapitaal dat werd opgebouwd met bijdragen van de inrichter. Indien de aangeslotene aantoont dat hij conform de wettelijke bepalingen ter zake effectief actief was op 65 jaar, is een vermindering van de afzonderlijke aanslagvoet (naar 10%) mogelijk.
Op het kapitaal dat werd opgebouwd met persoonlijke bijdragen, is de afzonderlijke aanslagvoet, behoudens wijziging, 10%.
(PM op het kapitaal dat werd opgebouwd met persoonlijke bijdragen tot 1992, is de afzonderlijke aanslagvoet 16,5%).

Gemeentelijke en andere opcentiemen zijn mogelijk.

Winstdeelname die samen met het pensioenkapitaal wordt uitgekeerd, is vooralsnog onbelast.

Noteer dat de pensioeninstelling de afzonderlijke aanslagvoeten, waarvan hiervoor sprake is, niet toepast. Zij houdt enkel de wettelijk opgelegde bedrijfsvoorheffing in.

Uitkeringen die bedoeld zijn als aanvulling op een wettelijk pensioen ondergaan sociale zekerheidinhoudingen (zoals de RIZIV- en solidariteitsbijdrage).

Deze bijdragen zijn zowel op het pensioenkapitaal als op de winstdeelname verschuldigd.

De afhouding van de sociale zekerheidsbijdragen gebeurt vóór de toepassing van de bedrijfsvoorheffing.

Uitkeringen bij overlijden worden op fiscaal en parafiscaal vlak gelijkaardig aan wat hiervoor vermeld is voor de uitkering van het pensioenkapitaal, behandeld.

Noteer dat het fiscale en parafiscale regime in de loop van de tijd kan wijzigen en dat de pensioeninstelling gehouden is de wettelijke bepalingen zoals die zich op het ogenblik van de uitkering voordoen, toe te passen.

De pensioeninstelling kan echter op geen enkele wijze aansprakelijk worden gesteld indien bepaald verwachte belastingvoordelen niet zouden (kunnen) genoten worden of indien op de overeenkomst(en) een (para)fiscale druk zou rusten die niet verwacht werd.

Artikel 33. Diverse bepalingen

a. Wie is schuldenaar taksen, belastingen, heffingen...?

Alle taksen, belastingen, heffingen... zowel de actuele als de toekomstige, zijn naargelang het geval ten laste van de inrichter of de aangeslotene/begunstigde.

Kosten die tijdens de uitvoering van de groepsverzekeringsovereenkomst omwille van nieuwe of gewijzigde wetgeving ("nieuwe" kosten) moeten gemaakt worden, mag de pensioeninstelling -voor zover de wetgeving dit toelaat- ten laste van de inrichter leggen.

Indien bijzondere kosten door toedoen van de inrichter of de (gewezen) aangeslotene worden veroorzaakt (*), mag de pensioeninstelling deze kosten supplementair aanrekenen. De pensioeninstelling kan deze kosten slechts aanrekenen mits voorafgaande kennisgeving aan de betrokke(n). Bedoelde bijzondere kosten worden door de pensioeninstelling op redelijke en verantwoorde wijze toegepast.

(*)zoals daar zijn kosten voor het opmaken van specifieke overzichten, aanlevering van gegevens voor controles die de inrichter zelf voorziet of extern laat uitvoeren, het opmaken en afgeven van duplicates of stukken die niet tot het normale taakuitvoering van de pensioeninstelling in het kader van het beheer van de pensioentoezegging, behoren enz.

b. Kennisgevingen en (elektronische) briefwisseling

Elke schriftelijke kennisgeving van de ene partij aan de andere wordt geacht te zijn gedaan op de datum van de postafgifte op hun laatste onderling meegedeelde adres of de datum van de ontvangst in het e-mail systeem van de bestemming op het (geregistreerde) e-adres dat gewoonlijk gebruikt wordt tussen de partijen. De e-verzending moet uiteraard ook van het (geregistreerde) e-adres dat gewoonlijk gebruikt wordt tussen de partijen, te gebeuren.

Er wordt overeengekomen dat een (elektronische) aangetekende brief als ingebrekestelling voldoende is.

De verzending van een (elektronische) aangetekende brief wordt bewezen door het ontvangstbewijs van de post of het bewijs dat conform de Digital Act gegenereerd wordt.

Bij gebrek aan voorlegging van het origineel exemplaar/e-exemplaar van enige briefwisseling, geldt het afschrift ervan in de (elektronische) dossiers van de pensioeninstelling als bewijs.

c. Rechtsmacht

Mocht de inrichter, een aangeslotene of een begunstigde een klacht hebben in verband met het beheer of de uitvoering van de groepsverzekerings en geen voldoening krijgen, kan hij zich wenden tot de Ombudsman van de Verzekeringen of tot de autoriteit belast met de (prudentiële/sociale) controle.

De hierboven genoemden behouden uiteraard het recht om een gerechtelijke procedure in te leiden. Geschillen tussen partijen vallen onder de bevoegdheid van de Belgische rechtkrachten. Is één van de partijen gedomicilieerd buiten België, dan is enkel de rechtkracht van het arrondissement van de zetel van de pensioeninstelling bevoegd.

d. Goede trouw, billijkheid en redelijkheid

De inrichter regelt aangelegenheden in zijn verhouding met de aangeslotenen waarin de bepalingen van het reglement niet uitdrukkelijk voorzien. Indien de pensioeninstelling hierbij belanghebbende partij is, gebeurt dit steeds in samenspraak met haar. De regeling van dergelijke aangelegenheden moet steeds gebeuren binnen de perken en met inachtneming van de goede trouw, de billijkheid, de redelijkheid en de geest van het reglement.

e. Bescherming van de persoonlijke levenssfeer (sectoraal pensioenstelsel)

De informatie die hierna volgt heeft betrekking op wet- en regelgeving inzake persoonsgegevensbescherming. Onder "persoonsgegevens" worden verstaan alle gegevens betreffende een natuurlijke persoon die de pensioeninstelling (verzekeringsonderneming) verplicht is uit het netwerk van de sociale zekerheid te gebruiken voor de aansluiting bij het sectorale pensioenstelsel en voor het beheer van de pensioenrechten in dit kader. Deze gegevens kunnen al dan niet automatisch worden verwerkt.

Doeleinden van de gegevensverwerking - Rechtsgrond - Ontvangers van de gegevens – Onrechtstreekse gegevensoverdracht

Doeleinden

De persoonsgegevens worden door de pensioeninstelling, verwerkingsverantwoordelijke, verwerkt voor de volgende doeleinden:

- de aansluiting bij en de uitvoering van de pensioentoezegging (*)
- de berekening van de prestaties en de technische voorzieningen (*)
- de naleving van wettelijke en prudentiële verplichtingen (*)
- de opvolging van fiscale controlemaatregelen, de verplichte inhoudingen bij de uitkering van prestaties en de uitgifte van fiscale fiches (*)
- (in voorkomend geval, de aansluiting bij en de uitvoering van de toezegging arbeidsongeschiktheid) (**)
- de behandeling van klachten en mogelijke geschillen (**)
- de opsporing en het voorkomen van fraude, witwaspraktijken en terrorisme (***)
- het opmaken van prognoses en van statistieken (***)
- direct marketingdoeleinden (***)

Indien de vereiste persoonsgegevens niet verstrekt zouden worden, kan de aansluiting bij en de uitvoering van de pensioentoezegging (in voorkomend geval de toezegging arbeidsongeschiktheid) door de pensioeninstelling niet worden opgevolgd.

Rechtsgrond

De persoonsgegevens worden verwerkt:

- (*) om te voldoen aan wettelijke verplichtingen;
- (**) in het kader van de uitvoering van de verzekeringsovereenkomst tussen de inrichter (verzekeringsnemer) en de pensioeninstelling waarbij de aangeslotene partij is;.
- (***) ter behartiging van gerechtvaardigde belangen.

Bij elk doeleinde dat onder de vorige titel voorkomt, werd de rechtsgrond voor de verwerking aangeduid via de hiervoor vermelde steraanduiding.

Ontvangers van de gegevens

Binnen de hierboven opgesomde doeleinden, kunnen de persoonsgegevens gecommuniceerd worden aan ondernemingen die deel uitmaken van de groep Federale Verzekering, aan natuurlijke personen of ondernemingen die als dienstverlener of verwerker optreden voor rekening van de pensioeninstelling evenals aan andere betrokken derde partijen zoals een mede- of herverzekeringsonderneming, een bevoegde overheidsdienst, een advocaat of bemiddelaar in het kader van geschillenbeslechting.

Onrechtstreekse gegevensoverdracht

Wanneer de aangeslotene aan de pensioeninstelling persoonsgegevens van begunstigden meedeelt, vraagt de pensioeninstelling hen te informeren over deze gegevensoverdracht, de verwerking en de daarmee verband houdende rechten.

Vertrouwelijkheid

Technische en organisatorische maatregelen werden genomen om de vertrouwelijkheid en de veiligheid van de persoonsgegevens te garanderen. De toegang wordt beperkt tot de medewerkers die deze beroepshalve verwerken of nodig hebben.

Bewaring van de verwerkte gegevens

De verwerkte gegevens worden door de pensioeninstelling bewaard gedurende de tijd die nodig is om het doeleinde te realiseren. Deze duurtijd zal verlengd worden door de verjaringstermijn alsook door elke bewaartijd die wordt opgelegd door wet- of regelgeving.

Rechten van de aangeslotene

De aangeslotene van wie persoonsgegevens verwerkt worden kan:

- inzage vragen van die gegevens;
- onjuiste gegevens laten rectificeren;
- gegevens laten wissen;
- een beperking van de verwerking verkrijgen;
- gegevens verkrijgen en/of laten overdragen naar een andere verwerkingsverantwoordelijke;
- bezwaar maken tegen de verwerking.

Voor de omvang en de draagwijdte van de hiervoor vermelde rechten wordt verwezen naar het Privacybeleid op de website van de verwerkingsverantwoordelijke. Indien de persoonsgegevens gebruikt worden voor Direct Marketing, kan de aangeslotene zich hiertegen steeds verzetten.

Elke vraag in verband met de hiervoor vermelde rechten kan worden ingediend:

- via een gedateerde en ondertekende brief aan: de Data Protection Officer - Stoofstraat 12 - 1000 Brussel
- via e-mail aan: privacy@federale.be

Vereist is dat de aangeslotene bij zijn vraag een recto-verso kopie van zijn identiteitskaart voegt.

Contactgegevens

Meer informatie is terug te vinden op www.federale.be of kan bekomen worden via e-mail aan privacy@federale.be of via brief aan Federale Verzekering, t.a.v. de Data Protection Officer - Stoofstraat 12 - 1000 Brussel.

Eventuele klachten met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens kunnen gericht worden naar de Gegevensbeschermingsautoriteit.

f. Klachten

Elke mogelijke klacht in verband met deze verzekering kan gericht worden aan:

- Federale Verzekering, Dienst Klachtenbeheer, Stoofstraat 12 te 1000 Brussel
Fax: 02.509.06.03 – klachten.beheer@federale.be (in eerste instantie);
- of de Ombudsman van de Verzekeringen, De Meeûssquare 35 te 1000 Brussel
Fax 02.547.59.75 – info@ombudsman.be (in laatste instantie)

zonder dat dit afbreuk doet aan het recht van de inrichter om een rechtsvordering in te stellen.

BIJLAGE CAO

PENSIOENREGLEMENT (release 2018)

PENSIOENREGLEMENT

BIJZONDERE BEPALINGEN

1. Voorwerp, type en doel van het pensioenstelsel

In uitvoering van de CAO van 20 juni 2014 voert het Sociaal Fonds voor de Grind- en Zandgroeven, hierna de inrichter, een sectoraal pensioenstelsel van het type vaste bijdragen zonder rendementsgarantie van de inrichter in en dit met het oog op het financieren van een sectoraal pensioen ten gunste van de arbeid(st)ers die bedoeld zijn onder het punt 5. Aansluiting.

Het doel van dit pensioenstelsel is het garanderen, buiten de wettelijke pensioenverplichtingen en ter verhoging ervan:

- a) aan de aangeslotene zelf, een kapitaal, bij pensionering of op een ogenblik zoals bepaald in artikel 16 van de algemene bepalingen onder 'Uitbetaling zonder pensionering';
- b) aan de begünstigde(n) die door dit reglement wordt (worden) aangeduid, een kapitaal in geval van overlijden van de aangeslotene vóór de eindleeftijd.

Het rendement van het sectoraal pensioenstelsel is gelijk aan de som van de technische rentevoet en van de eventuele winstdeelname die de pensioeninstelling aan de werkgeversbijdrageovereenkomsten (individuele rekeningen) toekent.

2. Documenten

Het **pensioenreglement** is het geheel van contractuele bepalingen die de voorwaarden die uitvoering geven aan het pensioenstelsel, vaststellen, alsook de rechten en verplichtingen van de werknemers inzake aansluiting, de rechten en de verplichtingen van de aangeslotene, de inrichter en de pensioeninstelling.

De **bijzondere bepalingen** beschrijven de regels die op uniforme wijze gelden voor alle aangeslotenen die dit pensioenstelsel genieten.

De **algemene bepalingen** beschrijven de werkingsprincipes en -modaliteiten die van toepassing zijn op dit pensioenstelsel en op alle gelijkaardige pensioenstelsels die bij de pensioeninstelling worden uitgevoerd.

In uitvoering van het pensioenreglement wordt op het hoofd van elke aangeslotene een overeenkomst (**werkgeversbijdrageovereenkomst**) gesloten die aangeeft waarvoor de aangeslotene verzekerd is en welke de financiering is.

De bijzondere bepalingen en de algemene bepalingen moeten samen gelezen worden en vormen één geheel.

De bijzondere bepalingen hebben evenwel voorrang op de algemene bepalingen.

De pensioeninstelling behoudt zich het recht voor alle niet uitdrukkelijk door de bijzondere bepalingen voorziene situaties te regelen in overeenstemming met de algemene bepalingen.

3. Werking in de tijd

Het pensioenstelsel vangt aan op 1 juli 2014.

4. Definities

4.1. Pensioenstelsel

collectieve pensioentoezegging

4.2. Inrichter

Sociaal Fonds voor de Grind- en Zandgroeven FBZ, Mgr. Broekxplein 6, 3500 HASSELT

4.3. Pensioeninstelling

Federale Verzekering, Vereniging van Onderlinge Levensverzekeringen, Stoofstraat 12, 1000 BRUSSEL

4.4. Werkgever

de onderneming die ressorteert onder het PC 102.06 en die valt onder het toepassingsgebied van de CAO die het sectoraal pensioenstelsel regelt

4.5. Arbeid(st)er

de natuurlijke persoon die een arbeidsovereenkomst voor arbeid(st)ers heeft afgesloten met de werkgever en die in de DmfA-aangifte voorkomt onder kengetal "463". Volledigheidshalve wordt gesteld dat leerlingen allerhande, personen die een beroepsopleiding volgen of studenten, niet onder de definitie vallen. Evenmin vallen onder de definitie de arbeid(st)ers met een toegelaten activiteit na pensionering.

4.6. Sector

sector voor het bedrijf der grind- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg en Vlaams-Brabant, de witzandexploitatie uitgezonderd (PSC 102.06)

4.7 Aangeslotene

- *Actieve aangeslotene*: de arbeid(st)er in dienst van de werkgever waarvoor de inrichter een pensioenstelsel heeft ingevoerd en die aan de aansluitingsvoorwaarden van dit pensioenstelsel voldoet.
- *Passieve aangeslotene (slaper)*: de gewezen arbeid(st)er die nog steeds actuele of uitgestelde rechten geniet omdat hij bij zijn uittreding verkozen heeft zijn verworven reserves, zonder wijziging van de pensioentoezegging, bij de pensioeninstelling te laten.

Waar nodig wordt het onderscheid actieve/passieve aangeslotene gemaakt in het pensioenreglement.

4.8. Begunstigde

persoon in wiens voordeel de prestatie bedongen is

4.9. Eindleeftijd

de normale eindleeftijd is vastgesteld op de eerste dag van de maand volgend op het bereiken van de normale wettelijke pensioenleeftijd die -bij de inwerkingtreding van het pensioenstelsel- vastgesteld is op de leeftijd van 65 jaar. Indien de normale wettelijke pensioenleeftijd zou verhogen, zal de nieuwe normale wettelijke pensioenleeftijd automatisch gelden als eindleeftijd voor de nieuwe aansluitingen. Voor de aangeslotene(n) met eindleeftijd 65 jaar zal, voor zover geen dwingende wettelijke bepalingen tussenkomend, als eindleeftijd 65 jaar behouden blijven. Het verlengingsscenario na de normale eindleeftijd is opgenomen in artikel 16 van de algemene bepalingen.

4.10. Pensioenbijdrage, ook premiebudget of bijdrage

de bijdrage die wordt toegewezen aan de werkgeversbijdrageovereenkomst

4.11. Werkgeversbijdrageovereenkomst

de individuele rekening op naam van de aangeslotene die gespijst wordt door de pensioenbijdragen en die het rendement geniet dat de pensioeninstelling toekent (technische rentevoet en winstdeelname)

4.12. Jaarlijkse aanpassingsdatum

de jaarlijkse aanpassingsdatum is 31 december van elk kalenderjaar

5. Aansluiting

De arbeid(st)er wordt vanaf de indiensttreding bij de werkgever aangesloten.

De werknemer die na de indiensttreding bij de werkgever overstapt naar de categorie van de arbeid(st)ers, wordt aangesloten vanaf het ogenblik waarop hij tot de categorie van de arbeid(st)ers behoort.

De aansluiting gebeurt evenwel ten vroegste op 1 juli 2014, datum van inwerkingtreding van het pensioenstelsel.

Aansluiting is verplicht.

6. Beëindiging van de aansluiting

De aansluiting neemt een einde op:

- op de eerste dag van de maand samenvallend met of volgend op de dag waarop de aangeslotene pensioneert;
- op de eerste van de maand samenvallend met of volgend op de dag waarop de aangeslotene niet meer in dienst is van een werkgever die onder het toepassingsgebied van het pensioenstelsel valt en zijn reserves de pensioentoezegging verlaten hebben;
- de datum van het overlijden van de aangeslotene vóór de eindleeftijd.

7. Pensioenbijdrage (ook premiebudget)

- 7.1. De actieve aangeslotene heeft vanaf 2015 recht op een trimestriële pensioenbijdrage.

Speciale regeling voor 2014

Aangezien het pensioenstelsel op 1 juli 2014 in werking treedt, zijn de trimestriële pensioenbijdragen voor het eerste en tweede kwartaal van 2014 slechts verworven op 30 september 2014. Verwezen wordt naar de overeenkomstige bepaling van de CAO van 20 juni 2014.

- 7.2 De trimestriële pensioenbijdragen worden bij het verstrijken van het kalenderjaar toegekend met valutadata 31 maart, 30 juni, 30 september en 31 december. Zij zijn op die data verworven voor zover aan de voorwaarde vermeld in punt 7.3, voldaan is.

De aangeslotene die in de loop van een trimester uitreedt, overlijdt of de eindleeftijd bereikt, heeft bijgevolg geen recht op de pensioenbijdrage voor dat trimester.

- 7.3. De trimestriële pensioenbijdrage wordt toegekend voor zover de aangeslotene in de DmfA-aangifte van het betreffende trimester met ten minste één dag onder prestatiecode 1, 2, 3, 5, 60, 70, 71 of 72 voorkomt. Als er alleen een verbrekkingsvergoeding (looncode 3) aangegeven wordt in combinatie met prestatiecode 1, is de bijdrage niet verschuldigd. (Concreet betekent dit dat een trimester waarin enkel ziektedagen voorkomen of een trimester waarin een verbrekkingsvergoeding wordt uitgekeerd zonder dat er prestaties zijn, niet in aanmerking komt voor de toekenning van de pensioenbijdrage.)

- 7.4. Voor wat de omvang van de pensioenbijdrage betreft, wordt geen onderscheid gemaakt naargelang het arbeidsregime van de aangeslotene.

- 7.5. Bij de inwerkingtreding van het pensioenstelsel op 1 juli 2014, wordt aan de arbeid(st)er die op 1 juli 2014 tewerkgesteld is in de sector en bijgevolg aangesloten wordt, een pensioenbijdrage die benoemd wordt als *inhaalbijdrage*, toegekend. De valutadatum van de inhaalbijdrage is 1 juli 2014.

- 7.6. De hiervoor bedoelde pensioenbijdragen omvatten de bijzondere sociale zekerheidsbijdragebijdrage, die op het ogenblik van de inwerkingtreding van het pensioenstelsel 8,86% bedraagt, niet.

Omwille van het specifieke statuut van de inrichter (Fonds voor Bestaanszekerheid), is er geen verzekeringstaks op de pensioenbijdragen verschuldigd.

- 7.7 De pensioenbijdrage wordt onder de vorm van een (historisch) overzicht opgenomen in een bijlage bij de bijzondere bepalingen van dit pensioenreglement.

8. Betaling van de pensioenbijdragen – Financieringsfonds – toewijzing van de pensioenbijdragen aan de werkgeversbijdrageovereenkomsten

- 8.1. De inrichter staat in voor de betaling van de pensioenbijdragen. Zij worden, bij middel van jaarlijkse voorschotten, door de inrichter aan de pensioeninstelling betaald tegen uiterlijk de laatste werkdag van de eerste week van elk kalenderjaar. (De voorschotbijdrage voor het kalenderjaar X moet met andere woorden uiterlijk in de eerste week van het kalenderjaar X geregeld worden.) Bij de opstart van het pensioenstelsel wordt de eerste voorschotbijdrage (die bestaat uit de inhaalbijdrage 2013 en voorschotbijdrage 2014) voorzien tegen uiterlijk 15 juli 2014.

8.2. De pensioeninstelling stort de betaalde pensioenbijdragen in het Financieringsfonds.

De toewijzing van de pensioenbijdragen aan de werkgeversbijdrageovereenkomsten, met retroactief effect op het einde van elk trimester, gebeurt éénmaal per jaar en wel nadat de pensioeninstelling de gegevens met betrekking tot het verstreken jaar uit het KSZ-netwerk, via BASP, ontvangen heeft. De nodige fondsen worden op dat ogenblik uit het Financieringsfonds gelicht. (Veiligheidshalve wordt hier gepreciseerd dat een afwijkende regeling inzake toewijzing van de pensioenbijdragen voorzien is voor de inhaalbijdrage 2013 en de pensioenbijdragen voor de eerste twee trimesters van 2014. De inhaalbijdrage 2013 wordt toegewezen op 1 juli 2014, de pensioenbijdragen voor de eerste twee trimesters van 2014 worden toegewezen op 30 september 2014.)

Indien zich bij de toewijzing een tekort zou voordoen, is de inrichter gehouden, binnen de tien werkdagen nadat de pensioeninstelling hem hiervan op de hoogte heeft gebracht, het tekort aan te zuiveren. In deze situatie zal de pensioeninstelling aan de inrichter ook een negatief rendement ten laste van het Financieringsfonds, aanrekenen.

8.3 Er wordt geen vrije reserve opgebouwd.

8.4 Het Financieringsfonds behoort toe aan de aangeslotenen.

Indien een arbeid(st)er om één of andere reden ophoudt deel uit te maken van het toepassingsgebied van de CAO die het sectoraal pensioenstelsel invoert, kan hij op geen enkele wijze aanspraak maken op de tegoeden van het Financieringsfonds.

Wanneer het pensioenstelsel wordt opgeheven of wanneer de inrichter verdwijnt, om welke reden ook en zonder dat de verplichtingen worden overgenomen door een derde, worden de achterstallige bijdragen en het bedrag dat nodig is om de door de sociale wetgeving vastgestelde minimumrendementsgarantie te financieren, aangezuiverd en wordt het Financieringsfonds daarna verdeeld onder de actieve aangeslotenen in verhouding tot hun verworven reserves.

9. Verworven reserves - verworven prestaties - rechten van de aangeslotene op de werkgeversbijdrageovereenkomst

9.1. De verworven reserves zijn de reserves op een bepaald ogenblik waarop de aangeslotene recht heeft overeenkomstig het pensioenstelsel.

9.2. De verworven prestaties zijn gelijk aan de prestaties waarop de aangeslotene aanspraak kan maken overeenkomstig het pensioenreglement indien hij bij uittreding zijn verworven reserves bij de pensioeninstelling laat.

9.3. Tot 31 december 2018

Indien de aangeslotene uittreedt voor het einde van het eerste jaar van zijn aansluiting, zijn de pensioenbijdragen die voorkomen op de werkgeversbijdrageovereenkomst niet verworven en worden zij in het Financieringsfonds gestort.

De in het vorige lid bedoelde aangeslotene die nadien herintreedt in de sector, zal een nieuwe aansluitingsperiode van 12 maanden moeten doorlopen vooraleer hij aanspraak kan maken op de werkgeversbijdrageovereenkomst. (Bij herintreding wordt de anciënniteit in de sector met andere woorden op "0" gezet.)

Vanaf 1 januari 2019

Bij uittreding heeft de aangeslotene steeds recht op de verworven reserves

10. Uittreding

- 10.1. Bij uittreding is de inrichter ertoe gehouden binnen een termijn van één jaar de pensioeninstelling van de uittreding in kennis te stellen. Binnen dezelfde periode kan de aangeslotene evenwel zelf aan de pensioeninstelling zijn uittreding melden.

De pensioeninstelling deelt uiterlijk binnen de 30 dagen na de hiervoor vermelde kennisgeving, de volgende gegevens mee aan de inrichter:

- het bedrag van de verworven reserves, zo nodig aangevuld tot de door de sociale wetgeving vastgestelde minimumrendementsgarantie;
- het bedrag van de verworven prestaties;
- de verschillende keuzemogelijkheden (zie: Algemene Bepalingen) en het feit dat de uitkering bij overlijden (pensioenreserve, verhoogd met de winstdeelname) behouden blijft.

De inrichter stelt de aangeslotene onmiddellijk in kennis van de door de pensioeninstelling meegedeelde gegevens.

De aangeslotene moet zijn keuze binnen de 30 dagen na de kennisgeving door de inrichter schriftelijk mededelen aan de pensioeninstelling.

Na ontvangst van de keuze van de aangeslotene voert de pensioeninstelling de keuze uit binnen de 30 dagen.

- 10.2. De praktische benadering van uittreding zal de volgende zijn: de arbeid(st)ers worden geacht uit de sector te zijn getreden als er gedurende twee opeenvolgende kwartalen geen DmfA-aangifte werd gedaan.
Arbeid(st)ers waarvoor wel een DmfA-aangifte werd gedaan maar met enkel gelijkgestelde dagen (bijvoorbeeld omwille van langdurige ziekte) worden niet geacht te zijn uitgetreden.
Vermits de pensioeninstelling door de inrichter gemachtigd werd om rechtstreeks de benodigde gegevens voor het beheer van dit pensioenstelsel uit de KSZ te halen, zal de pensioeninstelling, via deze weg, de hiervoor geschatte procedure opvolgen en optreden in plaats van de inrichter.

De volledige communicatielijn met de aangeslotene zal bijgevolg door de pensioeninstelling verzorgd worden.

- 10.3. Bij overdracht na uittreding worden eventuele tekorten in de verworven reserves onmiddellijk aangezuiverd. De werkgeversbijdrageovereenkomst wordt eveneens aangezuiverd met het eventuele tekort ten opzichte van de door de sociale wetgeving vastgestelde minimumrendementsgarantie.

Dit houdt in dat de hiervoor gedefinieerde verworven reserves, zo nodig, door de inrichter worden aangevuld tot het niveau van de door de sociale wetgeving vastgestelde minimumrendementsgarantie. Deze eventuele aanvulling zal door de pensioeninstelling uit het Financieringsfonds geput worden of indien niet genoeg middelen in het Financieringsfonds aanwezig zijn, door de inrichter gestort worden. Geenszins kan de pensioeninstelling door de aangeslotene worden aangesproken om deze tekorten bij te passen.

- 10.4. De gewezen aangeslotene die kiest voor de onmiddellijke overdracht van zijn verworven reserves, maakt de ontbrekende inlichtingen en/of bewijsstukken met betrekking tot geleverde prestaties waarvan de pensioeninstelling nog niet op de hoogte is, gezien de "achteraf" ontvangst en de verwerking van de gegevensstromen uit de KSZ, over aan de

pensioeninstelling. De pensioeninstelling bezorgt de gewezen aangeslotene een instructie hierover. Bedoeling is om de verworven reserves (in voorkomend geval aangevuld tot het niveau van de door de sociale wetgeving vastgestelde minimumrendementsgarantie), zonder uitstel, correct toe te kennen.

Indien de gewezen aangeslotene een door dit pensioenreglement opgelegde verplichting niet nakomt, waardoor voor hem enig verlies van recht ontstaat, dan zullen de pensioeninstelling en de inrichter in dezelfde mate ontslagen zijn van hun verplichtingen tegenover de gewezen aangeslotene (of zijn begunstigde) in verband met de bij dit pensioenreglement beoogde pensioenreserve.

11. Prestaties – Uitbetaling – Af te leveren documenten bij uitbetaling leven/overlijden

11.1. *Bij leven van de aangeslotene*

De pensioenreserve, verhoogd met de winstdeelname op de werkgeversbijdrage-overeenkomst, wordt bij pensionering van de aangeslotene uitgekeerd. Op aanvraag van de aangeslotene kan de pensioenreserve worden uitgekeerd conform met wat voorzien is in artikel 16 van de algemene bepalingen en dit en dit voor zover geen wettelijke bepalingen zich hiertegen verzetten. Volledigheidshalve wordt toegevoegd dat een vroegtijdige uitkering niet mogelijk is voor de aangeslotene die pensioneert als ex-mijnwerker of krachtens een ander specifiek beroep dat wettelijke pensionering vóór de wettelijke pensioenleeftijd mogelijk maakt.

In voorkomend geval is de inrichter gehouden dit bedrag aan te vullen tot het niveau van de door de sociale wetgeving vastgestelde minimumrendementsgarantie.

De pensioeninstelling betaalt dit kapitaal aan de aangeslotene, na ontvangst van de door de aangeslotene ondertekende vereffeningsskwitantie.

11.2. *Bij overlijden van de aangeslotene vóór de eindleeftijd*

Het bedrag van de pensioenreserve, verhoogd met de winstdeelname die op het ogenblik van het overlijden van de aangeslotene op de werkgeversbijdrageovereenkomst voorkomt, wordt bij vooroverlijden van de aangeslotene aan de begunstigde uitgekeerd.

De pensioeninstelling betaalt dit kapitaal aan de begunstigde, na ontvangst van de door de begunstigde ondertekende vereffeningsskwitantie.

De pensioeninstelling heeft het recht een bewijs van leven van de begunstigde te vragen.

De begunstigde bij overlijden wordt bepaald volgens de volgende rangorde:

- *de echtgeno(o)t(e) van de aangeslotene of de wettelijk samenwonende partner behalve in de volgende gevallen:*
 - *de echtgenoten zijn gerechtelijk van tafel en bed gescheiden;*
 - *een schriftelijk verzoek werd bij de rechtbank ingediend om gerechtelijk echtscheiding of scheiding van tafel en bed te verkrijgen;*
- *bij ontstentenis, de descendenteren in de eerste graad van de aangeslotene of bij plaatsvervulling, hun afstammelingen;*
- *bij ontstentenis de ascendenten in de eerste graad van de aangeslotene;*
- *bij ontstentenis de nalatenschap van de aangeslotene;*
- *bij ontstentenis het Financieringsfonds.*

Indien door deze rangorde meer dan één begunstigde aangeduid wordt, zal er een evenredige verdeling gebeuren tussen de verschillende begunstigden.

De aangeslotene kan van deze rangorde niet afwijken en kan geen begunstigde bij naam aanduiden.

11.3 Zowel bij leven als bij overlijden

De aangeslotene of de begunstigde maakt de ontbrekende inlichtingen en/of bewijsstukken met betrekking tot geleverde prestaties waarvan de pensioeninstelling nog niet op de hoogte is, gezien de "achteraf" ontvangst en de verwerking van de gegevensstromen uit de KSZ, over aan de pensioeninstelling. De pensioeninstelling bezorgt de aangeslotene/begunstigde een instructie hierover. Bedoeling is om de verworven reserves (in voorkomend geval aangevuld tot het niveau van de door de sociale wetgeving vastgestelde minimumrendementsgarantie), zonder uitstel, correct toe te kennen.

Indien de aangeslotene/begunstigde een door dit pensioenreglement opgelegde verplichting niet nakomt waardoor voor hem enig verlies van recht ontstaat, dan zullen de pensioeninstelling en de inrichter in dezelfde mate ontslagen zijn van hun verplichtingen tegenover de aangeslotene of zijn begunstigde in verband met de bij dit pensioenreglement geregelde prestatie.

12. Diverse bepalingen

- 12.1. Er zijn geen medische formaliteiten bij aansluiting.
- 12.2. Verdaging na de wettelijke pensioenleeftijd is voorzien. Verwezen wordt naar het specifieke verlengingsscenario dat opgenomen is in artikel 16 van de algemene bepalingen.
- 12.3. (zonder inhoud)
- 12.4. Met betrekking tot de jaarlijkse en tussentijdse aanpassingen is enkel het eerste lid van artikel 6 van de algemene bepalingen van toepassing.
- 12.5. Conform de algemene bepalingen (artikel 18), kan de actieve aangeslotene op geen enkel ogenblik vrijwillige persoonlijke stortingen doen.

- 12.6. In afwijking op de algemene bepalingen (artikel 17) heeft de aangeslotene geen enkel recht in het kader van vastgoedverrichtingen.
- 12.7. In het kader van deze groepsverzekering wordt enkel in een onthaalstructuur voorzien voor de reserves uit hoofde van een vorige tewerkstelling die de aangeslotene overdraagt naar de pensioeninstelling, situatie die beoogd is in artikel 19, a) eerste gedachtestreepje van de algemene bepalingen.

Het artikel 19, d) is niet van toepassing.

- 12.8. Voor zover geen elektronische consultatie via de website van de inrichter of de pensioeninstelling mogelijk is of voor zover de wettelijke bepalingen ter zake geen andere regeling voorzien, kunnen de aangeslotenen het pensioenreglement, het jaarlijks beheersverslag (transparantieverslag) alsook het verslag rond de beleggingsbeginselen van de pensioeninstelling, via eenvoudig verzoek aan de inrichter, bekomen.

Voor zover geen elektronische consultatie via de website van de pensioeninstelling mogelijk is, kunnen de aangeslotenen die een kopie van de jaarrekening en/of het jaarverslag van de pensioeninstelling wensen, dit stuk (deze stukken) via eenvoudig verzoek aan de pensioeninstelling, bekomen.

- 12.9. Alles wat in de algemene bepalingen voorkomt rond persoonlijke bijdrage/persoonlijke bijdrageovereenkomst is niet van toepassing.
- 12.10. De pensioeninstelling kan niet verantwoordelijk gesteld worden voor enig nadelig fiscaal gevolg met betrekking tot de aftrekbaarheid van de financiering van het pensioenstelsel op het niveau van de werkgever behalve in de situaties die door de wetgeving voorzien zijn en voor zover de pensioeninstelling een fout in de zin van de wetgeving kan verweten worden.
- 12.11. In het artikel 11 van de algemene bepalingen wordt alles wat vermeld is vanaf het 7^{de} lid geschrapt en vervangen door de volgende bepalingen:

"De inrichter is gehouden om voorafgaandelijk aan de overdracht de afkoopvergoeding als hierna bedoeld aan de pensioeninstelling over te maken.

Het Financieringsfonds vormt een theoretische afkoopwaarde.

De afkoopvergoeding is gelijk aan 2% van de theoretische afkoopwaarden. Evenwel, als op het ogenblik van de overdracht, het verschil tussen de gemiddelde technische rentevoet die door de pensioeninstelling toegekend wordt aan de te transfereren reserves en de rentevoet van de 10-jarige OLO's, groter is dan 2%, zal de afkoopvergoeding gelijk zijn aan dit verschil + 2%."

Bijlage: (historisch) overzicht van de pensioenbijdrage

Inhaalbijdrage 2013¹

| |
|---------|
| 125 eur |
|---------|

¹ enkel voor de arbeid(st) ers die aangesloten werden bij de inwerkingtreding van het sectorpensioenstelsel op 1 juli 2014

Opstartregeling: eerste twee trimesters 2014 - toekenning op 30 september 2014

| T1 van 2014 | T 2 van 2014 | T3 van 2014 | T 4 van 2014 |
|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 30/09: 62,50 eur | 30/09: 62,50 eur | 30/09: 62,50 eur | 31/12: 62,50 eur |

Vanaf 1 juli 2014² - trimestriële pensioenbijdrage

| T 1 | T 2 | T 3 | T 4 |
|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 31/03: 62,50 eur | 30/06: 62,50 eur | 30/09: 62,50 eur | 31/12: 62,50 eur |

² de pensioenbijdrage, die een trimestriële bijdrage is, is verworven op het einde van elk trimester (31 maart, 30 juni, 30 september en 31 december), voor zover de aangeslotene in het betreffende trimester niet uittreedt, overlijdt of de eindleeftijd bereikt en er voor hem in de DmfA aangifte van het betreffende trimester ten minste één dag onder prestatiecode 1, 2, 3, 5, 60, 70, 71 of 72 voorkomt

F-Benefit

Dispositions Générales – release 2018

| | |
|--|----|
| DEFINITIONS | 4 |
| GENERALITES | 7 |
| Article 1. Objectif et principes de fonctionnement de l'assurance de groupe | 7 |
| Article 2. Tarifs..... | 8 |
| Article 3. Participation aux bénéfices..... | 8 |
| Article 4. Fonds de financement | 8 |
| Article 5. Capital décès défini..... | 9 |
| Article 6. Adaptations annuelles et intermédiaires..... | 10 |
| PAIEMENT DES CONTRIBUTIONS | 10 |
| Article 7. Mode de paiement des contributions | 10 |
| Article 8. Non-paiement des contributions par l'organisateur | 11 |
| RESILIATION DE L'ASSURANCE DE GROUPE ET DISPOSITIONS CONNEXES | 11 |
| Article 9. Abrogation ou modification de l'engagement de pension | 11 |
| Article 10. Changement d'organisme de pension | 12 |
| Article 11. Rachat par l'organisateur et transfert des valeurs de rachat théorique à un autre organisme de pension | 12 |
| Article 12. Clause de modification..... | 13 |
| Article 13. Cessation des activités de l'organisateur..... | 13 |
| DROITS DE L'AFFILIE | 14 |
| Article 14. Garantie de rendement légale – la méthode horizontale | 14 |
| Article 15. Droits en cas de sortie..... | 14 |
| Article 16. Liquidation et prolongation, droit au rachat des réserves acquises..... | 15 |
| Article 17. Droits dans le cadre d'opérations immobilières | 16 |
| Article 18. Droit au paiement de primes complémentaires - contrat personnel..... | 16 |
| Article 19. Structure d'accueil - contrats transférés..... | 17 |
| PAIEMENT VIE/DECES..... | 19 |
| Article 20. Mode de paiement des prestations..... | 19 |
| Article 21. Rachat par l'affilié respectivement l'organisme de pension..... | 20 |
| Article 22. Déclaration du décès de l'affilié..... | 20 |
| Article 23. Documents à fournir lors du paiement vie/décès | 20 |
| DISPOSITIONS SPECIALES CONCERNANT LA GARANTIE DECES SOUS RISQUE | 21 |
| Article 24. Bénéficiaire(s) en cas de décès prématuré de l'affilié | 21 |
| Article 25. Description/modification du risque - obligation de communication de l'affilié..... | 21 |

| | |
|---|-----------|
| Article 26. Affections préexistantes | 22 |
| Article 27. Entendue de la garantie décès sous risque | 22 |
| INFORMATIONS CONCERNANT LA GESTION DE L'ENGAGEMENT DE PENSION..... | 24 |
| Article 28. Rapport de transparence | 24 |
| DISPOSITIONS DIVERSES..... | 24 |
| Article 29. Limitation fiscale (règle des 80%) | 24 |
| Article 30. Réserves acquises - règles d'actualisation | 25 |
| Article 31. Modification des dispositions générales..... | 25 |
| Article 32. Législation applicable et dispositions (para-)fiscales en cas de liquidation..... | 25 |
| Article 33. Divers | 26 |

DEFINITIONS

Assurance de groupe (assurance principale)

contrat ou ensemble de contrats d'assurance vie conclus auprès d'un organisme de pension par un organisateur en exécution d'un engagement de pension collectif en faveur de l'ensemble ou d'une partie de son personnel et/ou de ses dirigeants.

Organisateur (preneur d'assurance)

- l'employeur qui prend un engagement (régimes de pension d'entreprises);
- la personne morale, composée paritairement, désignée par une convention collective de travail conclue au sein d'une commission paritaire ou sous-commission paritaire, constituée en vertu du chapitre III de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, qui instaure un régime de pension (régimes de pension sectoriels).

Affilié

le travailleur qui appartient à la catégorie du personnel pour laquelle l'organisateur prend un engagement et qui satisfait aux conditions d'affiliation du règlement ('affilié actif') ainsi que l'ancien affilié (dormeur) qui bénéficie toujours des droits actuels ou différés conformément au règlement.

Si nécessaire, dans le présentes dispositions la précision 'ancien affilié' (dormeur) respectivement 'affilié actif' est utilisé.

Cédant

le travailleur qui transfère ses réserves pension à la structure d'accueil.

Cohabitant légal

un affilié est considéré comme cohabitant légal si il ou elle cohabite en vertu de la loi du 23 novembre 1998 instaurant la cohabitation légale ou en vertu d'une réglementation étrangère similaire.

Bénéficiaire

personne en faveur de laquelle la prestation d'assurance est conclue.

Les prestations en cas de vie sont stipulées en faveur de « l'affilié ».

En cas de décès prématuré de l'affilié, les prestations en cas de décès reviennent au « bénéficiaire ».

Bénéficiaire acceptant

le bénéficiaire est désigné comme bénéficiaire acceptant lorsqu'il accepte explicitement le bénéfice et qu'il confirme cette acceptation par écrit à l'organisme de pension.

L'acceptation est actée dans un avenant aux contrats de l'affilié/du cédant portant les signatures de l'organisateur, du bénéficiaire, de l'affilié/du cédant et de l'organisme de pension.

Pour les contrats repris dans la structure d'accueil, la signature par l'organisateur de l'avenant d'acceptation du bénéfice n'est pas nécessaire.

Si l'affilié/le cédant veut désigner un autre bénéficiaire, utiliser ses contrats dans le cadre d'opérations immobilières, transférer ses contrats à un autre organisme de pension dans le cadre du rachat de l'assurance de groupe par l'organisateur, ou, en cas de sortie transférer ses réserves acquises ou -dans la mesure où la légalisation applicable le permet- racheter ses contrats, l'accord écrit préalable du bénéficiaire acceptant est nécessaire.

Pour les contrats repris dans la structure d'accueil, l'autorisation du bénéficiaire acceptant est également requise pour toute modification impliquant une réduction du capital décès.

Organisme de pension

FEDERALE ASSURANCE, Association d'Assurances Mutualles sur la Vie, rue de l'Étuve 12, 1000 Bruxelles, organisme de pension agréé sous le numéro de code 0346 RPM Bruxelles TVA BE 0408.183.324; Compte financier BIC: BBRUBEBB IBAN: BE64 3100 7685 9452.

Contribution ou prime

montant(s) payable(s) par l'organisateur ou l'affilié en contrepartie des obligations de l'organisme de pension.

Contribution patronale

prime que l'employeur consacre à l'assurance de groupe.

Contrat contribution patronale

dispositions contractuelles régissant, pour un affilié, la partie de l'assurance de groupe alimentée par les contributions patronales qui ne sont pas versées au fonds de financement.

Contribution personnelle

prime correspondant aux versements obligatoires de l'affilié pour l'assurance de groupe. Les contributions personnelles sont retenues sur le salaire net.

Contrat contribution personnelle

dispositions contractuelles régissant, pour un affilié, la partie de l'assurance de groupe alimentée par ses versements obligatoires.

Engagement de type "contributions définies"

l'engagement à payer des contributions définies au préalable dans une assurance de groupe.

Sortie

- 1) expiration du contrat de travail avec l'organisateur autrement que par le décès ou la mise à la retraite (régimes de pension d'entreprises);
- 2) le transfert de l'affilié dans le cadre d'un transfert (d'une partie) d'entreprise ou (une partie) d'établissement résultant d'une cession conventionnelle ou d'une fusion lorsque l'engagement de pension collectif de l'affilié n'est pas transféré (régimes de pension d'entreprises).
- 3) expiration du contrat de travail autrement que par le décès ou la mise à la retraite, pour autant que le travailleur n'a pas conclu de nouveau contrat de travail avec un employeur qui tombe sous le champ d'application du même régime de pension que celui de son ancien employeur (régimes de pension sectoriels).
- 4) expiration de l'affiliation par le fait que l'employeur ou, dans cas de transfert du contrat de travail, le nouvel employeur ne relève plus du champ d'application de la convention collective de travail par laquelle le régime de pension est instauré (régime de pension sectoriel).

L'interprétation de ce terme peut changer dans le temps. On donnera toujours la même interprétation à ce terme que la législation en vigueur présume.

Disposition particulière régime de pension multi-organisateurs (RPMO)

Lorsque l'expiration du contrat de travail autrement que par décès ou mise à la retraite, est suivi par la conclusion d'un contrat de travail avec un autre employeur qui participe au même régime de pension multi-organisateurs que celui du précédent employeur et lorsqu'il n'existe pas de convention de sortie qui règle la reprise des droits et obligations entre les employeurs participants (employeur quitté, respectivement le nouvel employeur avec lequel le contrat de travail est conclu).

Sortie light

Fin de l'affiliation en raison du fait que le travailleur ne remplit plus les conditions d'affiliation du régime de pension, sans que cela ne coïncide avec l'expiration du contrat de travail autrement que par le décès ou la mise à la retraite.

Prestation acquise (à un moment donné) dans une assurance de groupe

prestation à laquelle l'affilié a droit à l'âge terme, lorsqu'il quitte le service de l'organisateur ou lorsqu'il ne satisfait plus aux conditions d'affiliation (sortie light).

Réserve acquise (à un moment donné)

réserve de pension pour laquelle les droits de l'organisateur sont transférés à l'affilié à la date de sa sortie ou à la date à laquelle il ne satisfait plus aux conditions d'affiliation (sortie light), la réserve étant calculée à ce moment.

Rachat d'un contrat

résiliation du contrat par l'organisateur/l'affilié/le cédant.

Valeur de rachat théorique

par valeur de rachat théorique, on entend la "réserve pension" ou "la réserve vie", le cas échéant diminuée de la prime de risque qui finance la garantie décès sous risque, à laquelle la participation aux bénéfices vie est ajoutée.

Valeur de rachat à un moment donné

prestation à verser par l'organisme de pension en cas de rachat du contrat.

Cessation du paiement de la prime ou réduction d'un contrat

cessation du paiement des primes. Lorsqu'un capital décès défini est prévu et pour autant qu'il ne s'agisse pas de sortie/sortie light, son financement sera poursuivi par la déduction à la fin de chaque mois, de la prime de risque de la réserve vie.

Affection préexistante

une lésion corporelle et/ou une atteinte à la santé dans le chef de l'affilié datant d'avant la souscription du contrat, d'avant une majoration non contractuelle (en ce qui concerne cette majoration), ou d'avant la remise en vigueur de la prestation assurée.

Capital décès défini ou capital décès minimum

capital mentionné dans le contrat de l'affilié. Ce capital comprend la réserve vie, la participation aux bénéfices vie et la participation aux bénéfices décès sur le capital sous risque.

Capital décès sous risque

Le capital décès sous risque est constitué par la différence entre le capital décès défini et le montant de la réserve vie, la participation aux bénéfices vie et la participation aux bénéfices décès sur le capital sous risque.

Prime de risque

prime nécessaire pour assurer le capital décès sous risque.

Elle est calculée en fonction du tarif qui a été déposé par l'organisme de pension auprès de l'autorité chargée du contrôle (prudentiel), du capital sous risque et de l'âge de l'affilié.

Frais d'entrée

des frais d'entrée sont prélevés sur toute contribution diminuée au préalable des taxes. Les frais d'entrée sont mentionnés dans les dispositions particulières.

Contribution nette

Le terme contribution nette se réfère à la contribution, hors taxes, de l'organisateur ou de l'affilié de laquelle les frais d'entrée ont été déduits.

Réserve pension ou réserve vie

montant constitué par la capitalisation des contributions nettes au taux d'intérêt technique en vigueur à la date valeur sur le compte bancaire de l'organisme de pension.

La déduction de la prime de risque décès s'effectue, le cas échéant, à la fin de chaque mois civil aussi bien sur la réserve vie composée à l'aide des contributions personnelles que sur la réserve vie composée à l'aide des contributions de l'organisateur et ce, dans la même proportion que la répartition des contributions.

En outre, cette prime de risque décès est prélevée des différentes tranches de réserves avec leur garantie d'intérêt, ce proportionnellement à leur quote-part dans cette réserve vie.

Age de retraite (âge terme) (P, PP, PPP...)

L'âge de retraite est l'âge qui est généralement mentionné dans les dispositions particulières comme âge terme (date terme) et qui est utilisé pour les calculs des prestations conformément aux dispositions correspondantes dans le règlement de pension.

Le cas échéant, le nouvel âge terme selon l'application de l'art. 16 des présentes dispositions.

Age de retraite dynamique (âge terme) en fonction du moment d'affiliation

- pour les travailleurs qui adhèrent au/a partir du premier février 2019 l'âge de retraite est établi au premier jour du mois qui suit le mois au cours duquel l'affilié atteint l'âge de 65 ans;
- pour les travailleurs qui adhèrent au/a partir du premier février 2025 l'âge de retraite est établi au premier jour du mois qui suit le mois au cours duquel l'affilié atteint l'âge de 66 ans;
- pour les travailleurs qui adhèrent au/a partir du premier février 2030 l'âge de retraite est établi au premier jour du mois qui suit le mois au cours duquel l'affilié atteint l'âge de 67 ans.

Mise à la retraite

La prise de cours effective de la pension de retraite relative à l'activité professionnelle comme travailleur salarié (puisque cette activité a donné lieu à la constitution de la pension complémentaire).

Age légal de la pension

L'âge de la pension selon la législation belge qui règle le régime de pension légal pour les travailleurs salariés.

Age légal de la pension effective de l'affilié

L'âge de la pension selon la législation belge auquel l'affilié peut prendre sa pension légale selon le régime de pension légal pour travailleurs salariés (auquel l'engagement de pension présent de l'organisateur forme un complément).

Pour l'exécution de l'engagement de pension, l'âge légal de la pension effective est considéré comme acquis dans le chef de l'affilié au premier jour du mois qui suit l'âge légal de la pension effective défini ci-dessus.

LPC/Législation sociale

Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

L'AR Vie doit -pour la partie qui relève de la compétence de la FSMA- également être considéré comme légalisation sociale.

Législation prudentielle

Législation qui règle le statut et la surveillance des compagnies d'assurance, ainsi que les arrêtés d'exécution concernant cette législation.

Autorité chargée du contrôle (prudentiel) (social)

L'autorité qui contrôle la législation prudentielle est la BNB.

L'autorité qui contrôle la LPC/législation sociale est la FSMA.

GENERALITES

Article 1. Objectif et principes de fonctionnement de l'assurance de groupe

a. Quel est l'objectif de l'assurance de groupe?

L'assurance de groupe vise, moyennant le paiement de contributions (budget de primes) par l'organisateur/l'affilié, la liquidation au(x) bénéficiaire(s) des prestations prévues au règlement.

L'assurance de groupe ne garantit nullement les engagements de l'organisateur.

b. Quand l'assurance de groupe entre-t-elle en vigueur? A quel moment les contrats contribution patronale et personnelle entrent-ils en vigueur? Pour quelle durée l'assurance de groupe est-elle conclue?

L'assurance de groupe entre en vigueur à la date convenue par les parties.

Les affiliations individuelles s'effectuent comme déterminées dans le règlement.

Les engagements de l'organisme de pension n'entrent cependant en vigueur qu'après paiement des premières contributions, contributions fractionnées ou provisions et pour autant qu'il dispose de toutes les informations nécessaires en vue de calculer les prestations.

L'assurance de groupe est conclue pour une durée indéterminée.

c. Y a-t-il des formalités médicales?

La politique de l'organisme de pension relative à l'acceptation du risque décès impose des formalités médicales.

Si, en application de ses critères d'acceptation, l'organisme de pension constate un risque aggravé, il peut refuser la couverture des prestations, de la majoration des prestations ou de la remise en vigueur du contrat ou porter une surprime en compte.

En déroulant le capital décès défini, comme prévu dans l'article 16 des présentes dispositions, chaque exclusion ou aggravation est déroulée.

Si l'organisme de pension demande un examen médical, cet examen est exécuté à ses frais.

La politique d'acceptation médicale peut être revue à tout moment et est communiquée à l'organisateur à sa demande.

d. Est-il possible de contester l'assurance de groupe ? Est-il possible de contester les contrats contribution patronale et personnelle?

En cas d'omission ou inexactitude (non) intentionnelles, les dispositions légales s'appliquent.

Lorsque la date de naissance de l'affilié qui a été communiquée est incorrecte, les prestations de chaque partie sont majorées ou réduites en fonction de la date de naissance qui aurait dû être prise en considération.

e. Quand le droit de rachat par l'organisateur existe-t-il?

Le rachat n'est possible que lorsque la valeur de rachat théorique est positive. En cas de rachat, la législation sociale en vigueur relative à la relation organisateur/affilié doit être respectée.

f. L'assurance de groupe peut-elle être remise en vigueur?

Le contrat dont le paiement de la prime a été suspendu (contrat réduit), peut être remis en vigueur. Le délai à cet effet s'élève à trois ans. Un contrat racheté ne peut pas être remis en vigueur.

La remise en vigueur du capital décès défini est subordonnée à la politique d'acceptation médicale en vigueur à ce moment auprès de l'organisme de pension. Les frais des éventuels examens médicaux sont entièrement à charge de l'organisme de pension.

La remise en vigueur prend effet à la date communiquée par l'organisme de pension à l'organisateur et au plus tôt le jour de la réception par l'organisme de pension du paiement de la prime qui va de pair avec la remise en vigueur.

Article 2. Tarifs

Les tarifs utilisés par l'organisme de pension en vue de déterminer les prestations assurées, résultent des bases techniques et des méthodes déposées par lui auprès de l'autorité chargée du contrôle (prudentiel).

Les contributions nettes sont capitalisées à partir de la date valeur jusqu'à l'(au premier) âge terme au taux d'intérêt technique en vigueur à ce moment.

En cas de prolongation à un nouvel âge terme, la capitalisation des réserves de pension constituées est réalisée jusqu'au nouvel âge terme au taux d'intérêt technique en vigueur à la date d'entrée de la prolongation.

Par une annonce publique sur le site internet de l'organisme de pension, l'organisateur/tout intéressé est informé du taux d'intérêt technique de F-Benefit.

Article 3. Participation aux bénéfices

Cette assurance de groupe participe gratuitement aux bénéfices réalisés dans la catégorie des assurances de groupe selon les règles déterminées par l'organisme de pension et communiquées à l'autorité chargée du contrôle (prudentiel/social).

Article 4. Fonds de financement

Le fonds de financement contient des réserves qui ne concernent pas les contrats contribution patronale et personnelle des affiliés et constitue une valeur rachat théorique.

1. Objectif du fonds

Le fonds de financement a pour objectif:

- lorsque l'organisateur le demande de contribuer au financement futur des contrats contribution patronale. A cet effet, un plan de financement est élaboré par l'organisme de pension et l'organisateur;
- dans la mesure où il y a des contributions personnelles - pour tous les affiliés actifs et pour les affiliés qui bénéficient de prestations différenciées, couvrir à tout moment, la somme des différences positives entre la garantie de rendement minimum déterminée dans la législation sociale pour les contributions personnelles et les montants sur les comptes individuels (contrat contribution patronale et personnelle) telle que prévue à l'AR Vie;
- d'une manière générale, pour tous les affiliés actifs et pour les affiliés qui bénéficient de prestations différenciées, prévoir un préfinancement qui vise à couvrir la somme des différences positives entre la garantie de rendement minimum déterminée dans la législation sociale et les montants figurants sur les

contrats contribution patronale et personnelle. A cet effet, à l'occasion de la mise à jour annuelle, un tableau de financement avec le bordereau correspondant pour préfinancer d'éventuels déficits, est établi et envoyé à l'organisateur;

- de financer la différence de contributions patronales lorsque la contribution patronale versée est inférieure à celle qui, en vertu du règlement, doit être attribuée au contrat contribution patronale.

2. Alimentation du fonds

Le fonds de financement est alimenté par :

- les prestations non liquidées en cas de décès à défaut de bénéficiaire;
- la réserve de pension du contrat contribution patronale dont l'affilié ne peut pas disposer;
- les contributions patronales versées dans le cadre du plan de financement mentionné ci-avant;
- les versements de l'organisateur prévus pour financer la somme précitée des différences positives entre la garantie de rendement minimum fixée dans la législation sociale et le financement sur les contrats contribution patronale et personnelle.

3. Gestion du fonds

Le fonds de financement est géré par l'organisme de pension. Sauf convention contraire, le fonds de financement bénéficie d'un intérêt égal au taux technique le plus récent repris dans le tarif des assurances groupe branche 21 de type universal life, majoré du taux de participation aux bénéfices attribué aux réserves des prestations en cas de vie dans la catégorie des assurances de type universal life.

4. Liquidation du fonds

En cas de:

- abrogation de l'engagement de pension
 - liquidation, faillite de l'organisateur ou de procédures analogues avec pour conséquence que l'organisateur disparaît sans qu'un tiers reprend ses obligations;
 - licenciement des affiliés tel que prévu par la législation relative à la fermeture des entreprises, aux entreprises en difficultés ou aux entreprises connaissant des circonstances défavorables exceptionnelles ou par une législation analogue
- les actifs du fonds de financement qui ne correspondent pas aux obligations de l'organisateur sont transférés intégralement ou partiellement au fonds social de l'employeur sauf si d'autres modalités d'attribution ont été fixées par convention collective de travail (respectivement modification du règlement de travail si au niveau de l'employeur il n'existe pas d'organes de concertation sociale).

Ceci signifie que le montant à transférer est au maximum égal au montant des actifs dépassant les réserves acquises, le cas échéant majoré jusqu'à la garantie de rendement minimum déterminée sur base de la législation sociale.

Lorsque le transfert ne se rapporte qu'à une partie des affiliés, le montant à transférer sera limité proportionnellement aux réserves acquises des affiliés concernés, majorées, le cas échéant, jusqu'à la garantie de rendement minimum déterminée sur base de la législation sociale.

Article 5. Capital décès défini

A aucun moment, le capital décès défini ne peut avoir comme conséquence de rendre la réserve vie négative.

A la souscription de ce capital décès défini et lors de toute modification ultérieure, l'importance de ce capital est testée par rapport au budget de primes défini dans les dispositions particulières.

Lorsque le capital décès défini est supérieur à 50 fois le budget de primes, il est limité à ce montant.

Si les contributions quelle qu'en soit la cause, ne sont plus payées, le capital décès défini – pour autant que les dispositions du règlement n'y dérogent pas – continuera à être financé sur base du dernier niveau connu. A cet effet, la prime de risque sera prélevée de la réserve vie.

Lorsque le capital décès défini ne peut plus être prévu étant donné que la réserve vie est insuffisante pour couvrir la prime de risque, alors le capital décès défini prend automatiquement fin.

L'organisme de pension en informe l'organisateur. L'information se fait par le biais d'une lettre recommandée (électronique) qui sera envoyée au minimum trois mois avant la suppression du capital décès défini. L'organisateur est tenu d'en informer immédiatement l'affilié.

Les dispositions préalables sont d'application pour autant que et dans la mesure où la garantie exonération de primes n'a pas été souscrite ou dans la mesure où cette garantie n'est pas d'application.

En cas de sortie/sortie light, le capital décès défini prend fin et par conséquent la prestation en cas de décès est limité à la liquidation de la réserve vie et l'éventuelle participation aux bénéfices vie.

Article 6. Adaptations annuelles et intermédiaires

Les contrats contribution patronale et personnelles sont adaptés à la date d'adaptation annuelle conformément aux dispositions particulières.

La suspension sans paiement de salaire du contrat de travail ou la reprise de l'activité par l'affilié donnent lieu à la cessation/reprise du paiement de la contribution dès le premier jour du mois qui coïncide avec ou qui suit cette cessation, plus précisément le premier jour du mois dans lequel l'activité est reprise. L'éventuelle adaptation des contrats contribution patronale et personnelle s'effectue conformément à la cessation / reprise.

En cas de reprise partielle de l'activité après une suspension sans paiement de salaire du contrat de travail, si on se réfère à un salaire de référence ou à un montant nominal, les données en vigueur précédemment - ou les données adaptées si le premier jour du mois coïncide avec ou suit la date d'adaptation annuelle - sont multipliées par une fraction dont le numérateur correspond au nouveau taux d'occupation et le dénominateur à l'ancien taux d'occupation.

En cas de suspension sans paiement de salaire du contrat de travail, quelle qu'en soit la cause, le capital décès défini est maintenu au dernier niveau connu et continue à être financé à partir de la réserve vie.

Sur le plan des adaptations annuelles et intermédiaires, l'organisateur porte la pleine responsabilité de la communication tardive des données nécessaires à l'organisme de pension et de l'adaptation tardive des contrats des affiliés qui peut en résulter.

Lorsque les données de référence manquent à la date d'adaptation, l'adaptation s'effectue sur la base des données les plus récentes disponibles.

Lorsque les dispositions particulières ne spécifient rien, les contributions sont payables à l'avance. Il n'y a pas de remboursement (partiel) des contributions payées d'avance qui sont échues en cas de sortie/sortie light.

PAIEMENT DES CONTRIBUTIONS

Article 7. Mode de paiement des contributions

Les contributions patronales et les contributions personnelles sont versées par l'organisateur, à chaque date d'échéance, à l'organisme de pension sur base du bordereau envoyé à l'organisateur par l'organisme de pension.

Si la date d'affiliation ou la date de reprise du paiement des contributions après une suspension se situe entre deux dates d'échéance de prime, une contribution prorata temporis sera due uniquement jusqu'à la date d'échéance de prime suivante.

En cas de majoration intermédiaire des contributions, l'augmentation de la contribution est également calculée prorata temporis jusqu'à la date d'échéance de prime suivante.

L'organisateur retient les contributions personnelles des affiliés et/ou les surprimes à charge des affiliés sur leur salaire et les verse à l'organisme de pension.

Le cas échéant, les contributions personnelles sont avancées par l'organisateur et récupérées par retenue, par fractions égales, sur le salaire mensuel de l'affilié.

La taxe annuelle sur les contrats d'assurance est versée conjointement avec les contributions. Le montant en est mentionné sur le bordereau.

Quelle que soit la périodicité du paiement de la contribution, le paiement de celles-ci n'est pas obligatoire.

Article 8. Non-paiement des contributions par l'organisateur

En cas de non-paiement des contributions, l'organisme de pension envoie un rappel à l'organisateur.

Si les contributions ne sont pas ou pas entièrement payées dans les 60 jours à partir de la date d'échéance, l'organisme de pension envoie une lettre recommandée (électronique) à l'organisateur dans laquelle il attire l'attention sur les conséquences du non-paiement. Si l'organisme de pension ne reçoit pas de paiement dans les 15 jours après le dépôt à la poste de cette lettre recommandée (ou la preuve qui est générée conformément au Digital Act), il envoie un avenant au règlement à l'organisateur actant le non-paiement des contributions (réduction) de l'assurance de groupe à la date d'échéance des premières contributions impayées.

De plus l'organisme de pension informe les affiliés de sorte que ceux-ci soient au courant du non-paiement dans les trois mois après la première échéance impayée.

Lorsque l'organisateur, indépendamment de, ou pendant la procédure précitée a adressé une notification écrite de cessation du paiement de la prime à l'organisme de pension, l'organisme de pension envoie immédiatement à l'organisateur l'avenant prévu à cet effet.

L'organisateur s'engage à communiquer spontanément et immédiatement une copie de l'avenant précité aux affiliés.

En cas de non paiement des contributions, le capital décès défini est maintenu au dernier niveau connu et continue à être financé à partir de la réserve vie.

Les contrats contribution patronale et personnelle sans versement de primes restent subordonnés au règlement et les réserves de pension continuent à participer aux bénéfices dans la catégorie des assurances de groupe.

La même procédure que mentionnée ci-dessus, est suivie lorsque l'organisateur n'aliment pas le Fonds de financement avec le (pré)financement de la garantie de rendement légal prévue dans la législation sociale, comme prévu dans l'art. 4 point 1 des présentes dispositions.

RESILIATION DE L'ASSURANCE DE GROUPE ET DISPOSITIONS CONNEXES

Article 9. Abrogation ou modification de l'engagement de pension

L'organisateur peut abroger ou modifier l'engagement de pension à condition de respecter les dispositions de la LPC et les éventuelles autres dispositions légales qui sont d'application. En ce qui concerne les dispositions visées, l'organisme de pension suppose qu'elles ont été remplies dans le cadre de la relation entre l'organisateur et les affiliés.

En aucun cas, la modification ou l'abrogation d'un engagement de pension ne peut engendrer une diminution des droits acquis constitués sur base des contributions déjà payées ou échues au moment de la modification ou de l'abrogation.

En cas d'abrogation de l'engagement de pension, le capital décès défini prend fin.

Bien que l'assurance de groupe soit souscrite pour une durée indéterminée, l'abrogation de l'engagement de pension entraîne la résiliation de l'assurance de groupe.

Les contrats de contribution patronale et personnelle sont réduits à la date d'échéance de la première contribution impayée.

Le cas échéant, le fonds de financement et/ou l'organisateur intervient pour chaque affilié proportionnellement à la différence entre sa réserve acquise totale, qui sera éventuellement majorée jusqu'aux montants garantis en application de la LPC et sa réserve mathématique et ceci, jusqu'à la somme de ces différences pour tous les affiliés.

L'organisme de pension établit un avenant au règlement actant la résiliation et la réduction des contrats contribution patronale et contribution personnelle. L'organisateur s'engage à communiquer spontanément et immédiatement une copie de cet avenant aux affiliés de sorte que ceux-ci soient au courant de la résiliation au plus tard trois mois après la date d'échéance de la première contribution impayée.

Les contrats contribution patronale et personnelle réduits restent soumis au règlement et continuent à participer aux bénéfices dans la catégorie des assurances de groupe.

Article 10. Changement d'organisme de pension

L'organisateur peut résilier l'assurance de groupe dans le but de changer d'organisme de pension.

La résiliation est signifiée par une lettre datée et signée envoyée par l'organisateur à l'organisme de pension. La résiliation entre en vigueur à la date anniversaire du règlement suivant la réception par l'organisme de pension de cette lettre de résiliation, sauf si convention contraire entre les parties.

Préalablement au changement d'organisme de pension, l'organisateur doit en informer l'autorité chargée du contrôle social et demander l'accord individuel des affiliés sur cette modification. Si les procédures de la LPC et d'éventuelles autres législations d'application ont été respectées, celles-ci remplacent l'accord individuel des affiliés.

Les contrats contribution patronale et personnelle sont réduits à la date d'échéance de la première contribution impayée. A ce moment, le capital décès défini est également résilié.

L'organisme de pension établit un avenant au règlement actant la résiliation de l'assurance de groupe, la suppression de la garantie décès sous risque et la réduction des contrats contribution patronale et contribution personnelle. L'organisateur s'engage à communiquer spontanément et immédiatement une copie de cet avenant aux affiliés de sorte que ceux-ci soient informés de la résiliation au plus tard trois mois après la date d'échéance de la première contribution impayée.

Les contrats contribution patronale et personnelle réduits restent soumis au règlement et continuent à participer aux bénéfices dans la catégorie des assurances de groupe.

Article 11. Rachat par l'organisateur et transfert des valeurs de rachat théorique à un autre organisme de pension

L'assurance de groupe peut être rachetée par l'organisateur en vue de transférer les valeurs de rachat théorique à un organisme de pension agréé en Belgique ou à un fonds de pension agréé en Belgique ou à un organisme de pension habilité à être actif en Belgique par le biais d'une succursale ou en libre prestation de services ou à un fonds de pension habilité à exercer son activité en Belgique.

La demande de rachat s'effectue à l'aide d'une lettre recommandée (électronique) datée et signée envoyée par l'organisateur à l'organisme de pension. Le rachat entre en vigueur à la date anniversaire du règlement suivant la réception par l'organisme de pension de la lettre (l'accusé de réception qui est généré conformément au Digital Act), sauf convention contraire entre les parties. A ce moment, le capital décès défini est également résilié.

Préalablement au changement d'organisme de pension et au transfert qui y est associé, l'organisateur doit en informer l'autorité chargée du contrôle (social).

En outre, il doit demander l'accord individuel de chaque affilié concernant le changement et le transfert. Si les procédures de la LPC et d'une éventuelle autre législation d'application ont été respectées, elles remplacent l'accord individuel des affiliés.

L'autorité chargée du contrôle (social) peut s'opposer au transfert si l'équilibre de l'organisme de pension était mis en péril suite à ce transfert.

En cas de transfert, aucune indemnité ou aucune perte de participations aux bénéfices ne peut être imputée aux affiliés ou déduite des réserves acquises au moment du transfert.

Préalablement au transfert, l'organisateur est tenu de verser à l'organisme de pension l'indemnité telle que prévue aux points 1. ou 2. mentionnés ci-après. En fonction du montant à transférer, l'organisme de pension effectuera le transfert de façon échelonnée.

Le fonds de financement constitue une valeur de rachat théorique.

1. Indemnité de rachat

Si la somme des valeurs de rachat théorique à transférer est inférieure ou égale à 1.250.000 EUR (*), une indemnité de rachat est due s'élevant, par affilié, au minimum à 1% de la valeur de rachat théorique de ses contrats, multiplié par la durée restante, exprimée en années, jusqu'à l'âge terme et au maximum à 5% de cette valeur de rachat théorique. Si l'indemnité ainsi déterminée est inférieure à 75 (*) EUR par contrat de

contributions patronales et par contrat de contributions personnelles, alors ce dernier montant sera dû. L'indemnité pour le fonds de financement s'élève à 5% de la valeur de rachat théorique avec un minimum de 75 (*) EUR.

2. Indemnité de liquidation et transfert échelonné

Si la somme des valeurs de rachat théorique à transférer est supérieure à 1.250.000 (*) EUR, une indemnité de liquidation est due qui est déterminée compte tenu de :

- la composition des valeurs de couverture des provisions mathématiques de l'organisme de pension;
- l'évolution des réserves mathématiques relatives à l'assurance de groupe rachetée;
- par catégorie de valeurs de couverture, la différence entre le rendement du marché et le rendement de ces valeurs au moment du transfert;
- par catégorie de valeurs de couverture, la durée de placement de ces valeurs.

De même, le délai entre la prise de connaissance par l'organisme de pension de la demande de transfert et le transfert effectif est fixé à :

- * 0 mois jusqu'à un montant de 1.250.000 (*) EUR;
- * 6 mois pour la tranche comprise entre 1.250.000 (*) EUR et 2.500.000 (*) EUR;
- * 12 mois pour la tranche supérieure à 2.500.000 EUR (*).

L'organisme de pension établit un avenant au règlement qui acte le rachat de l'assurance de groupe, y compris la résiliation du capital décès défini et le transfert. L'organisateur s'engage à communiquer spontanément et immédiatement une copie de cet avenant aux affiliés.

() Les montants mentionnés aux points 1. et 2. de cet article sont adaptés en fonction de l'indice santé des prix à la consommation (base 1988 = 100). L'indice à prendre en considération est celui du second mois du trimestre précédent la date du rachat. Si une nouvelle législation indique d'autres montants, les montants mentionnés ci-dessus sont adaptés de plein droit à la nouvelle législation. En cas d'imprécision, l'application sera en faveur de l'organisateur.*

Article 12. Clause de modification

Bien que le paiement de la prime ne soit pas obligatoire dans le cadre de la relation entre l'organisateur et l'organisme de pension et sans préjudice de l'application des dispositions précédentes, la diminution unilatérale de l'engagement de pension et l'adaptation de l'assurance de groupe qui en résulte n'est possible que si une ou plusieurs des circonstances suivantes se présentent:

- si la législation fiscale ou la législation relative à la sécurité sociale sur base de laquelle l'engagement de pension constitue un complément subissait des modifications considérables de sorte que les obligations de l'organisateur augmenteraient considérablement;
- si, en raison de circonstances économiques extérieures ou propres à l'entreprise, et selon l'avis motivé de l'organisateur, le maintien de l'engagement de pension sous sa forme inchangée n'est plus conforme à une gestion saine.
- si une réorganisation, fusion, transfert ou opération analogue, ne justifie plus de façon raisonnable le maintien de l'engagement de pension sous sa forme actuelle.

Cette modification ne peut cependant pas entraîner une diminution des réserves déjà acquises des affiliés.

Article 13. Cessation des activités de l'organisateur

En cas de liquidation de l'organisateur, de faillite, de fusion ou de reprise ou de procédures analogues, pour autant que les obligations de l'organisateur ne soient pas reprises par le nouvel organisateur, l'assurance de groupe est terminée de plein droit.

Le cas échéant, le fonds de financement intervient dans l'apurement des réserves acquises ou éventuellement, dans l'apurement des montants garantis en application de la LPC à la date de cessation effective.

Si le fonds ne dispose pas de moyens suffisants, l'apurement s'effectue proportionnellement aux réserves mathématiques de chaque affilié. L'éventuel surplus sera liquidé selon l'art. 4 point 4 des dispositions générales.

A la date de cessation officielle, les affiliés deviennent titulaires des contrats de contributions patronales et de contributions personnelles. La procédure de l'art. 15 (sortie) entre en vigueur.

DROITS DE L'AFFILIÉ

Article 14. Garantie de rendement légale – la méthode horizontale

En cas de sortie, de retraite (*) ou d'abrogation de l'engagement de pension, l'affilié, en application de la LPC, a droit à la capitalisation de ses contributions personnelles et des contributions de l'organisateur qui, le cas échéant et au préalable, seront diminuées, du coût du risque décès. En ce qui concerne les contributions de l'organisateur, elles seront également diminuées, au préalable, des coûts qui, le cas échéant, sont limités aux coûts maximum repris à la LPC.

Cette capitalisation s'effectue au taux de rendement (ou par indexation) fixé par la LPC, selon la méthode horizontale.

La méthode horizontale implique que lorsque le taux d'intérêt LPC change, l'ancien taux d'intérêt sur les contributions dues jusqu'à la date de la modification, continue à être appliqué et le nouveau taux d'intérêt est appliqué sur les nouvelles contributions dues après la modification.

La capitalisation est prévue jusqu'au moment de survenance du premier des événements visés dans le premier paragraphe (sortie – retraite (*) – abrogation de l'engagement de pension).

Lorsque la garantie de rendement légale n'est pas financée au moment que la LPC le prévoit, l'organisateur est tenu d'apurer ce déficit.

Disposition spéciale concernant la sortie light

En cas de sortie light, la garantie de rendement légale court jusqu'au moment de survenance du premier des événements visés dans le premier paragraphe (sortie – retraite (*) – abrogation de l'engagement de pension).

() le droit à la capitalisation des contributions personnelles et des contributions de l'organisateur naît également au moment de la liquidation sans rentraite comme prévue dans l'art. 16 des présentes dispositions*

Article 15. Droits en cas de sortie

Préliminaire

Si un capital décès défini est applicable, ce capital disparaît suite à la sortie/sortie light. On réfère à l'art. 5, in fine.

En cas de "sortie"

En cas de sortie, l'affilié a le choix en ce qui concerne ses réserves acquises, le cas échéant complétées jusqu'au montant résultant de la garantie de rendement légale, entre les différentes affectations suivantes:

1. le maintien auprès de l'organisme de pension sans modification de l'engagement de pension. Cela signifie que, le cas échéant, le capital décès défini en cas de sortie disparaît;
2. le transfert dans la structure d'accueil;
3. le transfert à l'organisme de pension du nouvel organisateur pour autant qu'il soit affilié à l'engagement de pension de cet organisateur;
4. le transfert à un organisme de pension social qui limite les coûts et repartit les bénéfices selon les règles fixées par le Roi.

Si l'affilié n'opère pas de choix dans le délai légal fixé par la LPC (en principe le délai visé expire au plus tard le 90^{ème} jour suivant la sortie. L'affilié doit communiquer son choix endéans les 30 jours après réception de sa fiche de sortie), il est supposé avoir opté pour la possibilité mentionnée au point 1.

Cependant, après l'expiration du délai légal, l'affilié peut encore demander de transférer ses réserves acquises à la structure d'accueil ou à l'organisme de pension visé au point 3 ou au point 4.

L'affilié doit communiquer son choix à l'organisme de pension.

Le cas échéant les transferts sont limités à la partie des réserves sur laquelle aucune avance ou mise en gage n'a été réalisée ou qui n'a pas été attribuée dans le cadre de la reconstitution d'un crédit hypothécaire.

En cas de "sortie light"

En cas de sortie light les possibilités mentionnées dans le titre précédent ne sont pas d'application.

Article 16. Liquidation et prolongation, droit au rachat des réserves acquises

1. Liquidation et prolongation

Aux fins de l'application de cet article, par affilié il est entendu également l'ancien affilié (dormeur) qui bénéficie des droits différenciés conformément à l'engagement de pension.

Principe

Les réserves acquises sont liquidées à l'affilié au moment de sa mise à la retraite.

Liquidation sans mise à la retraite - prolongation

Tant que l'engagement de pension, conformément à la législation en vigueur, reste d'application jusqu'à la mise à la retraite à moins qu'il soit supprimé, l'organisme de pension va dérouler le régime suivant pour la liquidation/la prolongation pour l'affilié qui a atteint l'âge terme (nouvel âge terme) sans être mis à la retraite:

1. Possibilité de push à P

Pour autant que l'âge terme (P) est égal à l'âge légal de la pension en vigueur, l'affilié peut demander de liquider les réserves acquises (*) à l'âge légal de la pension. La demande est adressée à l'organisme de pension par l'affilié (le dormeur y compris).

2. Prolongation de l'affiliation (cyclique)

Lorsque l'affilié (n') utilise (pas) la possibilité de push à P ou l'âge terme n'est plus d'actualité parce que l'âge légal de la pension a été décalé, l'affiliation est prolongée jusqu'au nouvel âge terme qui se trouve dans le futur et qui est le plus proche de l'âge terme qui est quitté. Concrètement le nouvel âge terme suivant sera égal à 65 ans (PP), 70 ans (PPP), 75 ans (PPPP), 80 ans (PPPPP), ... Le nouvel âge terme sera cependant toujours un âge dont le dernier chiffre se termine par 0 ou 5.

3. Possibilité de push au nouvel âge terme PP (PPP, PPPP, ...) et à l'âge légal de la pension effective

L'affilié peut demander de lui liquider les réserves acquises (*) à tout nouvel âge terme et également à l'âge légal de la pension en vigueur qui se situe avant le nouvel âge terme. La demande de liquidation est adressée par l'affilié préalablement au moment de liquidation visé, à l'organisme de pension. Le moment de liquidation est le premier jour du mois qui suit l'âge terme, respectivement l'âge légal de la pension.

4. Possibilité de push en cas de sortie

L'affilié actif qui sort après l'âge légal de la pension en vigueur, peut demander lors de la sortie, la liquidation des réserves acquises (*).

Si un capital décès défini est applicable, ceci est déroulé jusqu'à la (première) liquidation des réserves acquises. Ensuite ce capital décès disparaît.

En déroulant le capital décès défini l'organisme de pension n'applique pas de formalités médicales et d'examens. On réfère à l'art. 26 des présentes dispositions et en particulier à ce qui est stipulé dans cet article concernant des affections préexistantes.

Le déroulement des réserves/du capital décès défini se fait conformément au tarif/aux bases tarifaires que l'organisme de pension utilise au moment du déroulement pour le portefeuille F-Benefit.

A titre de précaution, il est précisé ici qu'en liquidant la prestation en cas de vie à l'affilié actif, il n'est pas mis fin à l'affiliation auprès de l'engagement de pension. Le droit aux contributions de pension prévues ne prend donc pas fin.

(*) par réserves acquises est entendu, le cas échéant, le montant résultant de l'application de la garantie de rendement légale pour autant que ce dernier montant soit supérieur aux réserves acquises.

Disposition spécifique en cas d'abrogation de l'engagement de pension et liquidation sans mise à la retraite - prolongation

Pour l'affilié en cas d'un engagement de pension abrogé, l'organisme de pension déroule le scénario décrit ci-dessus (points 1 à 4), dans lequel 'réserves acquises' doit toujours être interprété dans le sens de réserves qui figurent sur les contrats contribution patronale et personnelle.

Le déroulement des réserves se fait conformément au tarif/aux bases tarifaires que l'organisme de pension utilise au moment du déroulement pour le portefeuille F-Benefit.

2. Droit de rachat des réserves acquises

Le droit de rachat peut toujours être exercé par l'affilié dans le cadre d'opérations immobilières ou dans le cadre du transfert des réserves acquises en cas de sortie.

Sur base des dispositions légales, l'indemnité de rachat prévue à l'art. 21 n'est pas d'application dans ce dernier cas.

Article 17. Droits dans le cadre d'opérations immobilières

- A. L'organisateur accepte que l'affilié utilise son contrat contribution patronale et son contrat contribution personnelle dans le cadre des opérations immobilières mentionnées dans cet article. Ces opérations ne peuvent pas prévoir une date de fin antérieure à l'âge légal de pension.
Si le contrat est déjà grevé d'une mise en gage, l'organisme de pension peut refuser la mise en gage ultérieure. De même, l'organisme de pension peut refuser la mise en gage si une avance a déjà été prélevée ou inversement.

L'attention de l'affilié sera portée sur le fait que l'utilisation du contrat contribution patronale et personnelle dans le cadre d'opérations immobilières peut limiter les possibilités de choix en matière de garantie décès sous risque et peut même aboutir à une modification de cette garantie par l'organisme de pension.

a. Droit à l'avance

Cette avance ne peut pas être supérieure au minimum pouvant encore être atteint par la valeur de rachat pendant la durée restant à courir des contrats contribution patronale et personnelles. Par ailleurs, il est tenu compte des retenues légales éventuelles.

Le cas échéant, le capital décès défini (pourra être) sera limité par l'organisme de pension de sorte que la réserve pension à l'âge terme soit au moins égale au montant de l'avance majoré des retenues légales.

L'acte d'avance mentionne les conditions dans lesquelles l'avance est octroyée et en particulier les conditions en matière d'octroi des participations bénéficiaires.

Lorsque l'attribution du bénéfice a été acceptée, la cosignature de l'acte d'avance par le bénéficiaire acceptant est exigée.

b. Droit de mise en gage des droits de pension pour garantir un prêt et droit d'attribution de la valeur de rachat à la reconstitution d'un crédit hypothécaire.

L'affilié bénéficie des droits précités. Les conditions, limitations et modalités d'application peuvent être demandés auprès de l'organisme de pension.

B. Conditions d'attribution avec implication fiscale

Le droit à l'avance, la mise en gage des droits de pension pour garantir un prêt ou l'attribution de la valeur de rachat à la reconstitution d'un prêt hypothécaire ne sont autorisés que conformément à la législation fiscale belge.

Cette législation stipule notamment qu'une avance et/ou une mise en gage (y compris un transfert de droits à un tiers) ne peuvent être accordés que pour permettre au travailleur d'acquérir, de construire, transformer, améliorer ou réparer des biens immobiliers situés dans l'Espace économique européen productifs de revenus imposables. Les avances et prêts doivent être remboursés dès que ces biens sortent du patrimoine de l'affilié.

Article 18. Droit au paiement de primes complémentaires - contrat personnel

Cette possibilité n'est pas prévue.

Article 19. Structure d'accueil - contrats transférés

a. Que sont des contrats transférés?

Les contrats transférés sont:

- le(s) contrat(s) dont les réserves sont acquises dans le chef d'un emploi précédent auprès d'un autre employeur et que l'affilié a décidé de transférer à l'organisme de pension. Ce transfert est possible tant que l'affilié n'est pas sorti (*première situation*);
- les contrats dont l'affilié transfère, au moment de sa sortie, les réserves acquises au sein de l'organisme de pension (*deuxième situation*);
- les contrats dont l'affilié transfère, sans délai, au moment de la sortie, les réserves acquises au sein de l'organisme de pension parce que le capital décès défini suite à la sortie a été supprimé contractuellement tandis que l'affilié veuille maintenir ce capital sans interruption (*troisième situation*).

Les transferts visés dans les situations 1 et 2, s'effectuent généralement en vue d'une modification de la garantie d'intérêt/l'apurement de la garantie de rendement légal.

Le transfert visé dans la situation 3 s'effectue plutôt en vue du maintien continu du capital décès défini qui était prévu auparavant.

Néanmoins un cumul de (différentes) motivations peut être à la base des contrats transférés.

Le cas échéant, ces contrats transférés sont répartis selon leur origine et le paiement de la contribution (assurance de groupe ou assurance d'engagement individuel de pension ; contrat de contributions personnelles et/ou contributions patronales).

Les dispositions relatives aux contrats transférés sont valables dans le chef de l'affilié dans le sens de la LPC en tant que "structure d'accueil".

b. Quand un contrat transféré prend-il effet et quelles combinaisons d'assurance sont possibles?

Un contrat transféré prend effet à la date de transfert. Par date de transfert, il est entendu la date valeur des réserves transférées sur le compte en banque de l'organisme de pension (*première situation*) ou pour les réserves qui se trouvent déjà au sein de l'organisme de pension, la date de réception par l'organisme de pension de la demande écrite de transfert des réserves acquises (autres situations).

En ce qui concerne le contrat transféré visé dans la *troisième situation* du point a. indiqué ci-dessus, ce contrat entre en vigueur au plus tard à l'expiration du délai de 90 jours visé dans la LPC (voir art. 15).

Ultérieurement, la possibilité pour l'affilié de maintenir le capital décès défini est éliminée.

Pour la structure d'accueil la combinaison d'assurance "capitalisation pure" (universal life) est appliquée. Il en est ainsi pour les contrats transférés visés dans la *première* et la *deuxième situation*. Par "capitalisation pure", est entendu que les réserves acquises transférées -qui, le cas échéant, ont été majorées jusqu'à la garantie de rendement minimum déterminée sur base de la légalisation sociale - portent intérêt au taux d'intérêt garanti qui est d'application au moment de la réception de la structure d'accueil pour les contrats transférés jusqu'à l'âge terme ou jusqu'au décès antérieur de l'affilié.

En ce qui concerne les contrats transférés visés dans la *troisième situation* du point a. indiqué ci-dessus, le capital décès défini comme il existait au moment de la sortie, est maintenu par la déduction à la fin de chaque mois civil de la prime de risque décès des réserves acquises transférées - qui, le cas échéant, ont été majorées jusqu'à la garantie de rendement minimum déterminée sur base de la légalisation sociale. La déduction s'effectue, le cas échéant, proportionnellement de la réserve de pension transférée qui a été constituée à partir de contributions patronales- le cas échéant, de contributions personnelles.

c. Y a-t-il des formalités médicales?

La combinaison "capitalisation pure" peut toujours être souscrite sans formalités médicales.

L'organisme de pension n'applique pas de nouvelles formalités médicales pour les contrats transférés visés dans la *troisième situation* du point a. indiqué ci-dessus. Chaque surprime, exclusion ou augmentation est déroulée dans la structure d'accueil.

d. Tarifs

Les tarifs utilisés par l'organisme de pension pour déterminer les prestations assurées résultent des bases et méthodes qu'il a déposées, au moment de l'entrée en vigueur du contrat transféré, auprès de l'autorité chargée du contrôle (prudentiel) concernant la tarification des assurances de groupe F-Benefit.

e. A quel moment se termine un contrat transféré?

En principe le contrat transféré prend fin lors des prestations suite à la mise à la retraite du cédant. Néanmoins, une date terme est prévue. Cette date terme est l'âge terme de F-Benefit sauf si conformément à la législation en la matière un autre âge terme doit être prévu.

En ce qui concerne les contrats transférés, un scénario de prolongation est également prévu qui est déroulé conformément à ce qui est décrit dans l'art. 16 des présentes dispositions et qui prévoit aux mêmes moments une possibilité de push et la liquidation y afférente. Quand la possibilité de push est utilisée, le contrat transféré prend fin. Pour le déroulement du capital décès défini, le même règlement que prévu dans l'art. 16 est d'application.

En cas de décès du cédant, le contrat transféré se termine précocement.

f. Qui est le bénéficiaire d'un contrat transféré?

La prestation (réserves transférées qui portent intérêt -ou, le cas échéant son solde si un capital décès défini a été financé à partir des réserves de pension-) en cas de vie à l'âge terme revient au cédant; La prestation (réserves transférées qui portent intérêt jusqu'au moment du décès du cédant -ou, le cas échéant le capital décès défini-) en cas de décès reviennent au bénéficiaire.

Sauf s'il apparaît autrement d'un écrit valable du cédant, l'attribution du bénéfice des prestations en cas de décès des contrats transférés est la même que celle valable pour l'assurance de groupe F-Benefit dont bénéficiaire/bénéficiait le cédant auprès de l'organisme de pension.

g. Les contrats transférés peuvent-ils être utilisés pour des opérations immobilières?

A. Les opérations immobilières visées ci-après ne peuvent pas prévoir une date terme qui précède l'atteinte de l'âge légal de la pension. Lorsqu'un capital décès défini est prévu (*troisième situation* du point a. indiqué ci-dessus), il est possible que les opérations immobilières visées ci-après ne sont pas possibles en pratique.

Si un contrat transféré est déjà grevé d'une mise en gage, l'organisme de pension peut refuser la mise en gage ultérieure. De même, l'organisme de pension peut refuser la mise en gage lorsqu'une avance a déjà été accordée ou inversement.

a. Droit à une avance

Le cédant peut obtenir une avance. Cette avance est limitée au montant minimum liquidable en cas de décès. De plus, il est tenu compte des retenues légales éventuelles.

L'acte d'avance mentionne les conditions dans lesquelles l'avance est octroyée et en particulier, les conditions en matière d'octroi des participations bénéficiaires.

Lorsque l'attribution du bénéfice a été acceptée, la cosignature de l'acte d'avance par le bénéficiaire acceptant est requise.

b. Droit de mise en gage des droits de pension pour la garantie d'un prêt et droit d'attribution de la valeur de rachat à la reconstitution d'un crédit hypothécaire

Le cédant bénéficie des droits précités.

B. Conditions d'attribution avec implication fiscale

Le droit à l'avance, la mise en gage des droits de pension pour garantir un prêt ou l'attribution de la valeur de rachat à la reconstitution d'un emprunt hypothécaire ne sont accordés que conformément à la législation fiscale belge.

Cette législation stipule notamment qu'une avance ou une mise en gage des droits de pension pour garantir un prêt et le droit d'attribution de la valeur de rachat pour la reconstitution d'un crédit hypothécaire (y compris le transfert des droits à un tiers) ne peuvent être accordés que pour permettre d'acquérir, de construire, transformer, améliorer ou réparer des biens immobiliers situés dans l'Espace économique européen et productifs de revenus imposables.

Ces avances et prêts doivent être remboursés dès que ces biens sortent du patrimoine du cédant.

h. Paiement

Aussi bien les prestations en cas de vie qu'en cas de décès sont payées en capital. Sur demande écrite du cédant, respectivement le bénéficiaire en cas de décès, les prestations peuvent être converties en rente. La rente est calculée sur base du capital net cédé. Par capital net, on entend le capital après prélèvement des éventuelles retenues légales obligatoires.

La demande de conversion en rente n'est recevable que si le montant annuel de la rente initiale pour le bénéficiaire concerné est supérieur au plafond déterminé par la loi. Si aucun plafond légal n'a été déterminé, le plafond tel que déterminé dans la LPC est d'application.

Sans préjudice de l'application de dispositions (légales) impératives en la matière, le montant de la rente est déterminé sur la base des règles d'actualisation appliquées par l'organisme de pension à la date d'entrée en vigueur de la rente, compte tenu d'une indexation annuelle de 2% en progression géométrique et, en ce qui concerne la prestation qui revient au cédant, d'une réversibilité de cette rente.

i. Législation applicable

Les contrats transférés sont soumis aux dispositions légales et réglementaires d'application en Belgique pour les assurances vie en général et pour les contrats transférés, y compris en particulier "la structure d'accueil".

PAIEMENT VIE/DECES

Article 20. Mode de paiement des prestations

Aussi bien les prestations en cas de vie que les prestations en cas de décès sont payées en capital. Sur demande écrite du cédant, respectivement le bénéficiaire en cas de décès, les prestations peuvent être converties en rente.

La rente est calculée sur base du capital net cédé. Par capital net, on entend le capital après prélèvement des éventuelles retenues légales obligatoires.

La demande de conversion en rente n'est recevable que si le montant annuel de la rente initiale pour le bénéficiaire concerné est supérieur au plafond déterminé par la loi. Si aucun plafond légal n'a été déterminé, le plafond tel que déterminé dans la LPC est applicable.

Sans préjudice de l'application de dispositions (légales) impératives en la matière, le montant de la rente est déterminé sur la base des règles d'actualisation appliquées par l'organisme de pension à la date d'entrée en vigueur de la rente, compte tenu d'une indexation annuelle de 2% en progression géométrique et, en ce qui concerne la prestation qui revient à l'affilié, d'une réversibilité de cette rente. La réversibilité signifie qu'en cas de décès du cédant après la date de début de la rente, cette rente sera versée à vie pour 80% à la personne avec qui le cédant était marié à la date à laquelle la rente est initialement entrée en vigueur et dont il n'était pas séparé judiciairement de corps et de biens ou avec qui il cohabitait légalement à ce moment.

Sauf si, au moment de la conversion, d'autres dispositions (légales) étaient d'application, les règles d'actualisation utilisées ne peuvent pas produire de résultat inférieur au résultat obtenu à l'aide des tables de mortalité prospectives belges déterminés par l'autorité chargée du contrôle (prudentiel) et du taux d'intérêt égal au taux d'intérêt qui au moment de la conversion est égal au taux d'intérêt adopté conformément à la disposition de la LPC.* La conversion de capital en rente comme l'impose la légalisation sociale, est à charge de l'organisateur tant que cette législation ne prévoit rien d'autre.

Avec l'accord de l'organisateur, l'organisme de pension peut céder le capital net à un organisme de pension qui se charge de toutes les obligations relatives aux (versements) de rente et ce, en respectant les éventuelles dispositions (légales) impératives en la matière. Pour un tel transfert, l'organisme de pension est dispensé de toute obligation relative à la rente/aux versements de la rente.

L'affilié est informé de son droit de demander une liquidation en rente et non en capital par l'organisme de pension deux mois avant l'âge terme ou dans les deux semaines après que l'organisme de pension ait été informé par écrit de la mise à la retraite anticipée.

En cas de décès de l'affilié, l'organisme de pension informe le(s) bénéficiaire(s) de ce droit dans les deux semaines après qu'il ait été informé par écrit du décès.

Pour que le paiement s'effectue en rente, l'affilié ou le bénéficiaire doit indiquer son choix concernant la transformation en rente sur la quittance de liquidation.

* avec la garantie de rendement légal

Article 21. Rachat par l'affilié respectivement l'organisme de pension

rachat

Le droit de l'achet ne peut être exercé par l'affilié que dans les situations visées dans l'art. 16 des présentes dispositions (avance et transferts dans le cadre de sortie). En principe le rachat est demandé par l'affilié par une lettre recommandée (électronique) datée et signée envoyée à l'organisme de pension. Toutefois, lorsque la LPC est d'application et selon cette procédure l'affilié opte pour le transfert des réserves acquises, une lettre recommandée (électronique) n'est pas nécessaire.

Le cas échéant l'accord écrit du(des) bénéficiaire(s) acceptant(s) doit être communiqué à l'organisme de pension.

Lorsque l'affilié, dans le cadre de l'attribution d'une avance avec paiement d'intérêts, ne paie pas les intérêts dus, après rappel, l'organisme de pension peut procéder au rachat de l'avance. Le montant racheté, pour autant que la législation sociale ne l'interdise pas, est diminué à concurrence de l'indemnité de rachat.

Cette indemnité s'élève au maximum à 5% de la valeur de rachat théorique des situations et au minimum à 1% de cette valeur de rachat multiplié par la durée encore à courir jusqu'à l'âge terme, exprimée en années. Si l'indemnité ainsi calculée est inférieure à 75 EUR (*) ce dernier montant est dû.

(*) *le montant mentionné est indexé en fonction de l'indice santé des prix à la consommation (base 1988 = 100). L'indice à prendre en considération est celui du second mois du trimestre précédent la date du rachat.*

Article 22. Déclaration du décès de l'affilié

Le décès doit être déclaré à l'organisme de pension au plus tard dans les 30 jours, éventuellement à l'aide du formulaire prévu à cet effet. En cas de déclaration tardive, l'organisme de pension peut, sauf si la preuve est fournie que la déclaration a été introduite aussi rapidement que possible, réduire son intervention à concurrence du préjudice qu'il a subi.

La déclaration doit comprendre le lieu, la date et l'heure du décès ainsi que les circonstances dans lesquelles il est survenu. De même, un extrait de l'acte de décès et un certificat médical mentionnant la cause du décès doivent être communiqués à l'organisme de pension. En outre, l'organisme de pension peut réclamer toute pièce supplémentaire.

En ce qui concerne le certificat médical, l'affilié donne l'autorisation au médecin qui a constaté la cause de décès de même qu'au médecin qui l'a traité en dernier lieu avant le décès de communiquer à l'organisme de pension la cause/les circonstances de son décès.

Le(s) bénéficiaire(s) est/sont contraint(s) de permettre et de demander à tout médecin ayant administré des soins au défunt de fournir à l'organisme de pension toutes les informations demandées par celui-ci, ainsi que d'accepter l'examen du corps à leur frais. Si une de ces obligations n'est pas remplie, l'organisme de pension peut refuser entièrement ou partiellement son intervention.

Après déclaration et sur base des informations fournies et des résultats des éventuels examens, l'organisme de pension juge si son intervention est accordée et il communique sa position au(x) bénéficiaire(s). Cette position est considérée comme acceptée si le bénéficiaire ne réagit pas par lettre recommandée dans les 8 jours qui suivent la communication par l'organisme de pension de sa position.

En cas de présentation de faux certificats, de fausses déclarations ou de dissimulation ou manque de mentions volontaires de certains faits ou circonstances alors qu'ils seraient manifestement pertinents pour l'évaluation de l'évènement, l'organisme de pension peut refuser son intervention et réclamer le recouvrement de toutes les sommes indûment versées majorées des intérêts légaux.

Si l'organisme de pension prend connaissance du décès de l'affilié par le biais d'un flux de données qu'il reçoit, cela suffit comme avis de décès et il peut renoncer à la demande de l'acte de décès.

Article 23. Documents à fournir lors du paiement vie/décès

Le paiement est effectué après réception par l'organisme de pension de la quittance de liquidation signée et après la communication des documents suivants:

A. En cas de vie :

- un certificat de vie de l'affilié;
- le cas échéant, une copie de la notification de la décision d'octroi de la pension légale (document à demander auprès du SFP) ou un justificatif attestant la sortie de l'affilié ayant le statut de travailleur (copie document C4).

B. En cas de décès:

- un certificat de vie du/des bénéficiaire(s);
- une pièce attestant le NISS de l'affilié; *du bénéficiaire*
- dans les cas dans lesquels le(s) bénéficiaire(s) n'a(ont) pas été désigné(s) nommément: un acte d'hérédité.
Cet acte a pour seul but de retrouver et/ou identifier le(s) bénéficiaire(s).

Si l'organisme de pension, par le biais d'un flux de données qu'il reçoit, prend connaissance d'une ou plusieurs des données qui sont rassemblées par les documents mentionnés ci-dessus, il peut renoncer à la remise de ce(s) document(s) ou il doit y renoncer si la loi le prévoit ainsi.

DISPOSITIONS SPECIALES CONCERNANT LA GARANTIE DECES SOUS RISQUE

Article 24. Bénéficiaire(s) en cas de décès prématuré de l'affilié

Lorsque l'affilié décède avant l' (le nouvel) âge terme, les prestations en cas de décès seront liquidées au(x) bénéficiaire(s) sur base de l'ordre et de la répartition suivante :

1. le conjoint de l'affilié ou le partenaire cohabitant légal sauf dans les cas suivants:
 - les époux sont séparés judiciairement de corps et de biens ;
 - une demande écrite a été introduite auprès du tribunal pour obtenir le divorce judiciaire ou la séparation de corps et de biens;
2. à défaut, en parts égales, les enfants légitimes, adoptés ou naturels reconnus de l'affilié. Si un enfant est prédécédé, la part de cet enfant revient, par représentation, en parts égales à ses enfants et, en cas de prédécès, à leurs descendants, en parts égales, pour la part qui reviendrait au bénéficiaire qu'ils représentent. S'il n'y a pas de représentation, la part de l'enfant prédécédé revient en parts égales aux autres enfants de l'affilié;
3. à défaut, au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) par l'affilié repris dans la clause bénéficiaire annexée à son contrat ou dans la dernière lettre recommandée envoyée par l'affilié, chacun pour la part qui lui est attribuée;
4. à défaut, en parts égales, aux parents de l'affilié et à défaut de l'un d'eux, au survivant;
5. à défaut, en parts égales, aux frères et sœurs et à défaut de l'un d'eux, à ses enfants; à défaut de ceux-ci, aux autres frères ou sœurs de l'affilié, en parts égales;
6. à défaut à la succession de l'affilié;
7. à défaut, au fonds de financement.

L'affilié peut déroger à cet ordre. Cette dérogation est reprise dans un avenant signé par l'affilié, l'organisateur et l'organisme de pension.

Si cette dérogation a pour but de priver un époux non séparé de corps et de biens ou les enfants de l'attribution du bénéfice, l'époux/l'épouse doit accepter cette dérogation sur base des dispositions légales concernant les droits et obligations respectives des époux et de leur régime matrimonial.

Si l'affilié et le bénéficiaire viennent à décéder sans que l'ordre de décès ne puisse être déterminé, les prestations sont attribuées aux remplaçant(s).*des bénéficiaires*

Article 25. Description/modification du risque - obligation de communication de l'affilié

Si sur base de quelque document que ce soit (bulletin d'affiliation etc...), il peut être déduit que, lors de l'acceptation du risque de décès par l'organisme de pension ou lors du calcul du tarif pour assurer ce risque, il a été tenu compte des spécificités de l'affilié (activité professionnelle, sports, lieu de résidence ...), toute modification devra être communiquée dans les 30 jours à l'organisme de pension. Cette communication obligatoire est également valable en cas de diminution du risque concerné.

Si l'augmentation ou la diminution du risque est de telle nature que l'organisme de pension aurait accordé cette garantie sous d'autres conditions, il propose, endéans le mois à partir de la notification précitée, d'adapter les conditions des prestations avec entrée en vigueur à partir de la date de l'augmentation du risque ou à partir de la date à laquelle l'organisme de pension a pris connaissance de la diminution du risque.

Si en cas d'augmentation du risque, la proposition de l'organisme de pension est refusée ou n'est pas acceptée dans un délai de 30 jours à partir de la réception de cette proposition, l'organisme de pension peut résilier les prestations moyennant l'envoi d'une lettre recommandée dans les 15 jours.

Cependant, si l'organisme de pension peut délivrer la preuve qu'il n'aurait pas accordé la garantie sous les conditions modifiées, il peut résilier, moyennant l'envoi d'une lettre recommandée, la garantie dans un délai de 30 jours à partir de la date à laquelle il a pris connaissance de l'aggravation.

Si un sinistre se produit avant que l'augmentation du risque ne soit communiquée à l'organisme de pension, le paiement est réglé sur base des prestations qui auraient été assurées sur base de la prime réellement payée, compte tenu de la modification du risque.

Cependant, si l'organisme de pension peut délivrer la preuve qu'elle n'aurait pas accordé la couverture dans les conditions modifiées, elle peut limiter les prestations au remboursement de toutes les primes payées pour le risque.

Si la non communication d'une augmentation du risque est effectuée dans une intention frauduleuse, l'organisme de pension peut refuser le versement des prestations et toutes les primes déjà échues, lui reviennent à titre de dommages.

Article 26. Affections préexistantes

L'organisme de pension n'accorde pas la prestation décès si la survenance de l'événement donnant normalement lieu à son intervention est causée par une affection préexistante, notamment une lésion corporelle et/ou une atteinte à la santé dans le chef de l'affilié avant l'affiliation/avant la souscription du risque/avant une majoration non convenue au préalable (en ce qui concerne cette majoration)/avant la remise en vigueur de la prestation concernée/avant le déroulement du capital décès défini dans le cadre d'une prolongation (successive) de l'âge terme.

Si cependant les formalités médicales et/ou les examens mentionnent ou mettent en évidence des affections préexistantes, celles-ci sont couvertes, sauf avis contraire écrit de l'organisme de pension avec indication des affections préexistantes pour lesquelles la couverture n'est pas accordée.

Si l'organisme de pension n'applique pas de formalités médicales ni d'examens médicaux pour l'acceptation du risque décès ou pour son déroulement dans le cadre d'une prolongation (successive), les affections préexistantes sont couvertes sauf si elles sont de telle nature et se manifestent de telle façon qu'elles entraîneront probablement la survenance de l'événement qui donne normalement lieu à son intervention pendant les 2 premières années (après prolongation).

Toute fraude, dissimulation intentionnelle ou déclaration incorrecte volontaire qui induit l'organisme de pension lors de l'évaluation du risque, entraîne la nullité de la garantie en question. Les primes échues jusqu'au moment où l'organisme de pension en prend connaissance, lui reviennent.

Article 27. Entendue de la garantie décès sous risque

a. Quelle est l'étendue territoriale?

La garantie est valable dans le monde entier.

b. Y a-t-il une intervention en cas de suicide?

Le suicide n'est pas couvert dans l'année qui suit l'affiliation à l'assurance de groupe ou la remise en vigueur des contrats de l'affilié. Le suicide n'est pas couvert pour la partie de la garantie décès sous risque qui constitue depuis moins d'un an une majoration de la garantie décès sous risque assurée antérieurement. Le suicide est assimilé à l'euthanasie en phase non-terminale.

c. Les risques de navigation aérienne sont-ils couverts?

Le décès de l'affilié est couvert en tant que passager d'un engin aérien (avion, hélicoptère, montgolfière) sauf :

- si l'appareil est utilisé pour la pratique de compétitions, démonstrations, courses, raids, vols de formation, records ou tentatives de record et vols d'essai;
- si l'appareil est un prototype ou un appareil militaire non utilisé à des fins de transport ;
- s'il s'agit d'un appareil de type planeur, ULM ou deltaplane.

d. Le risque de guerre est-il couvert?

Le décès dû à un fait de guerre n'est pas couvert.

Cependant, si le décès survient lors d'un séjour à l'étranger, il y a lieu de faire une distinction entre deux cas :

- si le conflit éclate lors d'un séjour à l'étranger, le risque est couvert pour autant que l'affilié ne participe pas activement aux hostilités;
- si l'affilié se rend dans un pays où un conflit armé est en cours, il peut être couvert pour autant qu'il ne participe pas activement aux hostilités. Cette couverture exige une surprime et sera mentionnée dans un avenant au contrat.

Si l'affilié fait partie d'une force mise en œuvre par les autorités, le risque de guerre peut être couvert moyennant un contrat spécial et avec l'accord de l'autorité chargée du contrôle (prudentiel).

e. Les risques d'émeutes sont-ils couverts?

Le décès survenu à la suite d'émeutes, de troubles civils ou d'actes de violence collectifs d'inspiration politique, idéologique ou sociale, accompagnés ou non de rébellion contre l'autorité ou les pouvoirs établis, n'est pas couvert.

Le risque d'émeute est néanmoins couvert si l'affilié :

- soit n'y a pas participé activement;
- soit se trouvait dans un état d'autodéfense légitime;
- soit est intervenu en tant que membre des forces de l'ordre à la demande des autorités.

f. Le terrorisme est-il couvert?

Lorsque le décès est causé par le terrorisme comme défini par la loi du 1 avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, les dispositions et limites suivantes sont d'application :

- l'organisme de pension a adhéré à la personne morale (ASBL TRIP) qui a été constituée conformément à l'article 4 de la loi du 1^{er} avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme. Par conséquent, la couverture du sinistre relève de la limite prévue par la loi par année civile pour tous les engagements de l'ensemble des entreprises d'assurances membres de l'A.S.B.L pour les dommages causés par tous les événements reconnus comme relevant du terrorisme;
- la limite annuelle s'élève à 1 milliard d'euros. Ce montant est adapté le 1er janvier de chaque année à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base étant celui de décembre 2005. En cas d'adaptation légale ou réglementaire de ce montant de base, le montant adapté est d'application dès la prochaine échéance après adaptation, sauf lorsque le législateur a prévu explicitement une autre disposition transitoire;
- si le total des montants calculés ou estimés excède le montant précité, un règle de proportionnalité s'applique : les indemnités à payer sont limitées à concurrence du rapport entre le montant précité ou les moyens encore disponibles pour cette année civile et le total des indemnités à payer imputé à l'année civile;
- l'application de la loi du 1 avril 2007, le niveau des engagements des entreprises d'assurance ainsi que les délais et pourcentages des indemnités sont soumis aux décisions du Comité établi conformément aux articles 5 et suivants de la loi du 1 avril 2007.

Les dispositions précitées n'empêchent pas que la valeur de rachat théorique soit versée.

Au cas où la législation changerait dans la mesure où les dommages causés par le terrorisme ne doivent plus être couverts obligatoirement, cette garantie prend fin et il n'y plus de couverture du terrorisme dès le moment où, selon les dispositions légales en la matière, le terrorisme ne doit plus être couvert obligatoirement.

L'organisme de pension se réserve également le droit d'adapter automatiquement chaque autre disposition relative au risque du terrorisme au cas où la législation changerait.

g. Y a-t-il d'autres exclusions?

Tous les autres risques sont couverts sauf:

- le décès causé volontairement par le bénéficiaire ou à son instigation;
- le décès survenu suite à l'exécution d'une condamnation judiciaire de peine de mort;
- le décès survenu suite à ou provoqué directement par un crime ou délit commis volontairement par l'affilié en tant qu'auteur ou coauteur et dont il pouvait prévoir les conséquences;
- le décès suite à un saut en parachute sans que ce saut puisse être justifié par un cas de force majeure;
- le décès survenu suite à un saut à l'élastique tel que le Benji.

h. Quel montant est payé lorsqu'un risque n'est pas couvert?

Lorsque le décès a été provoqué volontairement par le bénéficiaire ou à son instigation, les prestations assurées en cas de décès sont payées aux autres bénéficiaires.

Si l'affilié meurt suite à un autre risque exclu, l'assureur paie au bénéficiaire la valeur de rachat théorique à la date du décès.

De même, l'assureur rembourse la capitalisation des primes se rapportant à la période après la date du décès.

INFORMATIONS CONCERNANT LA GESTION DE L'ENGAGEMENT DE PENSION

Article 28. Rapport de transparence

L'organisme de pension établit chaque année un rapport de transparence concernant la gestion de l'assurance de groupe qui comporte les informations suivantes :

1. le mode de financement de l'assurance de groupe et les modifications structurelles de celui-ci ;
2. la stratégie d'investissement à court et à long terme et la mesure dans laquelle les aspects sociaux, éthiques et environnementaux sont pris en compte ;
3. le rendement des placements ;
4. la structure des coûts ;
5. le cas échéant la participation aux bénéfices.
6. les bases techniques pour la tarification, la mesure et la durée dans lesquelles elles sont garanties quand l'organisme de pension garantit un résultat défini sur les contributions versées;
7. si pour le calcul de la garantie de rendement légale la méthode horizontale ou bien la méthode verticale a été appliquée;
8. le niveau actuel de financement de la garantie de rendement légale.

Ce rapport est mis à la disposition de l'organisateur qui le communique sur simple demande aux affiliés.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29. Limitation fiscale (règle des 80%)

Pour que les contributions patronales payées par l'organisateur constituent des frais professionnels déductibles et pour que les contributions personnelles payées par l'affilié soient prises en considération pour une réduction d'impôt conformément au CIR et en particulier l'article 52, 3° b CIR; l'article 59 CIR; l'article 145¹, 1° CIR et l'article 145³ CIR, la pension constituée à l'aide de cette assurance de groupe, participation aux bénéfices comprise, majorée de :

- la pension légale;
- les autres pensions extralégales, à l'exception cependant de celles constituées par l'épargne pension et les contrats d'assurance vie individuelle autres que ceux conclus en exécution d'un engagement individuel de pension,

exprimée en rente annuelle ne peut pas dépasser 80% de la dernière rémunération annuelle brute normale, compte tenu d'une durée normale de l'activité professionnelle.

Pour l'application de la limitation fiscale relative aux prestations revenant à l'affilié à l'âge terme, il est tenu compte de l'option en rente qui prévoit une indexation annuelle de la rente de 2% en progression géométrique et si l'affilié est marié ou cohabite légalement, une réversibilité de 80% sur la tête de l'époux survivant ou du cohabitant légal.

L'organisateur se réserve le droit de limiter les contributions ou les prestations si la limitation fiscale était dépassée.

Au cas où la législation fiscale donnerait une autre interprétation à la (aux) limitation(s) fiscale(s) précitée(s), l'organisme de pension applique la nouvelle interprétation dans le cadre de(s) contrôle(s) en la matière.

Article 30. Réserves acquises

Les réserves acquises sont égales aux montants qui se trouvent sur les comptes individuels séparés de l'affilié. Par comptes individuels séparés, on entend les comptes tenus pour chaque affilié pour les contributions personnelles d'une part et pour les contributions de l'employeur d'autre part. Le montant des comptes individuels séparés reprend également la participation aux bénéfices attribuée.

En principe, les réserves acquises sont égales aux réserves mathématiques. Il est précisé que les dates de paiement (dates d'échéance) (ou la périodicité de paiement) servirai(en)t toujours de référence. La capitalisation des contributions nettes s'effectue comme indiqué dans l'art. 2 des présentes dispositions. Le cas échéant, la prime pour le financement de la garantie décès sous risque est déduite de la réserve vie.

Pour autant que la sortie ou la mise à la retraite survienne à ou après une date de paiement servant de référence, la contribution relative à cette date de référence reste toujours due et doit, le cas échéant, être payée sans délai. Uniquement lorsqu'aucun capital décès défini est d'application/possible, il s'agira de prestations acquises. Les prestations acquises dépendent du tarif et de la durée de la garantie tarifaire.

Article 31. Modification des dispositions générales

Si l'organisme de pension souhaite modifier les Dispositions Générales pour des motifs fondés et dans les limites de la bonne foi, il propose par lettre ordinaire à l'organisateur d'appliquer les Dispositions générales modifiées à partir d'une date déterminée par lui.

L'organisateur se charge de notifier/communiquer les Dispositions Générales modifiées aux affiliés.

Article 32. Législation applicable et dispositions (para-)fiscales en cas de liquidation

L'assurance de groupe est soumise aux dispositions légales en vigueur en Belgique pour les assurances vie en général et pour les assurances de groupe en particulier.

Sauf autre avis de l'organisateur, l'organisme de pension part du principe que la LPC est d'application pour tous les affiliés.

La présente assurance de groupe prévoit comme standard la liquidation d'un capital pension. Pour autant que les dispositions fiscales en la matière ne soient pas modifiées, un tel capital est taxé distinctement.

En cas de pension, le taux d'imposition distinct, sous réserve de modification, est de 16,5% du capital constitué par les contributions de l'organisateur. Si l'affilié prouve que, conformément aux dispositions légales en la matière, il était effectivement actif jusque 65 ans ou jusqu'au moment auquel il a accompli une carrière complète, une réduction du taux d'imposition distinct (à 10%) est possible.

Sur le capital constitué par des contributions personnelles, le taux d'imposition distinct est, sauf modification, de 10%.

(PM sur le capital constitué par des contributions personnelles jusqu'à 1992, le taux d'imposition distinct est de 16,5%).)

Les centimes communaux et additionnels sont possibles.

Les participations bénéficiaires qui sont liquidées en même temps que le capital de pension sont jusqu'à présent non taxables.

Il est à noter que l'organisme de pension n'applique pas les taux d'impositions distincts dont il est question ci-dessous. Il préleve uniquement le précompte légal imposé.

Les liquidations de pension complémentaire sont soumises à des cotisations de sécurité sociale (telles que l'INAMI et la cotisation de solidarité).

Ces cotisations sont dues aussi bien sur le capital pension que sur les participations bénéficiaires.

Le prélèvement des cotisations sociales est effectué avant l'application du précompte professionnel.

La liquidation en cas de décès est sur le plan fiscal et parafiscal traité de manière similaire à la liquidation d'un capital pension.

Il est à noter que le régime fiscal et parafiscal peut être modifié dans le temps et que l'organisme de pension est tenu d'appliquer les dispositions légales telles que prévues au moment de la liquidation.

L'organisme de pension ne peut en aucune manière être tenu comme responsable si on ne peut pas profiter des avantages fiscaux attendus ou si une imposition (para-) fiscale inattendue est appliquée sur les contrats.

Article 33. Divers

a. Qui est le débiteur des taxes, impôts, prélèvements, ... ?

Tous les impôts, taxes, prélèvements ... aussi bien actuels que futurs, sont à charge de l'organisateur ou /de l'affilié/ du bénéficiaire selon le cas.

L'organisme de pension peut -dans la mesure où la légalisation le permet- mettre à charge de l'organisateur les coûts nécessaires à l'exécution d'un contrat d'assurance de groupe à cause de nouvelle légalisation ou de légalisation modifiée ("nouveaux" coûts).

Lorsque des frais exceptionnels sont provoqués par l'organisateur ou l'(ancien) affilié, l'organisme de pension peut mettre en compte ces frais supplémentairement. L'organisme de pension ne peut mettre en compte ces frais qu'après notification préalable à la(/aux) personne(s) concernée(s) d'une manière raisonnable et réfléchi.

(*) notamment les frais pour la rédaction d'aperçus spécifiques, la fourniture de données pour contrôles que l'organisateur prévoit lui-même ou qu'il laisse réaliser à l'extérieur, la rédaction et la transmises de copies ou pièces qui ne font pas partie des tâches effectuées normalement par l'organisme de pension dans le cadre de la gestion de l'engagement de pension etc.

b. Notifications et courrier (électronique)

Toute notification écrite d'une partie à l'autre est supposée être faite à la date de dépôt à la poste à leur dernière adresse communiquée mutuellement ou à la date de la réception dans le système du courrier électronique du destinataire à l'adresse électronique (enregistrée) qui est utilisée d'habitude entre les parties. Naturellement l'envoi électronique doit partir de l'adresse électronique (enregistrée) qui est utilisée d'habitude entre les parties.

Il est convenu qu'une lettre recommandée (électronique) suffit à titre de mise en demeure.

L'envoi d'une lettre recommandée (électronique) est prouvé par l'accusé de réception de la poste ou la preuve qui est générée conformément au Digital Act.

A défaut de présentation de l'exemplaire original/copie électronique d'un quelconque courrier, la copie dans les dossiers (électronique) de l'organisme de pension vaut à titre de preuve.

c. Juridiction

Si l'organisateur, un affilié ou un bénéficiaire a une réclamation concernant la gestion ou l'exécution de l'assurance de groupe et s'il n'obtient pas gain de cause, il peut s'adresser à l'Ombudsman des Assurances ou à l'autorité chargée du contrôle (prudentiel/social).

Les précités se réservent bien sûr le droit d'introduire une procédure judiciaire. Les litiges entre les parties tombent sous l'application des tribunaux belges. Si une de ces parties est domiciliée en dehors de la Belgique, seul le tribunal de l'arrondissement du siège de l'organisme de pension est compétent.

d. Bonne foi, équité et bon sens

L'organisateur règle les affaires dans sa relation avec les affiliés non prévues explicitement dans les dispositions du règlement. Si l'organisme de pension est une partie intéressée, ceci s'effectue toujours en concertation avec lui. L'arrangement de telles affaires doit toujours s'effectuer dans les limites et le respect de la bonne foi, de l'équité, du bon sens et de l'esprit du règlement.

e. Protection de la vie privée (régime de pension sectoriel)

L'information mentionnée ci-dessous concerne la législation et la réglementation relatives à la protection des données personnelles. On entend par "données personnelles" toutes les données relatives à une personne physique que l'organisme de pension (entreprise d'assurances) est obligé d'utiliser du réseau de la sécurité sociale pour l'affiliation au régime de pension sectoriel et pour la gestion des droits de pension dans ce cadre. Ces données peuvent être automatiquement traitées ou non.

Finalités des traitements des données — Base légale — Destinataires des données — Transfert indirect de données

Finalités

Les données personnelles sont traitées par l'organisme de pension, responsable du traitement en vue des finalités suivantes:

- l'affiliation à l'engagement de pension et l'exécution de celui-ci (*)
- le calcul des prestations et provisions techniques (*)
- le respect des obligations légales et prudentielles (*)
- le suivi des mesures de contrôle fiscales, les prélèvements obligatoires au moment de la liquidation des prestations et l'émission des fiches fiscales (*)
- (le cas échéant, l'affiliation à l'engagement incapacité de travail et l'exécution de celui-ci) (**)
- le traitement de plaintes et de litiges éventuels (**)
- la détection et la prévention de la fraude, blanchiment de capitaux et terrorisme (***)
- l'établissement de pronostics et de statistiques (***)
- les fins de marketing direct (***)

Si les données personnelles nécessaires ne sont pas transmises, l'organisme de pension ne pourra donner suite ni à l'affiliation à l'engagement de pension ni à l'exécution de celui-ci (le cas échéant l'engagement incapacité de travail).

Base légale

Les données personnelles sont traitées:

- (*) pour respecter les obligations légales;
- (**) dans le cadre de l'exécution du contrat d'assurance entre l'organisateur (preneur d'assurance) et l'organisme de pension dans lequel l'affilié est partie;
- (***) en vue de poursuivre les intérêts légitimes.

Pour chaque finalité qui apparaît sous le titre précédent, la base légale pour le traitement a été indiquée par le nombre d'étoiles mentionné ci-dessus.

Destinataires des données

Aux fins énumérées ci-dessus, les données personnelles peuvent être communiquées aux entreprises qui font partie du groupe Fédérale Assurance, aux personnes physiques ou entreprises qui interviennent comme prestataire de service ou sous-traitant pour le compte de l'organisme de pension ainsi qu'à d'autres parties tierces concernées comme une entreprise de coassurance ou de réassurance, un service public compétent, un avocat ou un conciliateur dans le cadre d'un règlement de litiges.

Transfert indirect de données

Lorsque l'affilié communique les données personnelles des bénéficiaires à l'organisme de pension, l'organisme de pension demande de les informer de ce transfert de données, du traitement et des droits y afférents.

Confidentialité

Des mesures techniques et organisationnelles ont été prises pour garantir la confidentialité et la sécurité des données personnelles. Leur accès est limité aux collaborateurs qui les traitent dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions ou à ceux qui en ont besoin.

Conservation des données traitées

Les données traitées sont conservées par l'organisme de pension pendant la durée nécessaire pour réaliser la finalité prévue. Cette durée sera prolongée du délai de prescription ainsi que de chaque durée de conservation qui est imposée par la législation ou par la réglementation.

Droits de l'affilié

L'affilié dont les données personnelles sont traitées peut:

- demander la consultation de ces données;
- faire rectifier des données erronées;
- faire effacer des données;
- obtenir une limitation du traitement;
- recevoir des données et/ou les transmettre à un autre responsable de traitement;
- faire opposition au traitement.

Pour l'étendue et le champ d'application des droits mentionnés ci-dessus on fait référence à la politique de confidentialité du responsable de traitement sur le site web. Si les données personnelles sont utilisées pour le Marketing Direct, l'affilié peut toujours s'y opposer.

Toute question concernant les droits énumérés ci-dessus peut être introduite:

- par courrier daté et signé au: Data Protection Officer - Rue de l'Etuve 12 - 1000 Bruxelles
- via e-mail à: privacy@federale.be

L'affilié doit joindre à sa demande une photocopie recto verso de sa carte d'identité.

Données de contact

De plus amples informations peuvent être trouvées sur www.federale.be ou être obtenues en adressant un e-mail à privacy@federale.be ou un courrier à Fédérale Assurance, à l'attention du Data Protection Officer – Rue de l'Etuve 12 à 1000 Bruxelles.

Une réclamation éventuelle relative au traitement des données personnelles peut être introduite auprès de l'Autorité de protection des données.

f. Plaintes

Toute plainte possible en rapport avec cette assurance peut être adressée à:

- Fédérale Assurance, Service de la gestion des Plaintes, rue de l'Etuve 12 à 1000 Bruxelles
Fax: 02.509.06.03 – gestion.plaintes@federale.be (en première instance);
- ou à l'Ombudsman des Assurances, Square de Meeus 35 à 1000 Bruxelles
Fax 02.547.59.75 – info@ombudsman.as (en dernier ressort)

sous réserve que cela porte préjudice au droit de l'organisateur pour engager une action juridique.

ANNEXE CCT

REGLEMENT DE PENSION (release 2018)

REGLEMENT DE PENSION

DISPOSITIONS PARTICULIERES

1. Objet, type et but du régime de pension

En exécution de la CCT du 20 juin 2014, le Fonds Social des carrières de gravier et du sable, ci-après l'organisateur, introduit un régime de pension sectoriel du type contributions définies sans garantie de rendement par l'organisateur dans le but de financer la pension sectorielle des ouvrier(è)r(e)s qui sont visé(e)s à l'article 5. Affiliation.

Le but de ce régime de pension est de garantir, en dehors des engagements de pension légale et en complément de cette dernière :

- a) à l'affilié lui-même, un capital au moment de la pension ou à un moment comme prévu à l'article 16 des dispositions générales sous 'Liquidation sans pension';
- b) au(x) bénéficiaire(s) qui est (sont) indiqué(s) dans ce règlement, un capital en cas de décès de l'affilié avant l'âge terme.

Le rendement du régime de pension sectoriel est égal à la somme du taux d'intérêt technique et des participations bénéficiaires éventuelles attribuées par l'organisme de pension sur les contrats de contributions patronales (comptes individuels).

2. Documents

Le **règlement de pension** est l'ensemble des dispositions contractuelles qui fixent les conditions qui mettent en exécution le régime de pension, ainsi que les droits et obligations des travailleurs en matière d'affiliation, les droits et obligations de l'affilié, l'organisateur et l'organisme de pension.

Les **dispositions particulières** décrivent les règles qui, d'une façon uniforme, s'appliquent à tous les affiliés qui bénéficient de ce régime de pension.

Les **dispositions générales** décrivent les principes et les modalités de fonctionnement qui sont applicables à ce régime de pension et à tous les régimes de pension similaires exécutés par l'organisme de pension.

En exécution du règlement de pension, il est conclu, sur la tête de chaque affilié, un contrat (**contrat de contribution patronale**), qui indique les prestations pour lesquelles l'affilié est assuré et le financement correspondant.

Les dispositions particulières et les dispositions générales doivent être lues conjointement et constituent un tout.

Les dispositions particulières priment néanmoins sur les dispositions générales.

L'organisme de pension se réserve le droit de régler toutes les situations qui ne sont pas prévues par les dispositions particulières en concordance avec les dispositions générales.

3. Entrée en vigueur

Le régime de pension prend effet le 1^{er} juillet 2014.

4. Définitions

4.1. Régime de pension

engagement de pension collectif

4.2. Organisateur

Fonds Social des carrières de gravier et du sable FBZ, Mgr. Broekxplein 6, 3500 Hasselt

4.3. Organisme de pension

FEDERALE ASSURANCE, Association d'Assurances Mutuelles sur la Vie,
rue de l'Etuve 12, 1000 BRUXELLES

4.4. Employeur

l'entreprise ressortissant à la SCP 102.06 et qui tombe sous le champ d'application de la CCT qui règle le régime de pension sectoriel

4.5. Ouvrie(è)r(e)

la personne physique qui a conclu un contrat de travail pour ouvriers avec l'employeur et qui est reprise dans la déclaration DmfA sous l'indicatif « 463 ».

Pour être complet, les élèves de toute sorte, les personnes qui suivent une formation professionnelle ou les étudiants ne tombent pas sous la définition. Les ouvrie(è)r(e)s exerçant un travail autorisé après l'âge de la pension sont également exclu(es).

4.6. Secteur

secteur de l'industrie des carrières de gravier et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, de Limbourg et du Brabant flamand, exceptées les exploitations de sable blanc (SCP 102.06)

4.7. Affilié

Affilié actif : l'ouvrier au service de l'employeur pour lequel l'organisateur a introduit un régime de pension et qui répond aux conditions d'affiliation de ce régime de pension.

Affilié passif (dormeur) : l'ancien ouvrier qui continue à bénéficier des droits actuels ou différenciés, étant donné qu'il a choisi lors de sa sortie de maintenir auprès de l'organisme de pension ses réserves acquises sans modification de l'engagement de pension.

Si besoin, une distinction est faite dans le règlement de pension entre affilié actif/passif.

4.8. Bénéficiaire

personne en faveur de laquelle les prestations sont conclues

4.9. Age terme

l'âge terme normal est fixé au premier jour du mois qui suit l'âge légal normal de la pension - fixé à 65 ans lors de l'entrée en vigueur du régime de pension. Si l'âge légal normal de la pension est relevé, le nouvel âge légal normal de la pension sera d'office retenu comme âge terme pour les nouvelles affiliations. Pour les affiliés dont l'âge terme a été fixé à 65 ans, cet âge sera maintenu, sauf dispositions légales contraignantes contraires. Le scénario de prolongation après l'âge terme normal est repris dans l'article 16 des dispositions générales.

4.10. Contribution de pension, aussi budget de prime ou contribution
la contribution qui sera allouée au contrat de contribution patronale.

4.11. Contrat de contribution patronale

le compte individuel au nom de l'affilié qui est alimenté par les contributions de pension et qui bénéficie du rendement accordé par l'organisme de pension (taux d'intérêt technique et participations bénéficiaires)

4.12. Date d'adaptation annuelle

la date d'adaptation annuelle est le 31 décembre de chaque année calendrier

5. Affiliation

L'ouvrie(è)r(e) est affilié(e) à partir de son entrée en service auprès de l'employeur.

Le travailleur qui, après son entrée en service chez l'employeur est transféré dans la catégorie des ouvrie(è)r(e)s, est affilié à partir du moment où il appartient à la catégorie des ouvrie(è)res.

L'affiliation intervient au plus tôt le 1^{er} juillet 2014, date à laquelle le régime de pension entre en vigueur.

L'affiliation est obligatoire.

6. Cessation de l'affiliation

Il est mis fin à l'affiliation :

- au premier jour du mois coïncidant avec ou suivant le jour où l'affilié ne satisfait plus à la définition d'ouvrie(è)r(e) et où ses réserves acquises sont sorties de l'engagement de pension;
- au premier jour du mois coïncidant avec ou suivant le jour où l'affilié n'est plus en service auprès d'un employeur qui tombe sous le champ d'application du régime de pension et où ses réserves acquises sont sorties de l'engagement de pension;
- à la date du décès de l'affilié avant l'âge terme.

est pensionné

7. Contribution de pension (ou budget de prime)

7.1 A partir de 2015, l'affilié actif a droit à une contribution trimestrielle de pension.

Règlement spécial pour 2014

Vu que le régime de pension prend effet le 1^{er} juillet 2014, les contributions de pension trimestrielles pour le premier et le deuxième trimestre de 2014 ne sont acquises qu'au 30 septembre 2014. Il est fait référence à la disposition correspondante de la CCT du 20 juin 2014.

7.2 Les contributions trimestrielles de pension sont attribuées à l'expiration de l'année calendrier avec le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre comme date valeur. Elles sont acquises à ces dates pour autant que la condition reprise au point 7.3 soit satisfaite. L'affilié qui est sorti, qui est décédé ou qui a atteint l'âge terme dans le courant du trimestre n'a, par conséquent, pas droit à la contribution de pension pour ce trimestre.

7.3 La contribution de pension trimestrielle est attribuée pour autant que l'affilié apparaisse dans la déclaration DmfA du trimestre concerné pour au moins un jour sous le code de prestation

1, 2, 3, 5, 60, 70, 71 ou 72. Si seule une indemnité de rupture (code salaire 3) est indiquée en combinaison avec le code prestation 1, la contribution n'est pas due.
(Concrètement, cela signifie qu'un trimestre où seul des jours de maladie sont repris ou un trimestre où seule une indemnité de rupture est comptabilisée sans qu'il y ait de prestations n'est pas pris en compte pour l'attribution de la contribution de pension.)

- 7.4 En ce qui concerne le montant de la contribution patronale, il n'est fait aucune distinction liée au régime de travail de l'affilié.
- 7.5 A l'entrée en vigueur du régime de pension au 1^{er} juillet 2014, il est attribué aux ouvriers qui sont à ce moment en service dans le secteur et qui, par conséquent, sont affiliés, une contribution de pension nommée *contribution de rattrapage*. La date valeur de cette contribution de rattrapage est le 1^{er} juillet 2014.
- 7.6 Les contributions de pension précitées ne comprennent pas la contribution spéciale de sécurité sociale qui, au moment de l'entrée en vigueur du régime de pension s'élève à 8,86 %.
Tenant compte du statut spécifique de l'organisateur (Fonds de Sécurité d'Existence), la taxe d'assurance sur les contributions de pension n'est pas due.
- 7.7 La contribution de pension est reprise sous forme d'un aperçu (historique) dans une annexe aux dispositions particulières de ce règlement de pension.

8. Paiement des contributions de pension – Fonds de financement - Allocation des contributions de pension aux contrats de contribution patronale

- 8.1 L'organisateur se porte garant du paiement des contributions de pension. Elles sont payables au moyen d' avances annuelles par l'organisateur à l'organisme de pension, au plus tard le dernier jour ouvrable de la première semaine de chaque année civile.
(Autrement dit, l'avance pour l'année civile X doit être payée au plus tard dans la première semaine de l'année civile X). Lors de l'entrée en vigueur du régime de pension, la première avance (comprenant la contribution de rattrapage 2013 et l'avance 2014) est payable le 15 juillet 2014 au plus tard.
- 8.2 L'organisme de pension verse les contributions de pension payées dans le Fonds de financement.

L'attribution des contributions de pension aux contrats de contribution patronale avec effet rétroactif à la fin de chaque trimestre, s'effectue une fois par an et après que l'organisme de pension ait reçu via la BCSS les données concernant l'année via OGPSC. Les fonds nécessaires sont, à ce moment, prélevés du Fonds de financement. (A toutes fins utiles, il convient de préciser qu'une dérogation en matière de l'allocation des contributions de pension est prévue pour la contribution de rattrapage 2013 et les contributions de pension des deux premiers trimestres de 2014. L'allocation de la contribution de rattrapage 2013 a lieu le 1^{er} juillet 2014, celle des contributions de pension pour les deux premiers trimestres de 2014 a lieu le 30 septembre 2014.)

Si, lors de l'attribution un manque apparaît, l'organisateur est tenu d'apurer ce solde, dans les 10 jours ouvrables qui suivent le moment où l'organisme de pension l'a informé. Dans cette situation, l'organisme de pension comptabilise dans le chef de l'organisateur un rendement négatif sur le Fonds de financement.

- 8.3 Il n'y a pas de réserve libre constituée.
- 8.4 Le Fonds de financement appartient aux affiliés.

Si, un ouvrière(e), pour quelque raison que ce soit ne fait plus partie du domaine d'application de la CCT qui régit le régime de pension sectoriel, il ne peut en aucune manière revendiquer un crédit du Fonds de financement.

Lorsque le régime de pension est annulé ou lorsque l'organisateur disparaît pour quelque raison que ce soit et sans qu'il y ait transfert des obligations à un tiers, les arriérés de contributions et le montant qui est nécessaire à financer la garantie de rendement minimum défini par la législation sociale sont prélevés du Fonds de financement. Ensuite, le fonds est réparti entre les affiliés proportionnellement au montant de leurs réserves acquises.

9. Réserves acquises – prestations acquises – droits de l'affilié sur le contrat de contribution patronale.

- 9.1. Les réserves acquises sont les réserves à un moment donné auxquelles l'affilié a droit conformément au régime de pension.
- 9.2. Les prestations acquises sont égales aux prestations auxquelles l'affilié peut prétendre, conformément au règlement de pension, si au moment de sa sortie, il laisse ses réserves acquises dans l'organisme de pension.

9.3. Jusqu'au 31 décembre 2018

Si l'affilié sort avant la fin de la première année de son affiliation, les contributions de pension du contrat de contribution patronale ne sont pas acquises à l'affilié et sont versées au Fonds de financement.

L'affilié repris ci-dessus qui, ultérieurement, rentre dans le secteur doit compter une nouvelle période d'affiliation de 12 mois avant de pouvoir faire valoir ses droits sur le contrat de contribution patronale (en cas de nouvel engagement, l'ancienneté dans le secteur est considérée comme égale à 0).

A partir du premier janvier 2019

Dans le cas de sortie l'affilié a toujours droit aux réserves acquises.

10. Sortie

- 10.1. En cas de sortie, l'organisateur est tenu d'en informer l'organisme de pension dans un délai d'un an. Dans la même période, l'affilié peut également signaler lui-même sa sortie à l'organisme de pension.

L'organisme de pension communique les données suivantes à l'organisateur, dans les 30 jours qui suivent son information de ce qui précède :

- le montant des réserves acquises, majoré, le cas échéant, jusqu'à la garantie de rendement minimum fixé par la législation sociale;
- le montant des prestations acquises ;
- les différentes possibilités de choix (voir : dispositions générales) et le fait que la liquidation en cas de décès (réserve de pension augmentée de la participation bénéficiaire) est maintenue.

L'organisateur informe immédiatement l'affilié des données communiquées par l'organisme de pension.

L'affilié doit confirmer son choix par écrit à l'organisme de pension dans les 30 jours qui suivent la notification par l'organisateur.

Après réception du choix de l'affilié, l'organisme de pension exécute son choix dans les 30 jours.

- 10.2 Le traitement pratique de la sortie sera le suivant. Les ouvri(e)s sont considéré(e)s comme sorti(e)s du secteur s'ils n'apparaissent pas dans la déclaration DmfA pendant deux trimestres successifs.
- Les ouvri(e)s pour lesquel(le)s une déclaration DmfA a été effectuée mais uniquement avec des jour assimilés (par exemple suite à une longue maladie) ne sont pas considéré(e)s comme sorti(e)s.
- Etant donné que l'organisme de pension est mandaté par l'organisateur pour aller récupérer directement les informations nécessaires auprès de la BCSS pour la gestion de ce régime de pension, l'organisme de pension utilisera ce chemin afin d'exécuter en lieu et place de l'organisateur la procédure décrite ci-dessus.
- La ligne de communication avec l'affilié sera ainsi entretenue par l'organisme de pension.
- 10.3. En cas de transfert lors d'une sortie, les éventuels déficits dans les réserves acquises sont apurés directement. Le contrat de contribution patronale est immédiatement apuré avec l'éventuel manque eu égard au rendement minimum garanti fixé par la législation sociale.
- Ceci implique que les réserves acquises définies ci-dessus sont, le cas échéant, complétées par l'organisateur au niveau du rendement minimum garanti fixé par la législation sociale. Ce complément éventuel sera puisé par l'organisme de pension dans le Fonds de financement ou si les moyens du Fonds de financement ne sont pas suffisants, il sera versé par l'organisateur. En aucun cas, l'affilié ne peut faire appel à l'organisme de pension pour compenser ce manque à financer.
- 10.4 L'ancien affilié qui opte pour le transfert immédiat de ses réserves acquises, communique à l'organisme de pension les données manquantes et/ou les pièces justificatives relatives aux prestations fournies dont l'organisme de pension n'est pas informé, étant donné la réception ultérieure et la gestion du flux de données de la BCSS. L'organisme de pension communique les instructions à ce sujet à l'ancien affilié. L'objectif consiste à payer correctement et sans délai le montant des réserves acquises (le cas échéant complétée jusqu'au niveau prévu par la législation sociale en matière de rendement minimum garanti).
- Si l'ancien affilié ne répond pas à une des obligations du présent règlement de pension qui engendre une perte (partielle) de ses droits, alors l'organisme de pension et l'organisateur, au même niveau, sont libérés de leurs obligations envers l'affilié (ou son bénéficiaire) visant les réserves acquises dans ce règlement de pension.

11. Prestations - Paiement – Documents à délivrer lors du paiement vie/décès

11.1. En cas de vie de l'affilié

La réserve pension, majorée de la participation aux bénéfices acquise au contrat de contribution patronale, est liquidée en cas de pension de l'affilié.

A la demande de l'affilié, la réserve de pension peut être liquidée conformément à ce qui est prévu à l'article 16 des dispositions générales et ceci pour autant que qu'aucune disposition légale ne s'y oppose.

Pour être complet, il faut ajouter que la liquidation anticipée n'est pas possible pour l'affilié qui est pensionné comme ancien mineur ou en vertu d'un autre emploi spécifique qui autorise la prise de la pension légale avant l'âge normal de la pension.

Le cas échéant, l'organisateur est tenu de compléter ce montant jusqu'au niveau du rendement minimum garanti fixé par la législation sociale.

L'organisme de pension paie ce capital à l'affilié, après réception de la quittance de liquidation signée par l'affilié.

11.2. En cas de décès de l'affilié avant l'âge terme

Le montant de la réserve pension, augmenté de la participation aux bénéfices qui se trouve au moment du décès de l'affilié sur le contrat de contribution patronale, est versé au bénéficiaire lors du décès prématuré de l'affilié.

L'organisme de pension paie ce capital au bénéficiaire, après réception de la quittance de liquidation signée par lui.

L'organisme de pension a le droit de demander un certificat de vie du bénéficiaire.

Le bénéficiaire en cas de décès est déterminé en fonction du rang suivant :

- *le conjoint de l'affilié ou le partenaire cohabitant légal, sauf dans les cas suivants :*
 - *les époux sont séparés judiciairement de corps et de biens ;*
 - *une demande écrite a été introduite auprès du tribunal pour obtenir le divorce judiciaire ou la séparation de corps et de biens;*
- *à défaut, les descendants au premier degré de l'affilié ou, par représentation, – leurs descendants;*
- à défaut les descendants au premier degré de l'affilié;*
- à défaut la succession de l'affilié;*
- à défaut, le Fonds de financement.*

Si cet ordre de priorité désigne plus d'un bénéficiaire, une répartition proportionnelle entre les différents bénéficiaires sera établie.

L'affilié ne peut déroger à cet ordre de priorité et ne peut désigner un bénéficiaire nommément.

11.3 Aussi bien en cas de vie que de décès

L'affilié ou le bénéficiaire communique à l'organisme de pension les informations manquantes et/ou les pièces justificatives concernant les prestations fournies et qui ne sont pas encore en possession de l'organisme de pension étant donné la réception ultérieure de ces informations et le traitement des flux de données issus de la BCSS. L'organisme de pension donne à l'affilié/au bénéficiaire les instructions correspondantes. L'objectif consiste à payer correctement et sans délai le montant des réserves acquises (le cas échéant complétées jusqu'au niveau prévu par la législation sociale en matière de rendement minimum garanti).

Si l'affilié/ le bénéficiaire ne répond pas à une obligation du présent règlement de pension qui engendre une perte de ses droits, l'organisme de pension et l'organisateur, au même niveau, sont libérés de leurs obligations vis-à-vis de l'affilié (ou de son bénéficiaire) visant les réserves acquises dans ce règlement de pension.

prestations

12. Dispositions diverses

12.1. Il n'y a pas de formalités médicales à l'affiliation.

12.2. Le report après l'âge de pension légal est prévu.

Il est fait référence au scénario de prolongation spécifique qui est repris à l'article 16 des dispositions générales.

12.3. (sans contenu)

- 12.4. Tenant compte des adaptations annuelles et intermédiaires, seule la première partie de l'article 6 des dispositions générales est d'application.
- 12.5. Conformément aux dispositions générales (article 18), l'affilié actif ne peut, à aucun moment, faire des versements personnels volontaires.
- 12.6. Par dérogation aux dispositions générales (article 17) l'affilié n'a aucun droit dans le cadre d'opérations immobilières.
- 12.7. Dans le cadre de cette assurance de groupe, seule une structure d'accueil est prévue pour recevoir les réserves constituées en raison d'un précédent emploi et transférées par l'affilié vers l'organisme de pension, situation visée par l'article 19, a) premier tiret des dispositions générales.
- L'article 19,d) n'est pas d'application.
- 12.8 Pour autant qu'aucune consultation électronique via le site internet de l'organisateur ou de l'organisme de pension ne soit possible ou pour autant que les dispositions légales en la matière ne prévoient pas d'autre possibilité, les affiliés peuvent obtenir, sur simple demande adressée à l'organisateur, le règlement de pension, le rapport annuel de gestion (rapport de transparence), ainsi que le rapport sur la politique de placement de l'organisme de pension.
- Pour autant qu'aucune consultation électronique via le site internet de l'organisme de pension ne soit possible, les affiliés peuvent obtenir une copie du compte annuel et/ou du rapport annuel de l'organisme de pension, ce sur simple demande adressée à l'organisme de pension.
- 12.9. Tout ce qui est repris dans les dispositions générales à propos de la contribution personnelle/du contrat de contribution personnelle n'est pas d'application.
- 12.10. L'organisme de pension ne peut être tenu responsable d'aucune suite fiscale désavantageuse relative à la déductibilité du financement du régime de pension au niveau de l'employeur, sauf dans les cas prévus par la législation et pour autant qu'il puisse être reproché à l'organisme de pension une faute au sens de la loi.
- 12.11. A l'article 11 des dispositions générales, tout ce qui est stipulé à partir du 7^{ème} alinéa est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:
- « Préalablement au transfert, l'organisateur est tenu de verser à l'organisme de pension l'indemnité de rachat définie ci-après.*
- Le Fonds de financement constitue une valeur de rachat théorique.*
- L'indemnité de rachat représente 2 % des valeurs de rachat théorique. Si toutefois, au moment du transfert, la différence entre le taux d'intérêt technique moyen accordé par l'organisme de pension aux réserves à transférer et le taux d'intérêt pour les OLO's sur 10 ans dépasse 2 %, l'indemnité de rachat sera égale à cette différence + 2%. »*

Annexe: aperçu (historique) de la contribution de pension

Cotisation de rattrapage 2013¹

| |
|---------|
| 125 eur |
|---------|

¹ uniquement pour les travailleurs(ses) qui étaient affiliés au régime de retraite sectoriel lors de son entrée en vigueur le 1er juillet 2014

Régime de départ : deux premiers trimestres 2014 - attribution le 30 septembre 2014

| T1 de 2014 | T 2 de 2014 | T3 de 2014 | T 4 de 2014 |
|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 30/09: 62,50 eur | 30/09: 62,50 eur | 30/09: 62,50 eur | 31/12: 62,50 eur |

A partir du 1er juillet 2014² - cotisation de retraite trimestrielle

| T 1 | T 2 | T 3 | T 4 |
|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 31/03: 62,50 eur | 30/06: 62,50 eur | 30/09: 62,50 eur | 31/12: 62,50 eur |

² la cotisation de retraite, qui est une cotisation trimestrielle, est acquise à la fin de chaque trimestre (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre), à condition que la partie affiliée ne parte pas en préretraite au cours du trimestre en question, décède ou atteigne l'âge terme et que la déclaration DmfA pour le trimestre en question comporte au moins un jour sous le code de performance 1, 2, 3, 5, 60, 70, 71 ou 72.